

# courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE

N° 329

AVRIL 2023

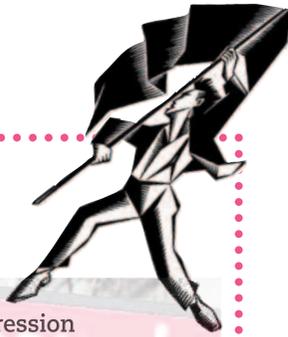
5 €

- ▶ DOSSIER : LE MOUVEMENT SOCIAL CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES
- ▶ SAINTE-SOLINE : LARMES DE RAGE PLEIN LES BASSINES
- ▶ SURINAME : ÉMEUTE À PARAMARIBO
- ▶ CISJORDANIE : POGROMS ET RÉSISTANCE

La rue, elle est à nous !



La démocratie elle est ici !



## RUBRIQUES

- 3... ▶ ÉDITO : Exister réellement c'est se manifester !
- 20... ▶ BIG BROTHER chroniques du contrôle et de la répression
- 25... ▶ INSUBORDINATION SALARIALE chroniques de la lutte des classes
- 25... ▶ VERTEMENT ÉCOLO Des vertes et des pas mûres
- 33... ▶ SANS FRONTIÈRES pour la liberté de circulation

## DOSSIER : LE MOUVEMENT SOCIAL CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

- 4... ▶ TOUR D'HORIZON DE LA MOBILISATION
- 10... ▶ ÉTAT DE LA LUTTE
- 12... ▶ UNE RÉFORME PLUS CRIMINELLE QU'IL N'Y PARAÎT
- 15... ▶ LA JEUNESSE S'ENNUIE ?
- 17... ▶ L'ÉTAPE SUIVANTE : INTENSIFIONS LA LUTTE

## FÉMINISME & ANTIPATRIARCAT

- 18... ▶ RÉVOLUTION SOCIALE ET LIBÉRATION DES FEMMES

## SOCIAL

- 22... ▶ ROYAUME-UNI : UN MOUVEMENT SOCIAL EN MODE « VEILLE »
- 23... ▶ LES BÉNÉFICES HONTEUX DE LA SNCF

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- 27... ▶ MÉGABASSINES : L'ÉTAT ENTRE EN GUERRE POUR PRIVATISER L'EAU

## VAINCRE LA REPRESSION

- 28... ▶ SOLIDARITÉ AVEC S. VICTIME DE L'ORDRE RÉPUBLICAIN

## TOUCHONS LE FOND

- 29... ▶ LA MALADIE INFANTILE DU TROSKYSME, SUITES

## INTERNATIONAL

- 35... ▶ CISJORDANIE : POGROMS ET NOUVELLES FORMES DE RÉSISTANCE
- 36... ▶ SURINAME : ÉMEUTE À PARAMARIBO ! UNE PREMIÈRE

Ce numéro a été préparé à **LILLE** et maqueté en **BRETAGNE**  
La commission journal de **fin avril** aura lieu à **LIMOGES**

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

**C**OURANT ALTERNATIF paraît depuis 1981, sans comité de rédaction, réalisé de façon militante et décentralisée par des personnes membres ou proches de l'Organisation communiste libertaire, l'OCL.

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant·es intéressé·es au même titre que les militant·es OCL de la ville en question et que des représentant·es des autres groupes de l'OCL.

Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des

souhaits émis par les groupes ou des individu·es.

En outre, chaque CJ débute par un débat sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire.

Le collectif organisateur rédige ensuite un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) et c'est lui qui écrit l'éditorial en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions, écrivez-nous.

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore  
BP 81213  
51058 Reims cedex  
ocl libertaire@hotmail.com

Contactez localement

**l'Organisation Communiste  
Libertaire**

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

ocl.st-nazaire@orange.fr

Douarnenez :

ocldz@riseup.net

### CHAMPAGNE

OCL c/o egregore BP 81213

51058 Reims cedex

lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,

40 rue Alfred Dumeril,

31400 Toulouse

ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

OCLB c/o La mouette enragée

BP 403

62206 Boulogne s/Mer cedex

lamouette.enragee@gmail.com

ocllille@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### POITOU-CHARENTES

ocl-poitou@orange.fr

oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

ocl-lyon@laposte.net

### Autres contacts

passer par

ocl libertaire@hotmail.com

**Plus d'infos,  
anciens numéros et  
abonnements en ligne**

<https://ocl libertaire.lautre.net>

Ce *Courant Alternatif* est dédié à nos camarades,

• Christophe qui ne fera ni ne lira plus C.A. et nous manquera à la CJ de Limoges.

• S. qui le relira dès que sa soif de vie l'aura sorti du coma où l'a précipité la violence d'État !

Salut et révolution sociale !

## ABONNEMENTS 1 AN

- 10 numéros.....30 €
- Tarifs réduits (pour les fauché·es).....18 €
- Soutien.....+ de 30 €
- À l'essai (3 numéros).....5 €
- Un numéro sur demande **GRATUIT**
- Gratuit pour les prisonnier·es

Abonnements à l'international et envois en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de *La Galère* à envoyer à Reims ou abonnements en ligne sur le site

# « Exister réellement, pour les hommes comme pour tout ce qui existe, ne signifie pas autre chose que se manifester ».

Mikhaïl Bakounine

On le sait depuis le départ, on l'a écrit et répété auprès de milliers de manifestants et grévistes depuis le 19 janvier : « Macron ne lâchera rien ! » Cette certitude nous a été confirmée le 16 mars avec le recours d'Elisabeth Borne à la procédure du 49.3. Une nouvelle fois... mais peut-être devrions nous dire, la fois de trop !

Pour la plupart d'entre nous, la détermination du chef d'État n'a jamais fait l'objet du moindre doute. Non parce que les journalistes nous l'ont remâché à longueur d'antenne et que « l'opinion ça se travaille ». Ni parce qu'au final la population consentirait de mauvaise grâce, après avoir consenti à deux années d'entraves de ses libertés élémentaires ; fatiguée, résignée... Objectivement, car les facteurs d'instabilité qui fragilisent l'équilibre de l'édifice s'accumulent, que la crise dont on ne sait même plus la caractériser tant elle présente un visage inédit à chaque nouveau bouleversement, s'aiguise. A peine nous imaginons-nous sortis d'une période préjudiciable que nous voilà précipités dans la prochaine ; la précédente exacerbant la suivante dans un maelström à couper le souffle : pandémie, inflation, guerre en Europe, dérèglement climatique ...

Par conséquent, la bourgeoisie, elle aussi, se débat au cœur de contradictions qui l'enserrent et la contraignent. Dans un régime démocratique, l'obligation lui est faite, formellement du moins, d'emporter l'adhésion du plus grand nombre à sa politique. Néanmoins, on observe qu'il lui faut y parvenir en un laps de temps toujours plus réduit, car à mesure que les périls s'accumulent le temps semble se comprimer, filer plus vite et d'ailleurs, ce n'est pas qu'une sensation. Il arrive que l'histoire s'accélère... En brusquant la manœuvre, E. Macron s'est définitivement aliéné le monde du travail, ouvrant la voie à une crise dont il est pour l'heure difficile d'envisager l'issue. Une crise gouvernementale d'abord, une crise de régime ensuite, révélant et aggravant la fracture séparant ceux qui exercent le pouvoir de ceux qui l'endurent. Crise institutionnelle, crise de la démocratie parlementaire en définitive dont le mouvement des Gilets Jaunes avait révélé la profondeur et que ce même Macron semble

être parvenu à raviver de nouveau. L'extravagance avec laquelle le pouvoir s'est employé à justifier son entreprise n'a eu de cesse de le décrédibiliser, d'exacerber la méfiance et attiser l'hostilité à son égard et ce, bien avant le jeudi 16 mars. En exhibant des tableaux de chiffres d'abord, en invoquant la justice sociale ensuite, en confessant son obédience aux agences de notation enfin, Borne et son équipe nous ont démontré la rouerie du discours officiel et confirmé la menace de leurs intentions à notre égard. Mais c'est encore et toujours E. Macron qui absorbe le feu de la contestation tant il incarne le mieux la singularité et le paradoxe du moment présent. Lui, le techno 2.0 qui à deux reprises et par effraction a endossé des habits taillés par et pour un autre, à une toute autre époque. Comme Sarkozy avant lui, Macron feint d'oublier que le Césarisme de la V<sup>e</sup> République, ce « coup d'État permanent », ne peut fonctionner qu'avec l'assentiment et le « rassemblement » d'une part de la population autour de sa personne. Dans le cas contraire, cela peut ouvrir toute grande la porte aux turbulences. Si en avril 1969, à la satisfaction de la bourgeoisie moderniste, de Gaulle sut assumer ses responsabilités et démissionner, on a compris qu'en avril 2023 Macron n'en a nullement l'intention. Autre temps, autres mœurs peut-être, mais surtout Macron incarne aujourd'hui cette figure du « bourgeois moderniste ». Pure production d'un libéralisme dégénéré, maffieux, violent et cynique, Macron l'amateur de costards de luxe s'est glissé dans celui de Tony Montana qui lui va du reste comme un gant.

Tel Thatcher avant lui et Sarkozy à sa suite, il rêve d'écraser sous son talon les restes d'un mouvement ouvrier déliquescents, cette survivance de l'ancien monde qui le répugne. Enfermé avec son Conseil de Défense à 70 mètres sous terre ou se rengorgeant dans le salon du conseil des ministres, ce type s'est enivré de l'exercice solitaire du pouvoir. Un profil banal sur lequel il serait inutile de s'attarder s'il ne témoignait des conditions historiques de la période caractérisée par un raidissement dangereux de la classe sociale qu'il assiste et à laquelle il appartient. Dans son espace-temps à lui, il n'y a plus guère de place à donner, ni de

temps à perdre avec un syndicalisme « rassemblé » ou non. Si, comme il a été rappelé, derrière la question de la retraite se pose en réalité celle du travail, le travail dans sa dimension aliénée et exploitée, pour Le Président et la bourgeoisie, seule sa « valeur de marché » importe. On comprend alors, qu'encaisser une défaite sur un dossier aussi central reviendrait à hypothéquer la possibilité de mener à bien l'ensemble du train des mesures réclamées par les patrons, comme la fin du Smic ou une nouvelle Loi Travail, sans parler de celle sur l'immigration... Un scénario inenvisageable. Pour les travailleurs, par contre, une victoire leur offrirait le temps de respiration nécessaire avant de reprendre la position et peut-être même l'offensive. Mais surtout, Borne peut jouer la dame de fer et Macron flatter Sarko autant qu'il le désire, le cycle néo-libéral entamé au début des années 70 s'épuise, et nous ne sommes plus en 1984 au cœur des villages miniers du Yorkshire. On ne se bat plus aujourd'hui pour préserver une culture et une identité ouvrières ancestrales toute entières ordonnancées autour du travail. On se bat pour mettre le travail à distance, confusément et individuellement, car ce travail, lui aussi, est en crise tout comme le syndicalisme qui l'accompagne.

Désormais relégué dans l'enceinte de l'entreprise, prisonnier de la logique du « dialogue sociale », le syndicalisme ne fait depuis le 19 janvier, ni mieux, ni pire que ce qu'il fait d'habitude. Il ne sait d'ailleurs plus faire autre chose que du lobbying... Et au risque de contredire ceux qui croient entrevoir sa résurrection, il leur faudra concéder qu'après deux mois de manifestations de rues massives et pacifiques avec des clins d'œil appuyés à la « représentation nationale », l'État lui a signifié à coup d'un 49.3 une fin de non recevoir, on ne peut plus explicite. Un camouflet pour la stratégie de l'intersyndicale coraquée par un Laurent Berger, idole des salles de rédaction et des « plateaux télé aux heures de grande écoute ». En Angleterre où les conservateurs sont actuellement au pouvoir, la si-



# Tour d'horizon de

V  
O  
U  
S  
S  
I  
E  
R

tuation présente des traits assez analogues. En réaction à une flambee inflationniste et au retour des mouvements de grève qu'elle a provoquée, le gouvernement vient de déposer un projet de loi qui vise de nouveau à restreindre cet exercice. Il n'y a pas qu'en France que la bourgeoisie se montre fébrile et menaçante à l'égard de la classe ouvrière. A une autre échelle encore, les luttes inter-impérialistes engendrent une instabilité qui rend le risque de guerre de plus en plus réel et immédiat. Le continent européen n'est plus épargné et dans de nombreux pays de l'UE, le réarmement est à l'ordre du jour. Dans ses vœux adressés en janvier aux armées, Macron ne s'en est pas caché : « les rivalités aiguës les appétits et nous devons tenir notre rang ». Sa politique des retraites s'inscrit dans ce contexte où il lui faut rapidement trouver de l'argent pour financer son plan « d'économie de guerre » destiné à mobiliser les 4 000 entreprises françaises du secteur. La nouvelle loi de programmation militaire a ainsi ratifié une hausse de 36 % des dépenses de l'État en la matière, dégageant un budget de plus de 400 milliards qui devraient être versés aux industriels de l'armement dans le cours des sept prochaines années.

Cette militarisation de l'économie se double de celle de la société en général et de la jeunesse en particulier. Au début du mois de mars, des exercices d'ampleur ont été conduits en milieu urbain. Dans les rues de la ville de Cahors, des soldats en armes se sont déployés, plusieurs jours durant, au milieu de la population civile. Et un nouveau projet de Service National obligatoire attend dans les cartons que le climat social s'apaise avant d'être présenté aux principaux concernés.

On a le sentiment que les événements s'enchaînent, précipitant des rendez-vous avec l'histoire aussi imprévisibles qu'incontournables. Dans ces moments de tension sociale et politique, le collectif reprend naturellement ses droits, des liens se tissent. Les groupes se recomposent, réagissent, réfléchissent, la conscience collective mûrit et opère en retour sur le cours des choses. Pas aussi vite que nous le souhaiterions, ni aussi profondément que la situation l'exige. Mais après deux mois d'attente, de patience peut-être, d'observation et de doute il semble que le temps de l'action soit enfin venu. A l'heure où nous bouclons ce numéro, tous les espoirs sont encore permis ...

Lille/Boulogne-sur-mer,  
le 25/03/2023

Nous remercions Serge D'ignazio (Ouvrier/Photographe) pour la photo de Une.  
Ses reportages photos (à partager sans modération)  
<https://www.flickr.com/photos/119524785@N06/albums>

**D**ans cet article, nous proposons un bilan d'étape du mouvement social en cours qui s'appuie sur les remontées de terrain de nos camarades qui y participent pleinement. Bien entendu, les choses sont très mouvantes et chaque jour apporte son lot de nouveautés. Peut-être qu'à la lecture de ces colonnes, tout sera fini dans un sens ou dans un autre. Mais une chose est sûre, il y aura des conséquences politiques et sociales. Gagner est une priorité pour contrer la volonté de Macron/Borne -représentants d'une bourgeoisie politique et économique aux affaires- d'en finir avec ce qu'il subsiste encore du mouvement ouvrier au sens large. Mais déjà lutter, nous permet de nous retrouver dans la rue, de discuter, de s'organiser, ce qui renforce à terme la conscience de classe et le rapport de force nécessaire qui va avec. Il y a moyen de gagner !

## Petit panorama en guise d'introduction

Enclenchée le 19 janvier, la lutte contre la réforme des retraites semble connaître un second souffle depuis le jeudi 16 mars et l'utilisation du 49-3 pour imposer le texte à l'Assemblée nationale. Avant cette date, le mouvement était certes massif vu le nombre de manifestant-es dans les rues mais rien ne débordait de la sacro-sainte intersyndicale qui s'est imposée dès le début de la bataille et qui dictait les modalités de manifestation et de grève. La journée du 7 et du 8 mars ont été en deçà des annonces : il n'y a pas eu de « France à l'arrêt » -selon l'expression de la CFDT qui ne veut pas entendre parler de grève générale- ni de grève féministe massive. Le coup de chaud qui a fait bouillir la cocotte est venu du « coup de force démocratique » de Macron/Borne qui a fait spontanément sortir les jeunes dans la rue. Chaque mouvement social proposant de nouvelles modalités d'organisation, les manifestations de 18h rythment l'actualité depuis plus d'une semaine (à l'heure de l'écriture de ces lignes) et semblent ne pas s'essouffler. Bien sûr, il ne faut pas oublier la grève de certains secteurs depuis le 7 mars comme les cheminots, les raffineurs, les éboueurs, les énergéticiens qui ont fourni un terreau – et des sacs poubelle dans les rues – propice à l'enflammement social.

La seconde étincelle a été allumée par Macron lui-même qui, lors de son allocution télévisée, a traité tout le monde de fainéants et d'illégitimes. Bien lui en a pris car le lendemain, la journée du 23 mars a été un grand

succès. Les cortèges partout en France sont devenus débordants : des émeutes dans les grandes villes, des blocages impromptus dans les villes dites moyennes mais à chaque fois une vraie volonté de rester ensemble pour faire plier cette foutue démocratie représentative qui ne cesse d'humilier la démocratie populaire. Pareil pour les grèves qui se sont renforcées en particulier dans les raffineries où certaines unités de production sont à l'arrêt, ce qui commence à provoquer une pénurie. Néanmoins, d'autres secteurs en grève semblent fléchir comme les éboueurs ou les cheminots. Or, il est vital que le rapport de force contre l'économie capitaliste persiste pour ne pas tomber dans une lutte purement citoyenniste contre une déviance de la démocratie. La réforme des retraites reste une mesure du capital contre le travail pour essorer un peu plus nos forces de travail. L'ennemi c'est l'État, les flics mais surtout les patrons !

Afin de rendre compte de ces évolutions et comme chaque ville et région ont leur spécificité militante, nous proposons ci-dessous quelques aperçus du mouvement dans différents coins du territoire. Le propos se structure autour de trois interrogations : les manifestations importantes depuis le 19 janvier surtout dans les villes moyennes, quelle composition dans les cortèges ? Quid la grève, existe-t-elle et comment s'organise-t-elle ? Quelles réactions depuis l'usage du 49-3 ?

# la mobilisation

## A Lille, enfin ça se réveille grâce aux jeunes

En tant que métropole régionale, Lille a fait le plein de manifestant-es dès la première journée de mobilisation. Je ne rentrerai pas ici dans la guerre des chiffres entre les syndicats et la préfecture mais une chose est sûre, il y avait beaucoup de monde qui défilaient paisiblement derrière les différentes boutiques syndicales, tout étant très codifié avec la CGT toujours devant. Cette tranquillité a d'ailleurs surpris les plus radicaux qui espéraient la formation rapide d'un cortège offensif ou de tête, chacun l'appellera comme il voudra. Pendant 2 mois, on a beaucoup attendu et marché avec une composition assez classique : les services publics au sens large, l'énergie, les entreprises du coin mais à noter pas de cortège par corps de métier comme lors du dernier mouvement de 2019 par exemple. Dans ces conditions et du fait de l'attraction régionale, il est très difficile de dresser un panorama local de la mobilisation. Qui plus est, aucune AG interpro n'a été organisée, les initiatives sont venues des autonomes avec, au début du mouvement une AG de lutte régulière qui s'est ensuite transférée vers un groupe municipaliste libertaire : l'Offensive. A chaque réunion, une petite centaine de participant-es avec beaucoup de blabla politique, en particulier celui de la LFI mais peu de secteurs mobilisés sont venus avec un programme d'action. Le bilan a été plus positif dans les villes moyennes autour. Prenons l'exemple de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais qui a été une ville où la progression du nombre de manifestant-es a été la plus forte. Pour y avoir grandi, rien de social ne se passait dans cette ville et là, surprise, des milliers de gens dans la rue avec les personnes travaillant pour les administrations ou les services publics mais aussi des employés du privé car il y a plein de boîtes de logistique et aussi la verrerie d'Arques-Arc international. Le point de bascule remonte aux gilets jaunes en 2018 où les premiers barrages sont apparus dans cette localité. Par cet exemple, ce mouvement social est différent des précédents et les médias se sont largement penchés sur la « revanche des villes moyennes »

Les choses se sont un peu précisées le 7 mars avec l'annonce de la mise à l'arrêt de la France voulue par l'inter-syndicale. On nous avait laissé poiroté quasi un mois pendant les congés



Enfin des jeunes à Lille

scolaires, la rentrée sociale devait être chaude, elle fut tiède. Deux ou trois points de blocage économique dans l'agglomération lilloise qui ont moyennement marché sauf en périphérie au niveau des zones logistiques – Lille est une plaque tournante avec plein de camions qui passent. Chez les cheminot-es, après une première semaine de grève reproductible bien suivie, les taux de grévistes se sont affaiblis mais il subsiste toujours un noyau dur qui porte le mouvement localement - surtout Sud Rail et quelque CGT de l'union locale de Lille mais l'Union départementale est aux mains des stals qui passent leur temps à expliquer que ce n'est pas le moment de bouger. Comme à l'accoutumée, ce sont les cheminots qui ont ouvert leur AG à l'interpro. On a commencé à voir des secteurs en lutte prendre la parole et proposer des choses mais le problème c'est que tout reposait sur la volonté d'un petit nombre. Ce volontarisme s'est retrouvé dans la suite des blocages de la mi-mars. Nous étions peu nombreux, une cinquantaine, à essayer de bloquer les entrées de la ville. Les barrages filtrants n'ont pas tenu longtemps. Du côté des facultés et des lycées – Lille est aussi une grosse ville étudiante – rien de bien folichon. La faculté de sciences politiques a bloqué mais à cause du recours au travail distanciel et aux fermetures administratives décidées en amont, personne ne reste vraiment sur le blocage et personne ne peut rentrer pour occuper un amphi, installer une AG. Quant aux lycéens à part quelques actions sporadiques à partir du 7 mars, les esprits étaient plutôt occupés par les épreuves anticipées du

bac. Un mot sur les personnels de l'éducation et surtout les profs, ils ne sont pas du tout rentrés dans la lutte hors les grosses journées de mobilisation. Le mot d'ordre de grève des surveillances est arrivé très tardivement ce qui n'a pas laissé le temps de s'organiser et la conscience professionnelle est restée majoritaire ce qui a fait échouer le blocage du bac.

Pressé d'en finir et persuadé que la démocratie représentative allait taire la contestation, le gouvernement a finalement redonné un souffle au mouvement avec l'utilisation du 49-3. La CFDT qui promettait d'arrêter le mouvement si le Parlement votait la loi n'est pas rentrée chez elle. L'inter-syndicale tient, ce qui n'était pas franchement réjouissant mais heureusement les bases se sont réveillées. Le salut à Lille est venu des jeunes. Au soir du 16 mars, enfin une manifestation dynamique et sauvage avec une détermination affichée face aux flics qui empêchent l'accès au centre-ville bourgeois. Le verrou de la Grand-Place – point central et symbolique de la ville – a sauté grâce à l'ingéniosité des jeunes manifestant-es. Les réseaux sociaux aidant, par petit groupe, les personnes se rassemblent et provoquent une course effrénée des flics qui ont répondu comme à leur habitude par la matraque et le gazage. Finie l'entente cordiale du début du mouvement où de la bouche même d'un policier nous virant d'un point de blocage déclarait que nous étions dans le même bateau et qu'eux aussi ne voulaient pas bosser jusque 64 ans ... Depuis, Lille est devenue émeutière comme d'autres grandes villes. Mais au-delà du focus média-

# D O S S I E R

tique sur ces « violences urbaines » il est à noter que dans les villes moyennes aussi, le débordement a eu lieu. A Saint-Omer, les blocages ont été plus ciblés autour du ramassage des déchets et de la logistique et cette fois-ci sans la négociation avec l'Etat et les patrons. A Calais, la manifestation du 23 mars a fini sur l'autoroute du littoral et le blocage a duré une bonne heure, il existait déjà des barrages filtrants depuis le 7 mars mais cette fois-ci c'est la spontanéité de la foule qui l'a emporté. A Dunkerque, les dockers se sont enfin mis en grève le 23 mars bloquant l'aciérie d'Arcelor Mital. Pour l'anecdote, c'est le port en France qui a la réputation de ne jamais bloquer car le syndicat majoritaire n'est pas la CGT mais le CNTPA-CFDT. Cela faisait 30 ans qu'ils ne s'étaient pas mobilisés

Voilà l'état de la mobilisation et de la réflexion sur le mouvement lillois encore en cours. Une AG interfac vient d'avoir lieu ainsi que l'annonce d'une nouvelle grosse journée nationale, le mardi 28 mars. La reconductible n'a pas pris mais les journées saute-mouton ne semblent pas épuiser la contestation. Le calendrier social s'accélère et semble prendre le dessus sur le calendrier politique mais il faut se méfier des solutions démocratiques qu'on nous propose et qui risquent d'affaiblir notre camp. Le pouvoir est dans la rue, pas dans le conseil constitutionnel ni un référendum d'initiative populaire. Battons le fer tant qu'il est chaud !

Lille, le 25 mars

## A Boulogne-sur-mer, voilà le printemps .... bisous, c'est bloqué !

Comme partout ailleurs, à partir du 19 janvier les manifestations de rues ont été plus fournies qu'à l'habitude. On y a observé une plus forte présence des salariés du privé. Essentiel-

lement ceux des entreprises de l'agroalimentaire, de la métallurgie, du Btp et du transport, se succédant au gré des dates du calendrier établi par l'inter-syndicale. Par contre, les jeunes scolarisés, aussi bien les lycéens que les étudiants furent les grands absents de ces défilés très encadrés et animés syndicalement. La surprise, car il y en eut une, et une mauvaise, fut l'interdiction faite à la demande des patrons du secteur de laisser le cortège traverser la zone industrielle portuaire. Si l'intersyndicale dit sa surprise et son mécontentement auprès de la sous-préfète, elle se résigna à suivre sagement les ordres qu'on lui a transmis ... La tentative de déborder le cordon policier et syndical tourna court, mais on sentit qu'il y avait parmi les participants des attentes qu'il faudrait satisfaire ...

Il a fallu attendre la nuit du 7 mars pour que la mobilisation prenne un tour plus offensif. Une opération de blocage des accès de la zone portuaire et de coupure de l'alimentation oscilla entre piquets de grève déterminés et barrages filtrants. Malheureusement, la manifestation pourtant fournie ce jour-là encore passera au large illustrant le distinguo martelé par les cadres syndicaux locaux entre d'un côté « la manifestation » et de l'autre « les actions » ... D'autres interventions syndicales nocturnes autour des lieux de production et des axes de circulations s'en suivirent ... A l'annonce du recours au 49.3 un rassemblement devant la sous-préfecture s'est spontanément transformé en libre déambulation dans les rues du centre ville, cela resta bon enfant. Dans l'un des principaux lycées de l'agglomération, les personnels réunis (plus de 40) ont voté à la quasi-unanimité, la grève le lundi 20 mars, jour d'épreuves de bac. Les grévistes ont tenu un piquet devant le lycée, un tract a été distribué aux élèves et parents, un mail a été envoyé à tous les personnels.

La volonté d'éviter les débordements est affichée et revendiquée par les bureaucrates locaux qui n'ont pas hésité à dénoncer face caméra « les violences commises » lors des actions du 7 mars. Après l'annonce du 49.3, les actions de blocage sur le port et les zones industrielles vont se multiplier mais leur impact se mesure à la distance prise les acteurs avec l'encadrement syndical en contact permanent avec la flicaille ...

Boulogne-sur-mer, le 25/03/2023

## Dans le Val de Marne, il n'y a pas que Paris dans la vie

Les manifestations sont fortes sur Paris mais il faut noter une certaine déception sur les manifs du samedi censées amener des non-grévistes selon l'intersyndicale nationale, la CFDT en tête. Les cortèges syndicaux CGT, SOLIDAIRES, FSU et CNT ont été agressés par des individus, dont certains ont clairement été identifiés à l'extrême droite. Aucun des SO de ces 4 orgas n'a livré de manifestants aux flics. En banlieue, des manifestations locales dans les quartiers prolétaires ont eu lieu et d'autres initiatives se sont multipliées comme des retraites aux flambeaux, des projections de films en soutien au mouvement, diffusion de tracts, d'affiches etc. Ici et là, des comités de lutte unitaires se sont créés, mais ils restent peu coordonnés à l'échelle départementale. Les conflits internes au sein de la CGT - à cause de leur congrès fin mars et de la succession de Martinez - ralentissent les liens entre secteurs professionnels et interprofessionnels. Même si, sur le terrain, il existe un soutien des piquets de grève dont celui des éboueurs d'Ivry, ce qui permet un relatif dépassement du localisme.

La grève reconductible est minoritaire et peu suivie chez les bus de la RATP, contrairement au mouvement contre les retraites de 2019. Cela peut s'expliquer par une conjonction entre la répression subie par la CGT RATP et l'existence d'une prime d'assiduité, signée par FO et l'UNSA, qui pousse les personnels à rester au travail. Les AG restent faibles numériquement. Les comités locaux interpro n'existent pas dans toutes les villes. Certains syndicats n'y participent pas comme la CFDT, l'UNSA ou la CFTC ; ou font tout pour les freiner comme FO. Il y a une tendance à la lutte par procuration, si l'on observe les actions hors-grève qui n'ont qu'un élargissement relatif. Sans doute, payons nous la faiblesse des collectifs syndicaux ou autonomes, tant sur les lieux de travail que sur les territoires. La réorganisation permanente du travail, le COVID,



Boulogne-sur-Mer, Capécure, mars 2023



ont renforcé l'isolement des uns et des autres.

Depuis le 49-3, le mouvement qui semblait s'essouffler est reparti, en particulier chez les jeunes. Nous sommes peut-être dans une crise de légitimité du régime et de grandes interrogations quant au côté « démocratique » de cette société. Il semble que le mouvement se développe plus sous la forme de piquets de grève, de blocages et de manifs spontanées.

### Ailleurs en banlieue parisienne, ça bouge aussi

Comme partout, depuis le 19 janvier, les cortèges sont très fournis, avec des jeunes de plus en plus nombreux notamment depuis la rentrée des vacances d'hiver. Les blocages de lycées et de facs se sont accélérés à partir du 6-7 mars. Des lieux qui ne bougent pas habituellement se sont lancés comme la fac de Saint-Quentin-en-Yvelines. Dans les villes de proche ou lointaine banlieues, des retraites aux flambeaux nombreuses ont été organisées, en particulier dans des villes rarement dynamiques comme Rambouillet, Les Mureaux. Mais comme partout des manifs globalement assez peu dynamiques, avec une vision très citoyenne de la lutte. Cela a bien sûr pris une autre tournure après le 49.3 avec des manifs plus offensives car immédiatement réprimées, parfois avec le soutien des syndicats qui sortaient le ballon malgré le grabuge pour couvrir les manifestant-es. La grève est – ou était – forte dans les transports (RATP, SNCF, parfois transports scolaires et boîtes locales), mais décroissante et tendant à se faire principalement sur les grosses journées. Les cheminot-es ont du mal à faire venir les gens en AG. Malgré la grève décroissante, il existe des actions intéressantes comme l'envahissement des voies et le sabotage à la gare de Versailles-Chantiers.

Ou encore la grève « sauvage » - c'est à dire sans déclaration d'intention - au technicentre de Châtillon. Idem dans l'éducation, où la reconductible est le fait d'une poignée d'acharnés, même sur la séquence du 7-8 mars où seuls quelques rares bahuts ont reconduit massivement. Concernant la grève de surveillance du bac, le rapport de force n'était pas suffisant faute de nombre chez les grévistes même dans les lycées les plus mobilisés du 93. Les piquets de grève ne bloquent rien, le courage manque aux profs et aux élèves pour que le risque soit pris. Notons tout de même quelques évacuations au flashball de « vrais » blocages. Dans l'énergie, la grève tient bon chez les électriciens et les gaziers, avec des piquets et des actions de coupure, parfois en commun, pour s'entraider : les électriciens coupent chez les gaziers. Difficile toutefois de faire le lien avec des professions qui restent souvent dans l'entre-soi de leur piquet, même si de beaux moments ont eu lieu, comme à Beynes (78) avec une paella géante des grévistes gaz-électricité et des cheminots et profs qui s'y sont joints. Les éboueurs tiennent le haut du pavé grâce aux blocages ou filtrages des incinérateurs et des dépôts de camions-bennes. Au quotidien, des renforts venus de l'AG interpro et des étudiants viennent renforcer la grève. Les AG n'ont décollé vraiment qu'après le 31 janvier dans le 93 – avec beaucoup de profs dedans - ou les 7-8 mars ailleurs. Depuis des actions quotidiennes sont lancées comme : les blocages de périph, le filtrage sur des zones industrielles comme à Gennevilliers, Limay-Porcheville, des manifs hors du calendrier de l'intersyndicales, des irruptions dans des centres commerciaux, des soutiens aux grèves et sur les piquets, des péages gratuits pour caisse de grève, etc.

### Saint-Nazaire, focus sur l'éducation en lutte

Ville ouvrière s'il en reste, c'est une sous-préfecture habituée des fortes mobilisations sociales. L'année 2023 n'échappe pas à la règle, avec une intersyndicale locale qui structure le paysage de la contestation selon un certain verticalisme : pas d'initiative qui n'ait suivi la chaîne hiérarchique depuis le national, en passant par les Unions départementales. Le cadre « unitaire exceptionnel » de cette année a renforcé ce travers. Mais les habitudes d'action directe de certains secteurs - le plus souvent affiliés à la CGT ports et docks, raffinerie, métallos, SNCF, énergie - font que la base pousse également. Ainsi depuis février, les initiatives se sont multipliées, avec entre autres des actions de blocage de sites industriels ou de rond-points. Il y a aussi des vellétés de grève reconductible, dans lesquelles les profs ont fini par trouver une place spécifique.

Dans le secteur de l'éducation, une vingtaine de personnels du premier et du second degré sont partis en grève reconductible après la mobilisation du 31 janvier, pour s'organiser et mobiliser dans les écoles, participer aux distributions de tracts et aux collages d'affiches pour appeler aux différentes manifs « nationales ». Dans un premier temps, c'était des appels à rejoindre les actions des secteurs qui débrayaient et bloquaient les sites au petit matin comme par exemple : les raffineurs de Donges qui bloquent les voies ferrées devant la raffinerie le 8 février ; un blocage de la zone portuaire le 16 février pendant les vacances scolaires ; un blocage de la zone industrielle qui dessert le site d'Airbus le 8 mars. En parallèle, ce collectif organise différentes initiatives pour financer la caisse de grève locale avec des projections de film, la vente de bouffe et de boisson pendant les manifs ou les meeting, etc. A force de bosser ensemble, ce noyau militant



Blocage d'un dépôt de car scolaires

# DOSSIER

## CAISSE DE SOLIDARITÉ

ASSOCIATION "SOLIDARITÉ ÉDUC ACTIVE 44 OUEST" (SEA40)



« enseignant » mais pas que - car il compte aussi des AESH, des AED ou des animateur-es de l'éducation populaire - a fini par prendre ses propres initiatives.

Le 9 mars, c'est le blocage d'un dépôt Kéolis qui compte des lignes de cars scolaires et de transports de la presque île qui a servi de test pour une première action éduc. Nous étions une trentaine, autour de feux de palette à bloquer 62 lignes de bus, en grande connivence avec les chauffeurs très satisfaits de l'initiative et qui nous ont demandé de rester jusqu'à 9h, ce qui correspond à la fin des prises de service du matin. Fort de cette première, et à nouveau en reconductible depuis le 7 mars, nous avons ensuite bloqué le rond-point qui dessert la cité scolaire et un collège de la ville, le mardi 14 mars et le mercredi 15 mars. Le jeudi 16, nous avons filtré l'un des principaux rond-point d'accès à la ville, pour proposer à l'intersyndicale la perspective d'une journée « ville morte », où chaque secteur prendrait en charge l'une des « portes » de la ville. Rejoint entre autre par les territoriaux et la CGT-spectacle, l'appel de l'éduc en lutte pour un rassemblement devant la sous-préfecture le soir du jeudi 16 mars (jour du 49-3) est relayé par la CGT toute entière. Nous étions plus de 500 pour ce rendez-vous presque spontané, qui s'est terminé par une marche sur la Chambre de commerce et d'industrie, haut siège du patronat local.

A nouveau sur notre rond-point le vendredi 17, de nouvelles personnes en recherche d'actions nous ont rejointes, et c'est un nouvel appel à rassemblement à la Gare le samedi 18 qui a regroupé autant de personne et permis une déambulation dans la principale zone commerciale de la Ville. Lundi 20 mars, l'appel à la grève des épreuves de spécialité du bac a été entendu, et comme l'initiative était portée par un nombre conséquent de lycées dans tout l'hexagone, 4 des syndicats nationaux de l'éducation, dont le SNES ont fini par appeler à la grève de la surveillance des épreuves, contre la réforme des retraites et le bac Blanquer combattu depuis 2019. Lundi 20 mars, nous reprendrons pied sur le rond point pour appeler la population à la grève

jusqu'à la manifestation du 23 et après s'il le faut ! convaincus que nos initiatives, si elles ne perturbent pas le quotidien de l'économie locale, ne nous permettrons pas de gagner grand-chose.

Il y a plusieurs points importants à remarquer dans ces actions. Elles ont été facilitées car il existe localement depuis 2019 un fonctionnement en intersyndicale ouverte (CGT éduc'action, FSU, SUD éducation, non syndiqué-es) qui regroupe une quinzaine de personnes qui agissent en confiance, et sur une politique commune d'une éducation au service de l'émancipation politique et sociale (pour faire vite). La grève reconductible, même très minoritaire, a permis de dégager le temps nécessaire pour structurer des initiatives de façon autonome et collective, pour prendre aussi confiance dans nos capacités, et finalement agir. La paupérisation des profs fait que nombre n'hésitent plus à faire le saut d'action un peu plus offensive que la ballade syndicale. Qu'un secteur comme l'éduc, très modeste au regard des bastions syndicaux ouvriers locaux, puisse être reconnu et accepté par les autres corporations est aussi intéressant. Si j'étais optimiste je dirais que c'est une voie pour reconstruire une identité de classe... L'autre fait notable c'est que dans toutes les initiatives prises, la sympathie à l'égard du mouvement reste massive. Même sur les barrages filtrants où les gens étaient bloqués plus d'une heure, la plupart nous remerciaient d'être là, nous encourageaient à continuer, versaient pour la caisse de grève éduc locale ! Reste à les convaincre de nous rejoindre dans l'action. On y re-travaille dès demain !  
Saint-Nazaire le 19 mars 2023.

NB : Si vous avez 3 sous pour notre caisse de grève (Solidarité éducation active 44 Ouest) c'est ici : <https://www.helloasso.com/associations/sea40/formulaires/1>



## Limoges et Limousin, le réveil du 49-3

Les manifestations à Limoges ont été très fréquentes depuis le 19 janvier mais si les manifestations ont été imposantes lors des journées nationales, à d'autres moments, elles furent très modestes, en particulier lorsqu'une partie seulement des syndicats appelaient. Les manifestations s'organisent très spontanément et sans séparation du cortège en plusieurs parties. Sur les manif de journée nationale, c'est la banderole intersyndicale qui est en tête, mais sur d'autres cela peut être variable. Il y a donc un cortège mélangé avec de temps en temps des pôles de regroupements par syndicat, par boîte ou par couleur politique, mais avec une grande fluidité et une majorité de non encarté-es. Des anciens Gilets Jaunes y participent aussi mais avec leur étiquette syndicale ou politique, et pour ceux qui n'en ont pas, il n'y a aucun signe distinctif, même pas le gilet. A part les salariés et retraités, on a vu aussi défiler des artisan-nes, des agriculteur-rices, et des lycéen-nes. Les étudiant-es ont été quasiment invisibles - à part une poignée de syndiqués FSE (fédération syndicale étudiante) jusqu'à l'occupation de la fac de lettres et les soirées depuis le 49-3. Les lycéen-nes, pas très nombreux non plus, mais dynamiques se regroupent derrière les banderoles de la « Jeunesse révolutionnaire » qui est un regroupement hétéroclite de maoïstes, de NPA, de LFI, de JC et d'inorganisés plus libertaires. Les deux député-es LFI de la circonscription veillent à entretenir de bons rapports avec cette jeunesse. Les manifestations ont également été imposantes par moments dans la plupart des autres villes de la région, en particulier à Guéret, Brive et Saint-Ju-nien.

Par contre, il n'y a eu aucune tentative d'appeler à des AG interpro. Très peu de grèves reconductibles et de blocages (sauf ponctuels). Seuls deux blocages durent : celui de la fac de lettres et celui d'une plate-forme logistique de Legrand - l'équipementier électrique. Même à la SNCF, il n'y a pas de grève reconductible car les cheminots CGTistes locaux préfèrent une grève « intermittente », ce qui met en rogne les minoritaires de SUD et de FO. La situation à EDF semble un peu meilleure au niveau de la grève mais sans effet visible.

Depuis le 49-3, il y a eu des manifestations tous les jours, mais essentiellement en nocturne. La première, le jeudi 16 mars au soir, a rassemblé



Limoges cortège lycéen

plusieurs centaines de personnes spontanément à la préfecture. Celle de samedi 18 après-midi, sur appel intersyndical n'a rassemblé que 2 000 personnes au maximum. Les manifs du soir (20h-22h) rassemblent principalement des étudiant-es, mais ça reste très modeste au niveau des effectifs avec 250 personnes au maximum mais quelques effets significatifs comme des poubelles renversées, des feux de cagettes.

### Quimper, un débordement libérateur de l'intersyndicale

Historiquement, les manifestations à Quimper sortent rarement du cadre imposé par l'intersyndicale. Depuis deux semaines, un petit groupe essaye de faire finir le parcours en manifestation sauvage. Cette démarche a été plus ou moins suivie selon les moments mais elle est plus qu'appréciable car issue de la base, en dehors des ordres des centrales syndicales. Les tentatives de débordements ont été souvent suivies par le cortège FO et Sud territoriaux ; mais il s'agit principalement de gens non encartés, de quelques gilets jaunes et du petit groupe CNT local. Notre tract OCL - appelant à sortir des lignes - a globalement été bien apprécié. Rien de bien exceptionnel, vu de l'extérieur, mais c'est déjà une petite révolution à Quimper. Au point même que l'intersyndicale a été obligée de modifier le parcours habituel lors de la mobilisation du mercredi 15 mars. Nous avons pris une direction contraire qui passe devant les bureaux du MEDEF en périphérie de la ville, très proche de la voie rapide. Ce genre de parcours aurait été refusé dans n'importe quelle ville moyenne, vu le risque de débordement et de blocage mais ici, la préfecture a accepté sans sourciller, et d'ailleurs personne n'est monté sur la rocade!

Ceci dit, à l'arrivée au MEDEF, le groupe partant en sauvage habituellement a empêché la prise de parole de l'intersyndicale pour gueuler des slogans plutôt fun. De plus, une porte laissée ouverte a permis d'envahir partiellement le siège du patronat local. La CGT et surtout la CFDT n'ont pas trop apprécié de se faire couper l'herbe sous le pied, mais l'action inopinée « d'envahissement » a été fort appréciée par l'ensemble des manifestant-es, ce qui a empêché les cris courroucés des leaders syndicaux qui sentent frémir leur base qui en a marre de ces manif-randonnées bi-hebdomadaires.

Depuis l'annonce du 49-3, les étudiant-es en beaux-arts de Quimper - déjà en lutte pour le maintien du financement public de leur école - se sont greffés au mouvement. Ils occupent leur école et organisent une AG ouverte à tous, peut être le début de quelque chose. De plus, des actions de blocage sont de plus en plus souvent organisées comme celle du 20 mars au niveau d'un entrepôt Amazon et d'un site de retraitement des déchets dans le cap Sizun. Même si cela tient sur peu de monde, il y a une réelle envie de chercher et trouver des nouvelles méthodes d'action.

Ailleurs dans la région, il se passe aussi des choses assez dingues comme ce rassemblement non-déclaré à Pont-Labbé (en pays bigouden) qui a réuni plus de 300 personnes devant le local de la député macroniste du coin. Cela faisait des générations, qu'il n'y avait pas eu de manif dans cette commune. C'est peut-être un signe assez positif d'une fatigue globale contre le mode de fonctionnement "démocratique" de la société. Par ailleurs l'interpro dans le sud-est du département, vers Quimperlé, est

bien plus active et organise des blocages divers (supermarché, etc etc),

Dans l'ensemble, on ressent vraiment un enthousiasme collectif dans les manifs (qu'on partage largement d'ailleurs), les gens étant vraiment contents de se retrouver autour d'une lutte commune. Même si la majorité reste très citoyenniste, il y a une volonté de sortir des clous. Et c'est chose faite puisque lors de la manifestation du 23 mars, le cortège s'est dirigé vers la rocade et a réussi à bloquer la circulation.

### La répression va-t-elle l'emporter ?

Depuis le 16 mars, les chiens de garde du pouvoir sont sortis pour siffler la fin de la partie. Des piquets de grève comme chez les éboueurs ou les raffineurs sont évacués par les flics. Des réquisitions tombent pour remettre au travail les secteurs essentiels à l'économie - que le pouvoir nous demandait d'applaudir, il y a trois ans pendant le confinement. Malgré cette répression, des tentatives existent pour reprendre les blocages mais il y a aussi la grève du zèle où les salariés mobilisés font tout pour ralentir, saboter la machine. Les blocages deviennent plus bordéliques et plus forts. Ils ne tiennent que peu de temps mais sont mobiles et épuisent la police. Reste la rue qui ne se vide pas, tous les soirs avec les jeunes et pendant les journées nationales de mobilisation. Comme à son habitude, le système politico-médiatique tente la division entre bons et mauvais manifestants mais la ficelle est trop grosse et les images de violences policières cassent la dynamique sécuritaire. Mais quel sera le prix à payer en terme de blessés et d'arrêtés ? Il est donc essentiel de ne pas abandonner le terrain économique et de continuer à perturber les patrons partout sur le territoire.



Quimper, vu en manif

# État de la lutte « d'avant 7 mars »... et pas que !

Nous partageons ici le fruit des échanges sur l'état de la lutte au 25 février, dans plusieurs régions de France<sup>1</sup>. Il ne s'agit pas d'une restitution stricte mais d'une synthèse du su et du vécu des camarades qui se sont exprimé.es. Ce moment est à considérer dans un contexte bien précis : il succède aux premiers tours de piste contre la loi sur les retraites et se déroule durant le « creux » des vacances scolaires étalées sur la saison du ski. Il est donc important d'avoir à l'esprit qu'il s'agit d'un point d'étape bien antérieur au 7 mars ! Ce sont donc les dix jours à venir dans les starting-blocks dont on ne savait s'ils ébranleraient quoi que ce soit. Deux questions de fond résument d'emblée la nature de la situation :

- y a-t-il un mouvement ? – au sens où nous l'entendons : social et politique, classiste et auto-organisé.

- pourquoi, paradoxalement, la mobilisation semble-t-elle plus importante en qualité comme en quantité dans la périphérie, « la France des sous-préfectures », où l'on constate des records de mobilisation ?

## Le contexte et ses racines

Le thème de la retraite met systématiquement beaucoup de monde dans la rue, mais à chaque fois qu'on remet le couvert, ce n'est pas tout à fait la même lutte car ce n'est pas forcément le même carburant qui alimente la dynamique. Il change en fonction de ce qui s'est passé entre deux luttes. Depuis 2018, il y a eu le Covid, la réélection de Macron, l'inflation... Que ce soit des organisations syndicales comme des média, l'angle d'analyse de cette mobilisation est « la bataille de l'opinion », ce qui convient parfaitement au gouvernement ; cela lui permet de circonscrire la confrontation dans le cadre institutionnel. Les syndicats jouent gros dans la partie car d'un côté ils doivent montrer à l'État qu'ils savent encadrer les luttes, de l'autre ils doivent obtenir quelque chose s'ils souhaitent de l'adhésion. Mais pour obtenir quelque chose... ils doivent se faire déborder.

Les gens ne sont pas d'accord pour travailler deux ans de plus, mais le gros de ceux qui manifestent aujourd'hui savent qu'ils ne travailleront pas deux ans de plus. Selon les cas ce sera trois mois, six mois de plus... On manifeste une désapprobation, mais on ne voit pas ce qui est réellement fédérateur. Quant à lâcher un mois de salaire comme en 95... Aussi, à Boulogne, sein des cortèges, on observe un turn-over des boîtes selon les journées, ce ne sont pas forcément les mêmes boîtes privées qui se mobilisent : une journée les routiers en nombre, une autre l'énergie, etc. Donc une forte présence des entreprises privées cette fois, pas uniquement les entreprises du secteur public. Et, fait notable, la présence de

groupes de salarié.e.s sous les couleurs de la CFDT. Ce ne sont pas forcément les cadres, c'est le commerce, l'industrie, bref, les prolos.

Il y a aussi, ce malaise qui traverse une partie de la population depuis quelques années, c'est l'abandon des zones rurales et semi-rurales. La déliquescence du transport et service public dans ces zones est fortement ressentie, bien plus que travailler deux ans de plus. Il y a une coupure de classe qui passe aussi par la question du territoire. Et dans zone rurale où je vis (Vienne), l'action proposée pour le 7 est de réoccuper les ronds points avec le même imaginaire que celui des Gilets jaunes mais, cette fois avec des gens en grève. Car malgré les claques prises comme la pandémie, l'inflation, la crise, la guerre ... il y a des gens dans la rue. Ça provoque des discussions dans les cercles de sociabilité, familiaux, au travail ... qui redonnent du sens politique à la discussion, ce qui est paradoxal c'est que ce n'est pas la seule question de la retraite qui est en jeu, mais aussi – surtout ? – l'arrogance de classe du gouvernement, de la bourgeoisie et de ses médias en affirmant « Nous savons ce qui est bon pour vous ! ». Pour les mal-comprenants, ce sera la pédagogie maison. Bref la menace permanente; la répression systématique.

Ainsi, en cette impression de « veillée d'armes » en attendant le 7 mars, le retour sur des mouvements amples, voire des victoires, laissent entrevoir des possibilités d'engager une lutte longue et dure. Outre les GJ qui ont marqué les esprits, il y a eu la victoire de Notre-dame-des-Landes, vécue comme telle par une partie de la population. Et ce n'était pas une

lutte obnubilée sur l'aéroport en-soi, elle a permis des convergences avec les portuaires, les paysans ... De la même manière, les combats en cours et de la même source les luttes de Bure ou contre les méga-bassines peuvent faire écho.

## Au sein des cortèges énormes et normés

Le constat est unanime : les manifestations, sont partout denses, pas homogènes et... encadrées par l'inter-syndicale. D'une ville à l'autre, celle-ci sera drivée le plus souvent par la CGT ou la CFDT, selon leur poids local, engoncées dans leur représentativité et aussi, on le rappelle, en proie à leurs luttes internes. Cette forte influence syndicale n'est pourtant pas à l'aise ; consciente que sa mainmise n'est pas totale sur « les troupes », elle reste aux aguets quant à la tournure des événements, craignant des incidents « en marge » des défilés « responsables et pacifiques ». La question de la légitimité taraude en permanence ; on est nombreux et normalement l'État doit céder. Et ça serait terminé, Mais l'État ne cède plus, il ne peut se le permettre. C'est la raison du retour des syndicats sur le devant de la scène, considérés comme corps responsables et garants de l'ordre. Sans eux, la bourgeoisie a peur et les manifestants se font casser la gueule. Leur fonction sociale est remise en avant. À Boulogne sur Mer, la dichotomie est palpable : en manif de centre ville, la piétaille qui répond à l'appel des syndicats, dans le quartier de marée, des trouble-fêtes non estampillé-es se battent là où ils bossent. Un type de « double photographie » existe aussi en fonction du type de ville mobilisée. Poitiers est la ville administrative, et

1. Participaient à la discussion : Lille & Boulogne sur Mer ; Reims / la Marne ; Poitiers / la Vienne et plusieurs personnes non adhérentes à l'OCL

Châtelleraut, plus petite mais industrielle et ouvrière, donc deux sociologies différentes. La mobilisation est plus forte ici comme ailleurs à Châtelleraut. (Vienne).

Sur la question de la retraite, tout le monde a fait ses calculs et il n'y a pas un régime de retraite qui est comparable aux autres. En 95 ça a marché parce que c'était les régimes spéciaux de la SNCF qui étaient attaqués ; il était hors de question qu'on leur supprime. Ils étaient prêts et ont mis le paquet. Il faut que avoir quelque chose de particulier, d'un peu personnel, un bout de gras à défendre dans cette histoire collective des retraites. Le problème c'est que de défaite en recul, les régimes spéciaux disparaissent les uns après les autres... Pas surprenant de voir des gens de 40 ans qui n'ont jamais fait grève dans le privé, car d'abord dans le privé tu n'es pas compté, ensuite tu bosses dans une PME ou TPE, qui potentiellement embauche 50 salarié-es, éventuellement sous-traitantes des grands groupes, et le patron n'a pas de puissance et d'influence au niveau national, enfin ces salariés ne voient pas le sens de la grève dans un secteur qui ne pèse pas non plus sur l'économie générale.

Un camarade de la Marne signale qu'il existe des contrats particuliers et de grande précarité. Ce sont des CDDI (!). Sur une période de trois ans on est renouvelé par plages de quatre mois renouvelables, on est payé au Smic, voire en dessous et on est dans l'« économie sociale et solidaire » alors qu'on fait un travail qualifié. La précarité et le fait de ne pas pouvoir se défendre, c'est un argument valable mais vu la situation, qu'y a-t-il à perdre ? Souvent, les précaires pensent que la grève ce n'est pas pour eux, c'est pour les cheminots, les profs, etc.

### Comment penser sa retraite quand on est jeune ?

La question de l'absence des jeunes dans les cortèges est évoquée avec insistance. Les jeunes ne sortent pas. Ils sont en contrat précaire et en plus ont intégré le discours selon lequel ils n'auront de toute façon pas de retraite. Une autre piste serait que pour une personne qui a trente ans aujourd'hui, la question de la retraite l'amène dans une période où on nous annonce le pire sur le point climatique. Ce qui pose question, car dans les publications et au sein des groupes politiques, l'enjeu climatique est surexploité au point de reléguer les problèmes sociaux, économiques... auxquels les jeunes sont confrontés de plein fouet. Le discours

récurrents sur l'angoisse de la jeunesse quant aux enjeux liés au climat les paralyse ; c'est d'ailleurs un discours élaboré par des gens qui construisent aussi un mouvement politique sur un créneau, aussi valide soit-il, qui devient exhaustif.

Pourtant cette question de réchauffement est intégralement liée à la question du régime d'accumulation et de d'exploitation capitaliste. Et de remarquer qu'il y a tout-de-même des jeunes dans les manifs : les jeunes travailleurs ! Il nous faut donc nous aussi sortir du schéma simpliste : jeune = étudiant-e ou lycéen-ne. D'ailleurs on remarque (à Lille) qu'un des freins à la mobilisation émane du dispositif « Parcours-Sup » avec son contrôle continu et sa pression permanente. Il faut aussi prendre en compte aussi le facteur de la précarisation dans le secteur de l'enseignement puisqu'à la fac 40 % des enseignants de la fac sont des non-titulaires. Ceci dit, pour les 70 000 étudiants lillois a été obtenu la banalisation des cours lors de journées de mobilisation, il ne peut y avoir d'exams lors des dates de mobilisation. Mais ce n'est pas vraiment déterminant...

Cependant, des étudiant-es éloigné-es des organisations étudiantes envisagent quelques actions coup de poing pour le 7 mars. A Lille 2, il est intéressant d'observer que chez les étudiants en journalisme des petits média se créent. Ces gens produisent du texte et il y a même un journal papier qui est né. Chez les profs, le lendemain de la première journée ça a discuté, ça parlait de 2003, il faut partir sur quelque chose de long et bloquer les examens. Rien n'est donc perdu.

### Un après-7 mars encore nébuleux

Le problème d'un certain militantisme, c'est la peur d'aller au devant des gens qui ne sont pas du sérail... A Marseille et Toulouse les assemblées autonomes sont assez ouvertes et donc elles permettent davantage de rencontres. Il y a un enjeu à aller chercher les gens, on peut se retrouver à une cinquantaine de personnes à l'AG. On le constate aussi dans les AG étudiantes quand elles réussissent à s'ouvrir... Il y a une forte méfiance dans les milieux politiques radicaux à s'adresser à d'autres, comme ce fut le cas chez les Gilets jaunes.

Bien que souvent repris en référence, les GJ représentaient sorte d'« citoyennisme radical » qui ont su rallier « l'opinion », et s'ils ont su penser

un des formes d'action, ils sont restés orphelins d'un projet politique fédérateur. Car pour passer du mouvement d'opinion au mouvement social, il faut que les gens se redéfinissent aussi leur position dans la société en terme de classe. On le trouve un peu avec la question « des inégalités », mais la question de la classe a été tellement abandonnée, la gauche et l'extrême gauche parlent « des 99% »... Heureusement, il y a quand même une certaine joie dans les manifs ; il n'y a pas que de la résignation.



### Le mot du début ?

On a un rapport au temps qui est fracturé car chacun superpose des moments et des formes différentes d'intervention : les gilets jaunes, les lutte syndicales, les formes de manifestations alternatives... et qu'on n'arrive pas à retrouver une totalité avec tout cela, les différentes parties d'un tout ? Parlons nous de la même chose ?

Et puis, a question de la foire aux identités dans les manifs depuis des années freine aussi la possibilité pour les radicaux de se sentir une appartenance avec les gens qui manifestent actuellement. Un camarade ne se reconnaît pas dans la figure du travail de l'intersyndicale alors qu'il appartient à la classe des exploités. La LFI parle de peuple – comme les Gilets jaunes encore une fois –, et se projette au 8 mars aussi. Difficile de produire et d'avoir une identité un peu collective et commune !

Il y a d'autres luttes qui pourraient amener un peu d'oxygène pour que ça s'enflamme Il y a toujours des grévistes ou des contestataires quelque part ; la question des retraites sera-t-elle un catalyseur ? Sur le plan tactique, on se pose la question de la disparition du cortège de tête dans les métropole. À Lille, on a l'impression qu'on est encore dans une phase d'attente et qu'on accepte de jouer la carte de la mobilisation de l'opinion pour que les gens reviennent dans la rue à leur rythme... Avant le 7 mars serait l'idéal.

Lille / Boulogne sur Mer

# Une réforme des retraites qui s'annonce encore plus criminelle qu'il n'y paraît

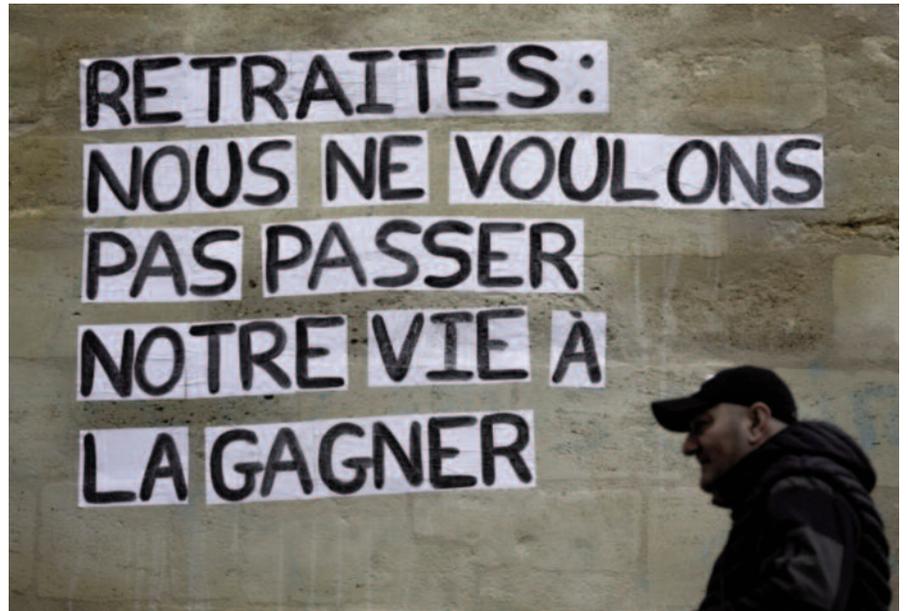
La réforme des retraites n'est pas une décision isolée et pour apprécier la réalité globale et les conséquences sur la population de la politique macronienne, il faut mettre en perspective un ensemble de mesures et de réformes qui entrent en résonance les unes avec les autres. Cela a déjà été souligné dans la presse pour la réforme de l'assurance chômage qui va aggraver la situation des seniors sans emploi.

## Une réforme des retraites qui entérine la pénibilité au travail

Cette « institutionnalisation » de la pénibilité au travail va à l'encontre de 100 ans de luttes et de 20 ans de jurisprudence favorable à la santé au travail qui a établi la fameuse obligation de résultat en matière de sécurité au travail, résumée en « obligation de sécurité-résultat ». L'obligation de sécurité est consacrée en 2002 par la cour de cassation. Il faut bien comprendre les implications de cette jurisprudence qui constate de manière incontestable que *tout accident du travail et toute maladie professionnelle découle d'un manquement de l'employeur*, mais également que le simple fait d'exposer un salarié à un risque, est fautif pour l'employeur et permet de rompre le contrat de travail aux torts de ce dernier.

En 2015, la cour de cassation assouplit sa position avec une « obligation de sécurité renforcée », l'employeur doit pouvoir faire la preuve que tous les moyens ont été mis en œuvre pour préserver « l'intégrité physique et mentale » (code du travail) des salariés. Le travail ne doit pas abîmer, ne doit pas blesser, ne doit pas rendre malade et encore moins tuer. Nous ne devons jamais oublier que la création de la représentation du personnel a lieu chez les mineurs dans les années 1900 pour essayer de survivre dans les mines en limitant les accidents. L'obligation de sécurité est extrêmement gênante pour le patronat, car plutôt coûteuse en terme de prévention par les méthodes de travail, le nombre de personnes nécessaires pour réaliser les tâches et les équipements de protection, l'ergonomie des postes de travail, les EPI, ou la mécanisation/robotisation de certaines tâches.

Nous l'avions déjà dénoncé comme faisant partie des critères qui poussent Total à raffiner à l'étranger par



exemple, car il est évident que les ouvriers exposés à des substances toxiques pendant des décennies, dans les raffineries, ou autres industries polluantes, seront amenés à une inaptitude précoce sur leur poste et à faire valoir un dédommagement au titre des risques professionnels, quand c'est possible... Et ce n'est, à nouveau, qu'un exemple parmi d'autres, avec le nettoyage qui oblige à respirer des particules fines ce qui débouche souvent sur de l'asthme, à minima, et tous les travaux à la chaîne et leur lot de TMS (troubles musculo-squelettiques) et autres pathologies. On peut également citer la maintenance des marchandises, des conditions de travail extrêmement dangereuses et usantes dénoncées par nos camarades de Géodis notamment. Les critères de pénibilité vont complètement à l'encontre de cette évolution décisive, et même historique, de la façon d'aborder le travail dans la société depuis plus d'un siècle, qui méritait d'être consolidée et généralisée, et pas fragilisée. La prévention des risques était déjà loin d'être parfaite dans l'immense majorité des entreprises et maintenant,

cette notion de pénibilité sonne comme une acceptation que « c'est comme ça, on n'y peut rien ».

## Un concept dangereux qui flirte avec les risques professionnels

Si le concept de « pénibilité » est différent des risques professionnels, il en est tout de même très proche et ouvre la porte à un fatalisme, le travail peut abîmer. Si les risques doivent être prévenus et même supprimés, il n'est pas toujours possible d'éradiquer la pénibilité. Notamment le travail en horaires décalés qui est une des contraintes inhérentes au service public. On ne peut pas fermer un hôpital la nuit, ou faire circuler des trains uniquement aux heures de bureau. Rappelons que dans le privé, le travail en 3x8 est le plus souvent un choix de production, et pas une contrainte de fonctionnement. La valse des critères de pénibilité que nous joue Macron, n'est qu'un pansement sur la jambe de bois de la souffrance au travail.

Macron peut ajouter ou supprimer des critères de pénibilité, des ré-

ponses existent déjà en réalité, qui ne demandent qu'à être améliorés et étendus. En effet, cette pénibilité insuppressible est déjà prise en compte dans beaucoup de professions, avec une retraite à 55 ans (cheminots, RATP, électriciens, pompiers...) ou 50 ans chez les conducteurs de trains (à l'origine, avant la précédente réforme), c'est la raison d'être des régimes dits « spéciaux ».

Les organisations du travail également reflètent les acquis des luttes contre les formes de pénibilité. Comme par exemple, la grève des cheminots de 2016 pour garder leurs conditions de travail que Hollande voulait casser, qui prévoient : 20h de moins environ travaillées à l'année par rapport au régime général (1584 contre 1607), ou des temps de repos de 12h entre 2 services et jusqu'à 14h après un service de nuit, contre 11h seulement dans le code du travail et en toutes circonstances.

Le nombre de repos doubles annuel comporte un minimum dans de nombreuses professions à statut, au contraire du nettoyage, la convention collective « entreprise de propreté » (mais également dans le rail, la manutention ferroviaire) ne prévoit qu'un jour de repos par semaine à minima, donc on peut obliger ces salariés à effectuer des horaires du genre 6h/9h - 17h/19h 6 jours par semaine ! Et ce n'est pas la seule profession dans ce cas. On peut imaginer les conséquences sur la santé quand on habite loin, dans un quartier populaire, pas toujours bien desservi.

Ces différences permettent de constater l'importance des luttes dans la santé au travail également. Nombre de conventions collectives prévoient un compte temps alimenté par un pourcentage du temps effectué la nuit convertit en temps de repos compensateur de nuit (RCN), en général 1%. Tous ces acquis mériteraient d'être étendus à un grand nombre de professions et revus à la hausse dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail et d'une lutte concrète contre la pénibilité, pas l'ajout de 2 malheureux critères avec des conditions d'attribution inatteignables. Une mesure d'équité, appelée par la population, serait également d'aligner les retraites de tous les métiers pénibles sur le modèle des régimes dits « spéciaux » plutôt que de les supprimer par une pseudo volonté d'égalité. On peut penser au nettoyage qui est un métier usant physiquement qui peut difficilement être effectué aux heures d'ouverture, les fonderies dont le haut fourneau ne peut être arrêté pour la nuit, pareil pour les raffineries etc...

On pourrait même imaginer une dégressivité des heures de travail avec l'âge pour réduire cette pénibilité et éviter les accidents qui sont plus fréquents avec la fatigue, donc avec l'âge, qui nuit à la concentration. Voilà quelles sont les mesures existantes contre la pénibilité et que nous pourrions améliorer quand la volonté du libéralisme est de tout niveler vers le bas.

### Une réforme qui vient après la disparition des CHSCT

Cette réforme des retraites est directement aggravée par les ordonnances travail de 2017 qui ont réformé les instances représentatives du personnel et notamment, en supprimant les CHSCT. Le CHSCT (Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail) était une instance dédiée uniquement à la prévention des risques professionnels, donc compétente pour réduire, ou supprimer les risques d'accidents ou de maladie et agir contre la fameuse « pénibilité » au travail.

Actuellement les délégués du CSE (unique instance restante) sont surchargés de travail et d'information et donc difficilement en capacité d'effectuer le travail de fond et détaillé qui était assumé par le CHSCT, qui avait également la possibilité d'aller en justice en tant que personne morale (sur les fonds de l'entreprise, sans qu'elle puisse refuser) pour contester une organisation du travail estimée génératrice de risque. Pour le coup, le risque pour le patronat était inacceptable et Macron y a mis un terme. Une instance dont le but était de protéger les salariés par l'aménagement et l'ergonomie des postes ou des procédés, mais également de pouvoir aider l'indemnisation en cas d'absence de prévention pour un danger signalé (la faute inexcusable), également en menant des enquêtes en prévention d'accident pour obliger l'employeur à prendre des mesures, ou après accident pour en déterminer les causes et les responsabilités.

Le CHSCT pouvait donc contester des organisations ou procédures dangereuses, en résumé lutter contre l'ensemble des risques capables de provoquer des accidents ou des usures du corps ou de l'esprit (« l'intégrité physique et mentale des salariés »). Mais également et surtout, il pouvait agir pour maintenir les gens dans l'emploi en pesant pour l'aménagement des postes en cas de restriction médicale et notamment après un accident du travail. Même si toutes

ces possibilités existent encore avec les CSE, sa mise en œuvre est beaucoup plus complexe et ce ne sont pas les CSSCT (commission santé, sécurité, conditions de travail) qui peuvent remplacer les CHSCT puisqu'elles ne sont pas dotées des mêmes prérogatives.

Le CSE pousse la représentation du personnel à une cogestion avec les tâches précédente du Comité d'Entreprise, des Délégués du Personnel et du CHSCT réunies, ce qui oblige à rester loin du poste de travail et de perdre le contact et la connaissance des risques et des pénibilités justement. Donc une perte de connaissances et de compétences qui réduit les capacités des délégués à agir contre les risques, qui eux augmentent avec l'âge puisqu'on est moins agile, on a moins de réflexes et de concentration en vieillissant.

Sur les quelques 2000 CHSCT existants en France à l'époque, on peut estimer qu'environ 10% s'opposaient véritablement aux directions d'entreprise et effectuaient ce travail de fond de protection, prévention et maintien dans l'emploi, avec cette instance totalement dédiée à cette tâche, alors il est facile d'imaginer le résultat avec une structure comme un CSE qui traite l'ensemble des problèmes des salariés... D'ailleurs, les chiffres sont parlants, le nombre de décès au travail serait passé de 550 à 733 par an entre 2017 et 2019, soit une augmentation de plus d'un tiers.



Si les seuls décès officiellement reconnus comme accident du travail ont augmenté dans une telle proportion, qu'en est-il des accidents non mortels, mais invalidants et ayant entraîné un taux d'IPP (incapacité permanente partielle) ne permettant pas un maintien dans l'emploi ? Plus d'accidents et plus de licenciements suite à ces accidents, donc moins de cotisations et plus de personnes qui souffriront de la pauvreté à la retraite.

### Des réformes qui, mises bout à bout, montrent leur caractère criminel

C'est là que la duplicité du gouvernement apparaît dans toute sa dimension. Après avoir supprimé cette instance, le CHSCT, le gouvernement veut ajouter du temps de travail en saupoudrant de quelques reconnaissances de « pénibilités ».

Nous nous dirigeons donc vers une augmentation déjà visible des risques professionnels par une moindre prévention et donc plus de licenciement pour raison de santé, accompagnés d'une plus grande difficulté à faire reconnaître le lien de causalité entre inaptitude et travail. Car c'est un fait, parmi les seniors qui sont sans travail, nombre d'entre eux souffrent de pathologies en lien avec leur activité professionnelle mais qui ne sont pas reconnues comme telles. Et la tendance actuelle des employeurs est de licencier les salariés au moindre problème d'aptitude. En effet, quand un salarié est apte « avec des restrictions », la loi oblige l'employeur à aménager le poste de travail, ce qui est de moins en moins respecté.

La médecine du travail et le salarié subissent, de plus en plus souvent, des pressions pour obtenir une inaptitude totale sur le poste permettant un licenciement justifié pour l'employeur, sans qu'aujourd'hui le CHSCT puisse intervenir pour un aménagement. Une autre évolution infamante actuelle du monde du travail, est le licenciement pour cause d'arrêts maladie répétés sous pré-

texte qu'ils entraîneraient « une désorganisation du travail », et il ne s'agit pas que de PME qui utilisent ce genre d'argument fallacieux visant à éviter la discrimination pour raison de santé. Il est donc logique de penser que les seniors seront de plus en plus licenciés, car ils ont statistiquement plus d'arrêts. Le capitalisme est en route pour licencier toujours plus de seniors et plus tôt dans leur carrière, le chiffre actuel d'un sur 2 en activité à 60 sera bientôt un souvenir.

Et pour compléter, la course à la productivité a amené son lot de dégâts humains, et notamment avec la nocivité physique et mentale du « lean management » reconnue internationalement, mais dont l'application est en constante progression. Et si l'on ajoute à cela, la réforme de l'assurance chômage qui réduit la durée d'indemnisation, on constate que le piège de la pauvreté et de la précarité se referme sur les salariés en fin de carrière, brisés physiquement et psychologiquement pour beaucoup, par le travail et qui vont être sans aucune couverture sociale.

La conséquence de cette combinaison de réformes est donc une vie professionnelle qui aura plus de risque de nous abîmer, par accident ou par usure sur une longue durée et par l'âge, avec une responsabilité de l'entreprise plus difficile à établir et une plus grande facilité à être licencié (pour des arrêts d'origine professionnels ou pas), pour finir sur une couverture d'indemnisation d'une durée raccourcie...

Ce n'est pas « un effort » qui est demandé aux travailleurs, c'est un sacrifice humain.

Nous devons toutes et tous lutter contre cette réforme par la grève générale reconductible et reconquérir du salaire, mais également le domaine de la santé au travail par la même occasion !

Eric Bezou. Mars 2023



Bons bisous de Boulogne-sur-Mer

# La

**L'**idée de cet article est née du débat organisé par la commission journal de Lille, le 25 février dernier. Nous étions alors au milieu des vacances scolaires, la mobilisation contre la réforme des retraites était en pause selon les ordres de l'intersyndicale qui voulait laisser les gens les plus riches gambader dans la neige et respecter le calendrier législatif « démocratique » avec la navette parlementaire entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Pendant nos discussions, nous constatons l'absence de la grève et la faible présence des jeunes dans les manifestations. Depuis, tout a changé car avec l'adoption de la loi par le 49.3, les jeunes - ou du moins une partie d'entre eux - sont dans la rue et n'hésitent pas à se confronter frontalement à l'État et sa police. Rappelons que tout a été fait pour empêcher leur mobilisation. Au lycée, depuis la réforme Blanquer et Parcours-Sup c'est la pression constante pour tenter d'obtenir son orientation. Tout a été fait pour individualiser les parcours et les élèves. Pareil à la fac, le COVID étant passé par là, les cours en distanciel sont dégainés à la moindre menace de blocage. Tous les locaux sont fermés pour empêcher l'occupation d'un amphithéâtre. Fort heureusement, tout vient d'éclater et nous sommes peut-être au début d'une grande mobilisation et politisation des jeunes contre le capitalisme et son monde !

# jeunesse s'ennuie ?

## Conflit de générations ou conflit de classes ?

« Il flotte dans l'air du temps comme un nouveau conflit de générations »

Nicolas Truong

Dans un article de deux pages paru dans *Le Monde* du 18 février 2023, le journaliste Nicolas Truong avale l'existence d'un fossé générationnel qui se creuserait dans la société française. Il y fait un tour d'horizon assez complet et documenté de la question et avec suffisamment de prudence et d'habileté pour nous donner envie d'aborder de manière critique un sujet qui est devenu une antienne colportée à la légère par nombre de commentateurs, militants d'une cause qui veut en finir avec les grands rêves d'émancipation collectives qui seraient la marque des temps anciens.

## La fabrique du jeune

La confusion apparaît dès le début de l'article. Même si un bémol indique que ce n'est pas une classe d'âge totalement homogène, il est question, dans le sous-titre, de LA jeunesse. Qui est-elle ? Combien sont-ils ? Où la trouve-t-on ? Sommes-nous là dans le flou le plus absolu de l'enquête sociologique réalisée au doigt mouillé ? Pas tout à fait puisque dès le premier paragraphe, un exemple de cette jeunesse est ciblé : « les jeunes diplômés en quête de sens qui annoncent qu'ils ne perdront pas leur vie à la gagner ». Allusion sans doute à ces étudiants d'agro Paris Tech qui ont appelé en mai 2022 à « désertiser des emplois destructeurs ». Initiative certes sympathique qui a fait un buzz médiatique pendant quelques semaines, mais qu'il serait hasardeux de considérer comme représentative d'une génération !

Le ton est cependant donné : comme le plus souvent dans les études et les articles consacrés à ce sujet il y a une superposition/confusion entre jeunesse et étudiant diplômé, ce qui est particulièrement abusif. En effet, rappelons qu'en France la majorité de la jeunesse c'est 12% d'une tranche d'âge qui n'a aucun diplôme ou simplement le brevet, et 40% munie seulement du bac ou d'un BEP. Moins de 50% entrent dans un cycle d'études supérieures : 26% obtiennent un master, 10% s'arrêtent à la licence et 12% avant d'avoir obtenu

quoi que ce soit. Autrement dit plus de 50% de la jeunesse n'a jamais appartenu au monde étudiant et à peine plus du tiers ont un diplôme du supérieur. C'est pourtant cette dernière catégorie qui sert le plus souvent de référence pour décrire la jeunesse française actuelle.

Le concept même de génération est particulièrement ambigu en ce qu'il entend mettre tout le monde dans le même panier pour en tirer des conclusions générales. C'est un peu le fil conducteur de ce voyage au centre d'une génération malgré les précautions dont l'auteur parsème son article : « sans doute faut-il tempérer cette impression car les études sur la jeunesse ne cessent d'insister sur les différences de conditions sociales qui déterminent davantage les trajectoires que la classe d'âge ». Et un peu plus loin : « impossible de confondre les jeunes surdiplômés et les étudiants précarisés, la frange des Bacs pros et des BTS avec la frange inscrite à Science Po ou à l'ENS. Comme le disait Pierre Bourdieu, la jeunesse n'est qu'un mot ».

## Mieux vaut un conflit de générations....

Ces précautions n'effacent pas le fait que d'autres désertions ne prennent pas la même place dans ce tour d'horizon sensés décrire un conflit de génération : par exemple celles provenant de jeunes travailleurs du bas de la hiérarchie des métiers de la restauration et des bars qui, certainement comme tout le monde préfèrent que leur vie ait un sens plutôt que de ne pas en avoir mais qui, en attendant, en avaient plus que marre de bosser comme des ânes avec un salaire de misère. Et ces désertions, aux dires de cafetiers pleurnichards, étaient assez nombreuses pour mettre en péril leur business - pourtant assez bien arrosé au moment du quoi qu'il en coûte - même si les statistiques ne se sont guère penchées sur ces invisibles qui ne deviennent visibles qu'en cas de disparition.

L'article du Monde cite à plusieurs reprises Cécile Van de Velde - autrice de sociologie des âges de la vie, Colin 2015 - qui, elle aussi, observe « une résurgence des tensions générationnelles ». Elle précise que ce n'est pas parce que LES nouvelles revendications de LA jeunesse sont portées par



de « nouveaux héritiers » qu'il faut remettre en cause ce fameux fossé des générations. La preuve ? : « en mai 1968 aussi, c'étaient les diplômés qui s'insurgeaient et se rebellaient contre leurs aînés ». Double amnésie ! Premièrement les rebellions de jeunes ont été d'abord celles des jeunes prolos OS (ouvriers spécialisés) dans les usines automobiles qui ont inauguré une nouvelle forme de contestation et qui sont progressivement devenus aussi invisibles que les déserteurs de la restauration. Deuxièmement, faire d'une supposée rébellion des diplômés contre leurs aînés en 1968 un élément à la hauteur de l'importance qu'elle attribue à l'actuel conflit des générations, c'est mettre de côté le rejet du capitalisme exprimé par l'énorme majorité des « rebelles » de l'époque, tous âges confondus... mais pas toutes classes confondues. Est-tampiller mai 68 comme l'explosion d'un conflit de génération et le réduire à un mouvement culturel, c'est la marque des efforts faits depuis des décennies par les divers courants de la social-démocratie pour évacuer la question sociale. Il est utile de le rappeler, alors que nous sommes en plein mouvement contre la réforme des retraites actuellement et que le spectre de 68 habite encore le cervelet de nos politiciens



... qu'un conflit social !.

Toujours sur 1968. L'article du Monde nous rappelle que, selon de nombreux commentateurs, la nouvelle génération reprocherait aux baby-boomers, aux soixante-huitards, d'avoir « essoré la planète ». Les baby-boomers sont les gens qui, en France, sont nés entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début des années 1960. C'est une catégorie démographique et pas du tout politique ! Un soixante-huitard est un baby-boomer qui, à des degrés divers, a participé positivement à ce mouvement. Tous les baby-boomers étaient loin d'être soixante-huitards. Et considérer que ce sont LES baby-boomers qui ont « fait » 68 est une idiotie qui a comme fonction de gommer les 8 millions de grévistes et les occupations d'usine qui n'étaient évidemment pas le fait des seuls jeunes.

La journaliste Salomé Saqué estime que « les générations les plus anciennes sont en train de sacrifier le futur des jeunes générations ». Erik Neveux, sociologue n'y va pas non plus par quatre chemins : « les générations les plus anciennes sont en train de sacrifier le futur des jeunes générations ». En fait ces amalgames et ces approximations ont une seule et même fonction : faire croire que les « malheurs » que la jeunesse connaît ne sont pas le fait d'un mode de production destructeur, mais de celles et ceux qui ont eu l'audace de s'y opposer. Et on voit bien là à quoi cette analyse peut servir dans la période que nous vivons.

Cécile Renouard, une philosophe elle, explique que l'on trouve dans la jeune génération « une réticence à accepter les contraintes, la verticalité et à s'inscrire dans un engagement durable, un refus de la subordination comme dans les bullshits jobs ».

Bonne nouvelle s'il en est ! Mais là encore cette constatation est faite pour accréditer l'idée de conflit de génération et d'oublier, par la même occasion que ces désirs étaient ceux que la génération de soixante-huitard clamait haut et fort... contre les autres baby-boomers.

Autre personnage qui revient à plusieurs reprises dans l'article de Nicolas Truong, Margaret Mead. Cette ethnologue (1901-1978), dans son livre, *Le Fossé des générations*<sup>1</sup>, écrivait en 1979 que dans les sociétés traditionnelles les parents apprenaient aux enfants à entrer dans le nouveau monde, tandis que dans nos sociétés contemporaines la rapidité des changements ont fait que ce sont les enfants qui sont dans la position d'apprendre aux anciens, d'où un conflit de génération particulièrement aigu qui explique les soubresauts qui secouaient la planète en ces années 1968-1969. Si cette observation ne manque pas de pertinence, elle est quand même un peu courte pour expliquer les événements de mai 68. Il est vrai que la lutte des classes est un concept totalement étranger à M. Mead qui tout en ayant été une femme remarquable par ses engagements en matière de sexualité et même d'écologie qui firent frémir l'Amérique puritaine, fut une suffisamment piètre ethnologue pour qu'on évite de s'appuyer sur ses conclusions et ses « observations » (voir encart). Ce que n'évitèrent pas des pans entiers de soixante-huitards qui en firent leur icône en ouvrant la voie de tout un courant qui aime à voir dans les sociétés « primitives » la preuve qu'un communisme primitif peut exister, et projettent leurs désirs sur une réalité quelque peu trafiquée quand ils ne prônent pas un retour à l'âge d'or.

JPD

### LES ERREMENTS SOCIOLOGIQUES DE MARGARET MEAD

En 1928, Margaret Mead publie *Adolescence à Samoa* - traduit en français sous le titre *Mœurs et sexualité en Océanie*. Elle y décrit la vie des adolescentes samoanes comme détachées des contraintes sociales dans une société totalement libre sexuellement. Seulement voilà, quelques années plus tard d'autres anthropologues s'aperçoivent que les jeunes filles doivent être vierges au mariage, et qu'elles sont soumises à leurs frères, ce qui atténue fortement les propos de Mead. En fait, cette dernière avait travaillé 5 mois en résidant hors du village et en réalisant les interviews d'une cinquantaine de jeunes filles par interprète interposé. Certains avancent l'hypothèse que les gentilles samoanes, voulant faire plaisir à la dame blanche répondaient ce qu'elle souhaitait entendre. D'autres, plus simplement qu'elle est arrivée sur l'île avec un schéma préconçu qui a orienté réponses et interprétations. Et en effet M. Mead, très en avance sur son temps, surtout dans les milieux académiques et dans l'Amérique puritaine était une défenseuse acharnée des libertés, en particulier sexuelles, et de l'émancipation des femmes. Elle considérait que les différences entre les sexes sont seulement biologiques et que les différences de genre sont exclusivement sociales. Aussi iconoclaste fut-elle en bien des domaines, elle inaugura malheureusement cette sociologie du « micro tendu » qui fait de l'intervieweur le maître du jeu. Tant et si bien que sa thèse sur le fossé des générations ne peut être prise pour argent comptant.



1. Publié chez Denoël en 1979 il s'agit de la traduction française de *Culture and Commitment: the new relationships between the generations in the 1970*.

# Passer à l'étape suivante, une nécessité! Intensifions la lutte!

Depuis plusieurs semaines l'intersyndicale organise de belles manifestations. Nous sommes nombreux et notre détermination ne fait qu'amplifier face au mépris grandissant de nos gouvernants. Cela fait longtemps que le prolétariat finistérien ne s'était pas retrouvé au coude à coude dans une lutte sociale de cet ampleur et c'est bien plaisant mais ...

La ballade quimpéroise bi hebdomadaire orchestrée par l'intersyndicale ne suffira pas à faire plier l'Etat et les patrons ni à leur faire remballer l'intégralité de leur réforme qui s'attaque frontalement à notre classe sociale.

## Débordons les bureaucraties syndicales, repreons le contrôle de l'action!

Samedi dernier, c'est sans la bénédiction des directions syndicales, et malgré les tentatives du SO de la CGT de le contrer, que le cortège de la manifestation a poursuivi la manifestation. Et ce, au moment même où les directions syndicales sifflaient la fin de la partie lors de l'arrivée habituelle de la boucle. Les masques tombent !!! En se montrant plus soucieux de définir leur stratégie en fonction de problématiques internes (congrès confédéral CGT fin mars par exemple) plutôt que de favoriser qualitativement l'orientation de ce mouvement selon leur propre stratégie. Composé de nombreuses personnes affiliées à aucune organisation, des cortèges FO, SUD, CNT, de militants et sympathisants de la CGT ayant échappés au contre ordre de leurs chéfaillons, c'est tous ensemble que nous avons symboliquement bloqué le rond point du Mont Frugy.

## Organisons - nous!

Le mouvement appartient à ceux qui luttent pour gagner, pas « aux partenaires du dialogue social ». Nous pensons qu'il est urgent de se réapproprier la lutte, son sens, ses objectifs, ses pratiques d'actions, de réfléchir et de décider collectivement de la suite des événements. C'est aussi dans ces moments de ruptures que nous pouvons faire émerger les contours d'un autre monde, débarrassé de l'exploitation. Et nous le vivons tous, dans ce mouvements social, les liens de solidarité que nous tissons entre nous au fil des journées d'actions font souffler un vent d'espoir dans nos vie ... Ne le laissons pas retomber... AG sur le rond point du Mont Frugy en fin de manif ? AG dans les entreprises, les quartiers, les villes et villages. S'auto-organiser et unir notre détermination et nos réflexions individuelles nous rendra plus forts pour résister et porter des coups offensifs à la bourgeoisie.

## Et décidons collectivement!

Ce qui est primordial pour nous, c'est que les décisions d'actions soient le fruit de la base des gens en lutte. C'est une des meilleures garanties pour éviter l'intrusion de toutes sortes de manœuvres tactico-politiciennes qu'il faudrait dégager du mouvement social. Pour notre part, nous pensons que les actions de blocage offrent certains avantages indéniables comme celui de permettre à des travailleurs de différents secteurs d'activité de se retrouver pour agir ensemble le temps d'une action. Mais elles présentent aussi des limites évidentes, surtout lorsqu'elles sont menées de manières spectaculaires plus qu'offensives. C'est tous ensemble qu'il faut réfléchir et décider des actions à mettre en œuvre pour mettre en échec les capitalistes et ne plus subir ce matraquage social d'une violence inouïe.

**Organisation Communiste Libertaire**  
ooldz@riseup.net

*Tract distribué à Quimper par nos camarades. retrouvez d'autres tracts de l'ocl sur le site oclibertaire.lautre.net*

Tract diffusé dans les manifs du 8 mars  
et lors de la grève féministe

# PAS DE RÉVOLUTION SOCIALE SANS LIBÉRATION DES FEMMES PAS DE LIBÉRATION DES FEMMES SANS RÉVOLUTION SOCIALE

## **Les femmes, des travailleurs pas comme les autres**

Cette année, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes tombe pendant un mouvement social d'ampleur. Cela donne l'occasion de rappeler que l'exploitation économique repose en grande partie sur des bases patriarcales (domination instituée des hommes sur les femmes). C'est le travail domestique gratuit qui permet aux travailleurs de retourner travailler. C'est le travail reproductif fourni en grande partie par les femmes qui produit et forme des travailleurs (santé, éducation). C'est la plus faible rémunération des femmes qui permet de dégager des profits supplémentaires. Les travailleuses ne seront jamais des travailleurs comme les autres tant que le patronat aura à sa disposition le corps et le travail domestique des femmes en même temps que le travail de tous.

## **Les femmes de ménage n'ont pas de femme de ménage**

Le patriarcat touche toutes les femmes, toutes peuvent être exploitées, déconsidérées, violentées, échangées entre familles, prostituées et mariées sous la contrainte. Mais une femme peut aussi très bien louer les bras d'une autre et se payer ses services : femme de ménage, domestique, gouvernante, cuisinière. Les patronnes ne font pas de cadeaux à leurs employés des deux sexes. Elles se regroupent même en lobby pour défendre leurs intérêts de femmes riches et briser un plafond de verre qui est bien trop haut pour qu'il nous concerne, comme dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Dès lors qu'une femme a du capital, elle cherche à le faire fructifier, quitte à exploiter d'autres femmes. Les patronnes sont des patrons comme les autres, fussent-elles dominées en tant que femmes, et nous ne sommes pas dans le même camp.

## **Genres et classes...**

Pour abattre ce monde de merde, et en finir avec l'exploitation sous toutes ses formes, il faut donc penser le patriarcat à partir d'une position sociale, la position de celles et ceux qui, avec ou sans travail, sont

exploités, et ne pas se perdre en alliances avec les bourgeoises, ou borner notre horizon au fait pour quelques unes de parvenir en sortant du lot. Par exemple le mythe ridicule d'une petite fille qui voudrait devenir Première ministre comme nous le vend E. Borne. Toute position féministe qui ne combattrait pas l'exploitation capitaliste revient donc à maintenir en place un système qui exploite femmes et hommes, qui bénéficie du travail gratuit ou sous-rémunéré des femmes, et donc uniquement à négocier des places au soleil pour les femmes devenues nanties.

## **... et « races » ?**

Le capitalisme, né de l'extension marchande par la force des armes pendant la colonisation puis structuré autour de la grande industrie, est postérieur au patriarcat, qui repose sur l'appropriation du corps des femmes et qui est lui plurimillénaire. Ces deux systèmes de domination doivent être abolis, et comme dit précédemment, pensés ensemble. Il n'est donc pas question de séparer les luttes féministes, anticapitalistes, antiracistes. Mais trop souvent, sous couvert d'intersectionnalité (imbrication des différentes dominations), les luttes contre les différentes dominations sont fragmentées en des groupes séparés, mises toutes à égalité, et liées à des identités qu'il s'agit de défendre, que ce soit le

genre, la « race », l'invalidité, l'orientation sexuelle, la transidentité, la religion... La parole du groupe perçue comme dominée aurait plus de valeur que celle des autres, vus au mieux comme des alliés, au pire comme des ennemis (potentiels) en raison de leur couleur de peau (les « Blancs »), de la supposée adéquation entre sexe et



genre (les « cis ») ou de leur validité. La seule perspective d'émancipation sous-entendue repose alors sur les épaules de chaque individu, qui devrait déconstruire ses supposés privilèges et utiliser le « bon » vocabulaire pour ne pas froisser une catégorie. La perspective d'une lutte commune de tous les exploités partageant un intérêt commun (mettre fin à ce monde de merde) s'efface au profit de la demande de reconnaissance et d'intégration de groupes particuliers.

### **Lutter ensemble, à égalité**

Il ne s'agit pas de nier les discriminations existant au sein des classes laborieuses, ni de repousser la lutte qui s'impose contre elles aux calendes. Au contraire, ces questions doivent être posées et débattues, tous et toutes ensemble, à égalité, car construire une nouvelle société implique de construire dans la lutte les rapports égalitaires que nous souhaitons voire advenir. La supposée « race » ou la religion avalisent, comme des frontières, la domination, l'exclusion, l'autorité aussi bien dans qu'entre ces groupes. À l'heure où les puissants cherchent à détourner la colère sociale vers des boucs émissaires, c'est au contraire l'égalité de tous et la solidarité entre tous qu'il faut affirmer, et certainement pas des identités qui nous séparent les uns des autres.

### **Peut-on choisir d'être une femme ?**

Un vif débat au sein du féminisme concerne la possibilité ou pas de s'identifier individuellement à un genre ou l'autre, comme c'est désormais le cas au Royaume-Uni ou en Espagne. Toutefois, le fait de pouvoir choisir à quel genre on appartient revient à nier une inégalité qui se mesure et se construit à partir d'un fait biologique (naître femme ou homme). Les luttes féministes ont au contraire toujours affirmé que

la construction du genre (auparavant appelé sexe social) reposait sur des rapports sociaux entretenus par l'État, par l'économie, par des structures de pouvoir matérielles (famille, école, entreprise, médecine, services sociaux, loi) et idéologiques (maternité, infériorisation), qui ne peuvent

être détruits par un changement individuel d'identité. Abolir les différences sociales entre les hommes et les femmes, et donc abolir la violence sexuelle, les inégalités matérielles... ne peut se faire qu'en identifiant ces structures et en luttant contre elles.

### **Travailleurs de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?**

Les hommes tirent tous un bénéfice matériel du patriarcat (accès au corps des femmes, temps libéré...), mais on aurait tort de ne les présenter que comme une classe homogène d'ennemis. Le pouvoir de nuisance d'un bourgeois est démultiplié par ses ressources, son influence, son impunité. De plus, le revers de la médaille, la virilité, est un fétu dont les hommes ont tout intérêt à se débarrasser. Quel homme n'a pas souffert de l'impératif d'être fort, insensible, performant (dans tous les domaines), de devoir s'imposer pour exister ? Éducation des filles ET des garçons, pour des relations libres et humaines entre femmes et hommes !

### **Le féminisme de lutte des classes n'est pas une abstraction**

La libération des femmes n'est pas un grand principe lointain. C'est dès aujourd'hui qu'elle se construit. Tout à la fois en soutenant les travailleuses en lutte, omniprésentes dans les métiers du « care » (et ailleurs : nettoyage, santé, éducation), en participant aux luttes (hôpitaux de proximité, éducation à la sexualité, avortement libre et gratuit, groupes d'entraide matérielle et morale...) qui permettent aux femmes le contrôle de leur corps et de leur sexualité – et en luttant pour des meilleurs revenus pour tous et toutes.

*Le patriarcat, c'est de la merde.*

*La capitalisme, c'est tout pareil.*

*D'une pierre, deux coups : révolution !*

**Groupe OCL Île-de-France**  
[oclibertaire.lautre.net](http://oclibertaire.lautre.net)  
[oclidf@riseup.net](mailto:oclidf@riseup.net)

**O**rganisation **C**ommuniste **L**ibertaire



**N'attendez pas d'être embarqués pour vous abonner à**  
**courant alternatif**

*(même si Courant Alternatif est gratuit pour les prisonniers)*





## Le rappel à la loi est remplacé par l'avertissement pénal probatoire

Le 1<sup>er</sup> janvier est entré en vigueur le nouvel « avertissement pénal probatoire ». Il remplace le fameux « rappel à la loi », en vigueur depuis 1999, à quelques détails importants près :

- Seul le procureur-e, ou ses *délégué-es*, peuvent prononcer un Avertissement Pénal Probatoire (APP) alors qu'un Rappel à la Loi (RAL) pouvait être adressé par un Officier de Police Judiciaire ;

- La signature de l'APP est conditionnée par le fait que le prévenu-e reconnaisse avoir commis les faits qui lui sont reprochés au moment du passage devant le délégué-e du proc à la différence du RAL.

Il s'agit, comme pour le RAL, d'un abandon des poursuites (donc pas d'inscription au casier judiciaire), ou plutôt d'un sursis de 2 ans (5 ans pour un RAL) : Si rien ne se passe d'ici 2 ans ; classement confirmé ; si la personne fait à nouveau l'objet d'une arrestation, le proc « peut » relancer des poursuites remontant au premier APP.

L'APP ne peut intervenir à l'égard d'une personne qui a déjà été condamnée ou à la suite d'un délit de violences contre les personnes ou d'un délit commis contre une personne dépositaire de l'autorité publique (entre autres : les flics) ou investie d'un mandat électif public (les élu-es). Sur le plan civil, la procédure suspend la prescription de l'action publique, ce qui permet éventuellement à la victime de demander des dommages et intérêts. De plus, cet avertissement ne peut être prononcé que si la victime a été indemnisée ou que son préjudice a été réparé. L'APP est tout simplement un chantage : si tu acceptes de reconnaître avoir commis les faits qui te sont reprochés, on abandonne les poursuites... Mais même sans poursuites, le procureur-e possède différentes armes de coercition. Les pièges de l'APP sont à peu près ceux du RAL, en pire : « Interdiction de paraître » dans certaines zones pendant maximum 6 mois : pratique pour punir un-e manifestant-e d'être allé protester dans la rue ;

*Contribution citoyenne auprès d'une association d'aide aux victimes.* Attention, ce n'est pas une amende : si vous payez, il n'y a plus aucun recours possible, pas de contestation, pas d'appel ! On parle de plusieurs centaines d'euros, et il faut savoir que l'association en question, en bon escroc, vient réclamer le blé

avec insistance dès les premiers jours après la signature du papier.

Imposer à la personne de « se dessaisir de l'objet de l'infraction au profit de l'État », cela peut-être le téléphone si parmi les infractions il y a le refus de donner son code pin, sans possibilité de le récupérer. Il n'est pas saisi pour être exploité, puisque les poursuites sont abandonnées, c'est donc du racket plutôt mal maquillé. Il peut être demandé à la personne d'effectuer, à ses frais, un *stage de citoyenneté* dans une association, ou pire, un commissariat !

Tout ça c'est du bluff : vous pouvez très bien partir sans signer le document. Mais lisez-le bien, pour voir si l'APP est versé sec, sans rien d'autre, ou si vous avez en plus une interdiction ou une somme à verser. Si vous ne signez pas, le DPR sera furax mais peu importe. La coord anti-rip et ses avocat-es conseillent de ne pas signer, ni de respecter ces mesures complémentaires : n'ayant pas été jugé formellement, aucune restriction ne peut vous être imposée, surtout pas une interdiction d'aller et venir. Pareil pour le harcèlement possible par l'association d'aide aux victimes : ignorez les appels et les mails. Ce qu'on risque ? Que le procureur-e réouvre les poursuites qu'il avait décidé d'abandonner. Rien d'autre.

Maintenant, quand on a fait 1 ou 2 jours de garde à vue, ou 20h passées au dépôt du Palais de justice, et qu'on apprend que finalement on échappe à la comparution immédiate, on peut facilement se laisser bercer par les sirènes du DPR. Continuez à garder le silence, ne signez rien, ne cédez pas à la pression, prenez le papier que l'on vous tend, et sortez calmement. Ça a l'air naïf de le dire comme ça, mais pour être réellement blanchi-e par la justice, c'est-à-dire relaxé-e, il faut d'abord être jugé-e. Or un avertissement n'est pas un jugement. Idem si l'on vous propose une *composition* ou une « *ordonnance pénale* » (avec une "petite" amende en bout de course), comme si c'était un cadeau : c'est une manière de vous sanctionner sans jugement. Alors autant ne pas coopérer. N'en déplaise aux procs : le seul risque étant d'avoir un procès, cela permet au moins d'avoir accès au dossier d'accusation, pour préparer sereinement sa défense.

*Extrait d'un texte de la Coordination contre la répression et les violences policières Paris-IDF*



## En Guadeloupe, la violence de la gendarmerie en toute impunité !

Le 21 2020, Claude Jean-Pierre, un habitant de 67 ans de Deshaies, en Guadeloupe, était interpellé par deux gendarmes. Douze jours plus tard, il décédait à l'hôpital, après avoir été admis avec une double fracture des cervicales, dont l'une compressait la moelle épinière, et plusieurs hématomes au visage. Longtemps réclamée par ses proches, la vidéo de l'interpellation, intégralement filmée par une caméra de vidéosurveillance, finit par fuiter, six mois plus tard. L'enregistrement, long d'une vingtaine de minutes, « met en exergue les incohérences des déclarations » des deux gendarmes, affirme Sarah Aristide, membre du collectif de cinq avocats qui représentent la famille de la victime. En effet, à l'image, l'interpellation semble commencer dans le calme. Puis, les deux militaires en uniforme extraient brusquement le sexagénaire de son utilitaire gris, qui tanguait sous la violence de la manœuvre. Ils le laissent ensuite en plein soleil, gisant à même l'asphalte pendant de longues minutes.

Finalement, le procureur de la République de Basse-Terre a requis le 5 février 2023 un non-lieu dans le cadre de l'information judiciaire ouverte contre X pour homicide involontaire. « Tout au long de la procédure, rien n'interdisait au procureur de la République de solliciter le juge d'instruction pour requérir une mise en examen », contredit Sarah Aristide, membre du collectif de 5 avocats qui représente la famille de la victime. L'affaire, deux mois après le non-lieu définitif prononcé dans le dossier du chlrodécone, pourrait provoquer un surcroît de défiance au sein de la population. « Il y a un fossé énorme qui se creuse entre le peuple guadeloupéen et l'Etat français », a déclaré Jean-Jacob Bicep membre du collectif Guadeloupe contre les violences des gendarmes. En Guadeloupe, cette affaire est comparée à la mort de George Floyd aux Etats-Unis. A suivre !

Source : *Le Monde*

## Ventes d'armes : la France confirme son troisième rang mondial

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) a publié le 13 mars son rapport pour 2022. L'institut de Stockholm privilégie des périodes de cinq années pour mieux décrire les tendances du marché. Entre 2018 et 2022, le poids relatif des trois gros exportateurs – Etats-Unis, Russie et France – s'est considérablement modifié par rapport à la période 2013-2017. Les Américains ont gagné des parts de marché et en détiennent désormais 40 %. Les Russes sont tombés de 22 % à 16 %, et la France a réduit son écart avec eux, en passant de 7,1 % à 11 %, loin devant la Chine (5 %) et l'Allemagne (4 %). C'en est fini du duopole russo-américain, qui a longtemps dominé le secteur. En effet l'écart entre la France et la Russie devrait se réduire encore, puisque la première a « beaucoup plus de commandes d'armements en cours » que la seconde. Les gros clients de la France sont l'Inde, le Qatar, l'Egypte et l'Indonésie. Rappelons ici que les ventes d'armes de la France représentent 200 000 emplois directs. Le commerce mondial des armes dépasse les 100 milliards de dollars (93,1 milliards d'euros) par an, selon une estimation du Sipri, une petite part des 2 000 milliards de dépenses militaires en 2021.

Source : *lemonde.fr*



## Paris 11 mars 2023 : Déferlement de violences policières

Coup de pied sur personnes au sol, matraque à tout va et sans même chercher à interpellé, journalistes insultés et frappés, LBD à bout portant en direction du visage, cortège syndical chargé, grenades lancées dans la foule... Ce samedi aura marqué une nouvelle escalade dans la violence du dispositif policier face aux manifestants et aura montré le visage réel du dispositif du nouveau préfet de Paris,

Laurent Nunez, tant vanté par les médias. Malgré ce déferlement de violences policières, les manifestants sont restés soudés et solidaires au point de mettre plusieurs fois en échec le dispositif répressif. Qu'on se le dise, ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'ils feront baisser la température !

Source :  
*Cerveaux non disponibles*



## Watergate épisode 3

Courant février était organisée dans une maison de quartier de Poitiers une réunion de militant.e.s antibas-sines ainsi qu'une conférence autour de la lutte anti-raciste. Quelle ne fut pas la surprise des plus observateurs.ices d'entre nous, de découvrir un dispositif de surveillance sur le parking d'en face ! Dans une voiture aux vitres teintées, une camera posée sur pied pointait directement vers l'entrée du local. Nous constatons une fois de plus, après la découverte ces derniers mois d'une camera au domicile d'un militant et d'un dispositif de traçage GPS sous un véhicule, que les moyens de ren-

seignements sont déployés en abondance, posant une fois de plus la question de la propriété de ce matériel et du cadre légal dans lequel il a été installé. Le monde agricole dispose toujours des moyens étatiques, (la cellule Demeter) pour espionner les militant.e.s, mais malgré les récentes agressions physiques et violentes dont Paul François, agriculteur lui-même connu pour avoir gagné son procès contre Monsanto, l'Etat ne fait toujours rien pour protéger ceux qui veulent protéger le Vivant ! Les clés ? Des contractuels !

Source : *Communiqué No Bassaran*

## Ils sont filmés mais ne sourient pas !

Dans les locaux de l'usine Dassault Aviation, à Anglet, les salariés contestent l'installation de nouvelles caméras de surveillance, dont certaines sont dirigées vers leurs postes de travail. Les représentants de la CGT et de la CFDT ont saisi l'Inspection du travail et la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Pour être en règle, les caméras « ne doivent pas filmer les employés sur leur poste de travail »,

mais se cantonner aux entrées, sorties, voies de circulation et lieux de stockage de matériel. Par le passé, la Cnil a déjà sanctionné financièrement des entreprises qui refusaient de se conformer à ce cadre. Une question se pose : Ces caméras ne sont-elles pas des mouchards pour contrecarrer des débordements qui pourrait avoir lieu lors de futurs mouvements sociaux ?

Source : *Mediabask.eus*

## Après de nouvelles prisons... des matons mieux payés !

La "matonnerie" est la 3<sup>ème</sup> force de sécurité de la France et comme le dit Eric Dupont-Moretti « la République doit être reconnaissante » ! Avant l'ouverture des nouvelles prisons (Voir CA 328 : « construire des prisons pour enrayer la criminalité c'est comme construire des cimetières pour enrayer une épidémie ») il manquerait déjà des matons ; 700 en 2022 si l'on en croit le syndicat national pénitentiaire-FO. Le vivier du recrutement est en train de s'épuiser. L'Etat a trouvé une solution : Les agents actuellement de catégorie C seront désormais fonctionnaires de catégorie B et les officiers passeront à la catégorie A. En fait leurs statuts s'aligneront

sur celui des flics et cette décision se justifierait par de nouvelles missions autre que l'ouverture et la fermeture des portes, les fouilles, ... Ils ne seraient plus des « porte-clés » mais des « surveillants-acteurs », rouage paraît-il essentiel du mécanisme de réinsertion et de lutte contre la récidive. Il va falloir que l'Etat s'assure sur le fait que pour être fonctionnaire de catégorie B, il faut être titulaire d'un baccalauréat, or, aujourd'hui, près de 40% des matons ne l'ont pas. Bon, cela ne devrait pas être un problème ! Mais qui va remplacer les matons de catégorie C pour porter les clés ? Des contractuels !

Source : *Le Monde*

## Rémi Fraisse : 46 000 euros, le prix d'une vie selon la justice

Le 26 octobre 2014, au matin, le corps du jeune écologiste de 21 ans est retrouvé, tué par l'explosion d'une grenade de la gendarmerie. Une munition « offensive », composée de TNT. Toute la nuit qui vient de s'écouler, des dizaines de grenades et de balles en caoutchouc ont été envoyées sur quelques grappes de manifestant-es écologistes qui défendent les ressources en eau. Malgré le combat acharné de la famille du jeune homme, ce crime d'Etat reste impuni. 9 ans plus tard, aucun gendarme n'a été condamné, et aucun ne le sera jamais. Les voies de recours pénales sont épuisées !

À l'automne 2021, le tribunal administratif de Toulouse, saisi par la famille, admettait la responsabilité de l'Etat. Contrairement à la procédure pénale, cette procédure n'attaque pas un ou des individus, par exemple le tireur de grenade ou sa hiérarchie, mais une institution, à savoir l'Etat. Ce tribunal a reconnu quand même que les institutions sont « civilement responsables des dégâts et dommages » cette nuit-là. Les magistrats ont appelé cela

une « responsabilité sans faute ». Un jugement en demi-teinte Comble de l'horreur, le tribunal souligne alors qu'il y a « une imprudence fautive commise par la victime de nature à exonérer partiellement l'Etat de sa responsabilité ». En clair, une personne tuée ou mutilée dans une manifestation l'a « un peu cherché », puisqu'elle était là. Elle n'avait qu'à rester chez elle.

La famille a fait appel, et le jugement final de toute cette affaire vient d'être rendu, en février 2023, 9 ans après les faits. Le tribunal confirme la « responsabilité sans faute » de l'Etat, qui devra indemniser la famille de Rémi Fraisse pour « préjudice moral ». 46.000 euros. Sur quelle base ? Avec quel barème ? Mystère. Les juges estiment que Rémi était « non violent » face aux gendarmes mais qu'il « s'est délibérément rendu sur les lieux des affrontements », et qu'il a donc commis une « imprudence » qui le rend co-responsable de sa mort. Les torts sont « partagés » entre la victime et l'Etat.

Sources : *France 3 - France Info*

# Royaume Uni un mouvement social mis en mode «veille»



**A**près une décennie de sommeil, l'ampleur des mobilisations de grève qui se sont succédées au Royaume Uni, démontre que la classe ouvrière est toujours présente. Un mouvement qui démasque les limites des bureaucraties syndicales britanniques.

## Le retour de la classe ouvrière

Voilà bien longtemps que le Royaume Uni n'avait vu des vagues de grève d'ampleur aussi dynamiques, et autant soutenues par l'opinion publique. Depuis l'été dernier, cheminots, télécoms, enseignants, soignants, postes, rail<sup>1</sup>... tous, toutes défilent dans les rues exprimant leur colère contre les salaires bloqués à minima, leurs conditions de travail, de vie, et la hausse des prix. Mais, ces volontés de lutte seront émietées au fil des semaines et des mois par les bureaucraties syndicales sans assemblées de grévistes et, avec des piquets de grève ne dépassant pas les 6 personnes - comme l'autorise la loi. Des piquets de grève tenus alors par les représentants syndicaux.

Le 1er février 2023, est appelée la plus grande (depuis au moins 10 ans) grève interprofessionnelle déclarée dans le pays. Près d'un demi-million de manifestants du public et du privé se réunissent pour réclamer des hausses de salaires alors que l'inflation générale est à plus de 13% mais avec des denrées à plus de 20% des prix quotidiens. Ce jour là, seul 11% des écoles ont ouvert leurs portes, nombre de liaisons ferroviaires ont été annulées... Selon la BBC, sur 500 000 enseignants recensés, 300 000 auraient débrayé ce même jour. Mais en face, la

réponse du gouvernement restait la même, exprimée par la ministre de l'éducation G. Keegan: « augmenter les fonctionnaires ne ferait qu'augmenter l'inflation ».

Par leur colère, les travailleurs ont imposé à leurs syndicats ces grèves et actions. Mais le mouvement est resté bien encadré par les bureaucraties qui ont tergiversé en organisant des journées d'action perlées<sup>2</sup>. Elles s'appliqueront à éviter une unification des luttes vers un rapport de force global nécessaire pour gagner tous ensemble. A ces grèves légales qui obéissent à la «strike bill»: une loi aux règles draconniennes encadrant les modalités de grève, des grèves sauvages éclatent parfois telle celle de chez Amazon qui a vu son plus grand dépôt bloqué par les grévistes. Mais il y a aussi eu des grèves plus éparées dans des lieux où les syndicats sont peu présents, le bâtiment, les Deliveroo (livreurs à vélo)... Ces grèves et débrayages ont un impact sur l'économie du Royaume-Uni, d'après le cabinet de conseil economic et business, les pertes sont estimées à 1% du PIB soit 1,7 milliards de livres. La grève des enseignants coûterait 20 millions de livres<sup>3</sup> par jour. Mais cela reste encore insuffisant pour alarmer les financiers, la bourgeoisie et faire plier le gouvernement.

## Les bureaucraties décrètent «la pause»

Dans l'enseignement supérieur où, outre les revendications communes à tous les salarié-es du Royaume-Uni, les personnels dénoncent aussi leur précarité accrue, le 13 février le syndicat UCU, et la direction entament des négociations ou du moins une première discussion. Peu auparavant, deux journées de grève ont eu lieu et d'autres actions sont prévues pour les semaines qui suivent. Or, peu après, le 17 février, la secrétaire générale du syndicat déclare -unilatéralement- une pause et tweete : « nous avons convenu d'une période de calme de deux semaines. Cela nous permettra de mener des négociations intensives dans le but de parvenir à un accord final ».

Dans la santé, des décennies de réductions de personnels, d'austérité et de privatisations ont laissé le système de santé britannique exsangue et sous financé de 30 milliards de livres. Pour soigner correctement la population, son financement devrait être de 3 058 livres par habitant. Or, il n'est que de 2 642 livres. Après la campagne «ap-

plaudir les soignants» lors de la crise du COVID, les gouvernants en sont à dénoncer les grévistes qui «mettent la vie des usagers en danger». Là aussi, alors que soignants et ambulanciers étaient massivement mobilisés avec une forte sympathie de la population, la bureaucratie a décidé d'annuler les journées de grève prévues début février, par les salarié-es du NHS - service national de santé. Et cela sans avoir obtenu d'offre préalable d'un rattrapage salarial de la part du gouvernement, sur la simple «ouverture» de concertations. Le syndicat GMB a annulé les journées du 6 et 8 mars laissant les ambulanciers concernés dans l'attente. UNISON, syndicat le plus important dans la NHS a suivi lui aussi. Le syndicat UNITE, la veille de la journée de grève agira de la même façon pour se joindre aux pourparlers.

Il en fut de même avec le Royal College of Nursing (syndicat des infirmières) qui annulera les actions déjà actées en vu des «pourparlers intentionnels» accordés par le ministère. Rappelons que ce secteur des soignants et ambulanciers tenait la première et plus grande grève depuis sa création voici 75 ans. Il est vrai que le ministère de la Santé et des Affaires Sociales venait, après maintes suppliques syndicales, d'ouvrir la porte des discussions à la condition que les «actions revendicatives soient annulées avec effet immédiat». Tandis que le gouvernement reste inflexible sur sa proposition de n'octroyer que 3,5% d'augmentation, voir moins, là où les organisations se contenteraient d'un 4% alors que les salariés demandaient 14% pour le rattrapage des salaires passés et le coût de l'inflation qui dépasse les 13% avec une flambée des prix de l'alimentation, des carburants etc. Pour faire passer « la pilule », les bureaucraties ont présenté cette rencontre comme une première victoire: « C'est un énorme changement de la part du gouvernement » mais hypocrites, sans doute par crainte d'un désaveu, elles appellent les salarié-es à se remobiliser nationalement pour le 15 mars.

## Collaboration de places contre lutte de classe

Dans ces marchés de dupes, les travailleurs n'ont sans doute pas encore pris conscience de leur force autonome, pas encore tracé leur voie pour trouver de perspective alternative. Encore en faiblesse, ils ne semblent pas en mesure d'imposer aux bureaucra-

1. «La classe ouvrière est de retour» Propos de D.Lynch, leader du puissant syndicat du Rail Maritimes et Transports (RMT). Il est non affilié au Parti Travailleiste.

2. Lire C.A n°327 février 2023 «Royaume-Uni une colère qui monte».

3. Une livre équivaut à 1,13 euro.

ties: la fin de toutes négociations au rabais faites à leur dépend, et la reprise des actions revendicatives avec des comités autonomes de base avec des représentants directement élus.

Mais, ces poussées de combativité de la base où se retrouvent syndiqués et non syndiqués ne sont pas sans poser problème aux bureaucraties. Comment freiner cette combativité sociale pour la canaliser dans un vote pour le parti travailliste selon l'objectif fixé par son actuel leader K. Starmer. ?

Le parti travailliste, dont les syndicats sont les principaux bailleurs de fonds et de cadres, ne veut surtout pas afficher de soutien aux grévistes. «Un parti qui veut gouverner ne va pas soutenir les grèves», a expliqué son leader K. Starmer. Et, preuve de sa responsabilité: lorsqu'un député travail-liste, membre du «gouvernement officieux» (shadow cabinet) s'est rendu sur un piquet de grève, il a aussitôt été démis de ses fonctions. Suivant l'exemple de Tony Blair<sup>4</sup>, les dirigeants travaillistes ne cessent de donner des gages de responsabilité à la bourgeoisie et au patronat. Pour cela, les principaux dirigeants syndicaux et travaillistes, placent l'essentiel de leurs espoirs dans cette alternance électorale qui

prochainement, les ramènerait aux affaires. Ils misent donc, pour cela, sur le mécontentement en cours parmi la population et sur le discrédit actuel des conservateurs. Il ne sera donc pas question de leur part de durcir la confrontation sociale.

La bourgeoisie conservatrice s'inquiète de cette agitation sociale et économique posée par le mouvement ouvrier sur le coût politique pour le parti, son gouvernement et son premier ministre R. Sunak. En effet cette politique d'austérité et de fermeté salariale, reprochée par l'opinion publique, mais soutenue par son électorat, inquiète d'autant plus les conservateurs, qu'ils ont déjà usé deux premiers ministres<sup>5</sup> en quelques mois, et voient le parti travailliste crédité de plus de 25 points d'avance sur lui. Et cela à moins d'un an des élections des députés.

### L'union des va t-en guerre

Au Royaume-Uni, les bureaucraties syndicales se sont donc rangées du côté de la bourgeoisie travailliste qui avec le gouvernement au pouvoir, prépare la guerre. Une guerre aux frontières de l'Europe en Ukraine contre la Russie de V. Poutine. Le Royaume-Uni n'est-il pas le premier pays euro-péen (hors U.E) à

soutenir et armer l'Ukraine !? Et l'autre guerre à venir en Asie, derrière les USA et au côté de l'Australie contre la Chine. Aussi, quand la bourgeoisie opte pour des budgets d'armement qui flambent, les financements sociaux se réduisent, régressent. Dans un tel contexte il est évident qu'elle est en passe de refuser tout compromis social. Les besoins pour «ses» guerres exigent une austérité stricte, une surveillance accrue des populations et une soumission sans contestation. Pour ce faire, elle poursuivra sa politique anti sociale, elle attisera le nationalisme, et elle durcira ses lois contre les immigrés, clandestins ou pas. Telle sera la mission d'un futur gouvernement, fut-il travailliste ou pas. Dans cette perspective, de paupérisation et de guerre, les luttes actuelles restent malgré tout un espoir pour renverser l'ordre établi par le capital. Aux travailleurs de reprendre le contrôle de leur lutte, de refuser l'enfermement syndical des bureaucraties pour défendre leurs intérêts de classe et veiller à ne pas se laisser berné par les illusions électorales de la bourgeoisie..

De Caen.12/03/2023

4. Tony Blair. Premier ministre du Royaume Uni de mai 1997 à juin 2007. Leader du parti travailliste puis chef du gouvernement britannique. Incarnant une gauche sociale démocrate de la 3eme voie: le blairisme - qui se convertira à l'économie de marché.

5. Boris Johnson: décembre 2019 à septembre 2022 et Lizz Truss du 6 septembre 2022 au 8 septembre 2022. Enquête emploi du temps de l'INSEE. Bien sûr, ce sont des moyennes entre actifs et inactifs, jours travaillés et jours fériés, ménages sans enfants et avec enfants, etc...

# Les bénéficiaires honteux de la SNCF

**E**n pleine lutte contre la réforme des retraites, les cheminot-es prouvent encore qu'ils sont à la pointe du mouvement par la reconduction de la grève depuis le 7 mars. Il faut dire qu'il y a de quoi avoir la haine contre leur employeur quand on voit que la SNCF annonce un bénéfice record de 2,4 milliards. Cet argent s'est fait sur le dos des travailleurs du rail, la direction a méticuleusement cassé le statut des cheminot-es ainsi que le service public qu'ils rendaient. Heureusement la résignation n'est pas là, aujourd'hui dans la reconductible mais aussi en décembre dernier dans la grève surprise de Noël qui a réussi à gagner.

**2,4 milliards d'euros, le bénéfice du crime et de la honte**

La direction de la SNCF l'a annoncé à grand renfort de publicité, l'entreprise a dégagé 2,4 milliards d'Euros de bénéfice en 2022. Un résultat obtenu par des mesures drastiques de réduction du personnel, de gains de productivité, de mise en danger des cheminots et des voyageurs. Quasiement aucun journaliste ne fait le lien avec (notamment) Brétigny dont le procès s'est pourtant achevé il y a peu de temps, ni avec les difficultés de circulation récurrentes, ou la grève des chefs de train, qui étaient en pleine mobilisation pendant cette annonce. Pourtant, les liens de cause à effet sont d'une aveuglante évidence.

**2,4 milliards le prix de la désorganisation ferroviaire**

Tous les usagers le savent, actuellement, personne ne peut être sûr qu'un train va réellement partir et si il arrivera, alors qu'il y a 40 ans, la fierté des cheminots était de faire circuler les trains à l'heure à 10 secondes près. Le matériel roulant, les infrastructures, rien n'est plus entretenu comme il faudrait, et il manque du personnel pour faire circuler les trains, ce qui se voit et se subit au quotidien. Depuis des décennies, la SNCF ferme des voies ferrées à la demande des différents gouvernements. Le dernier grand axe en date, la transversale Bordeaux-Lyon, heureusement reprise par la société coopérative Railcoop.

Un réseau de voies divisé par 2 depuis 1930, en baisse constante, la disparition des gares, passées de 8000 à 3000 actuellement (en comptant les points d'arrêt), tout cela sous prétexte d'un manque de rentabilité (ce qui ne devrait pas être la préoccupation d'un service public) poussent les gens vers la route, au moment où il faudrait les attirer vers le rail. Rappelons également que la fréquence de circulation des trains n'est jamais remontée au niveau avant confinement, notamment parce que la SNCF n'arrive plus à embaucher, mais aussi parce que le politique a exigé des économies.

Et si les usagers vivent des périodes de grèves à répétition, c'est la conséquence directe de cette politique qui pour dégager du bénéfice à tout prix,

empêche toute négociation avec une direction qui, elle, tire les marrons du feu, il suffit de voir les primes d'objectif de 300 000€ des cadres de Géodis (groupe SNCF) dénoncées par les grévistes en janvier 2022, fiches de paye à l'appui.

La récente grève des contrôleurs vient de cette situation de blocage d'une direction dont l'attrait pour le tableau Excel est proportionnel à la prime d'objectif et avec tout le mépris pour les agents qui accompagne la démarche.

### **2,4 milliards le prix du risque ferroviaire**

Alors que la justice vient de constater la responsabilité de la SNCF dans l'accident historique de Brétigny il y a quelques semaines, personne ne semble faire la relation entre ces 2,4 milliards et le délabrement généralisé du réseau. Pourtant, la condamnation à 350 000€ est bien due au constat d'une « carence de surveillance » et d'une « défaillance de contrôle », avec une « récidive caractérisée ». Mais, tout le monde applaudit au bénéfice annoncé environ un mois plus tard.

Les incidents se multiplient partout liés à la vétusté des infrastructures, ou à la circulation de trains d'opérateurs privés, encore moins rigoureux que la SNCF sur la sécurité. La direction de la SNCF multiplie les économies depuis 30 ans sur l'entretien préventif et en même temps, doit faire circuler des trains pour éviter les pénalités de l'État ou des régions, statistiquement, les risques ne peuvent que s'aggraver. Le président de SNCF Réseau a démissionné en 2016, après Brétigny, officiellement pour raisons personnelles. Le peuple grec a réagi différemment après la catastrophe du 28 février dernier et le lien de cause à effet avec la privatisation a été immédiatement établi.

### **2,4 milliards le prix de la souffrance des cheminots**

Le nombre de cheminots salariés par la SNCF ne cesse de chuter, 119 000 actuellement, rendant les conditions de travail de plus en plus insupportables et notamment avec des contacts avec les voyageurs de plus en plus conflictuels puisque pour faire passer la pilule des multiples restructurations et de la réforme du ferroviaire, il fallait salir l'image des cheminots.

Une pression psychologique constante sur les agents pour imposer l'absurde, l'inacceptable et faire taire les récalcitrants et qui provoque des burn-out en série, des inaptitudes, voire pire avec le suicide d'Edouard Postal, le 10 mars 2017.

La SNCF pousse ses agents à la démission, à un rythme encore jamais

vu, se débarrasse des travailleurs handicapés, monte des fichiers illégaux pour lister les agents « poly-absents » notamment. Globalement, l'entreprise met ses agents en souffrance, et sans que ces derniers tirent un bénéfice financier de ces mesures absurdes visant à gagner en productivité. Quelques semaines seulement après le procès en appel des conséquences de la « transformation » de France Télécom, le gouvernement reproduit et persiste dans une politique semblable à la SNCF - et dans d'autres services publics, bien entendu.

Il s'agit donc d'une récidive de maltraitance à l'encontre de salariés du service public. Aujourd'hui, le statut d'agent SNCF va disparaître alors qu'il permettait de fidéliser des agents dont l'entreprise paye la formation (80 000€ environ pour un agent de conduite), et les résultats sont les démissions et les difficultés d'embauche qui provoquent des suppressions de train, directement ou indirectement.

### **2,4 milliards un bénéfice qui masque un déficit**

Tout d'abord, une étude de 2017 estime que le coût des retards de train est de 1,5 milliard par an pour l'économie française, ce qui relativise déjà les 2,4M. Pour arriver à renouer avec le bénéfice, il a fallu descendre à 119 000 cheminots aujourd'hui et donc creuser le déficit de la caisse de retraite, faute de cotisations suffisantes pour payer les pensions des retraités, que l'état abonde à hauteur de 3,2 milliards par an. Alors que la caisse de retraite pourrait être à l'équilibre avec un nombre de cotisants suffisant si la SNCF n'avait pas privatisé des pans entiers de son activité.

À cela, il faut ajouter les 25 milliards par an que coûte l'entretien des routes, alors que le prix pourrait être bien inférieur si la SNCF n'avait pas saboté le transport de marchandises par le rail, car ce sont les poids lourds qui abîment le plus les routes. Sans compter les différentes primes récentes pour le carburant (chèque de 100€ pour les gros rouleurs etc), puisque la politique du tout routier nous a rendu totalement dépendants de la route. C'est la route qui demande un coût social exorbitant avec, pour simple exemple, entre 50 et 60 000 blessés et tués par an, contre moins de 200 pour le rail, et c'est la sécurité sociale qui prend en charge ces blessés (chiffres DATALAB). Sans compter que cette politique du tout routier va complètement à l'encontre des intérêts de la population en matière d'environnement et de réchauffement climatique.

Il est donc évident que d'un point de vue purement financier, ces 2,4 milliards de bénéfice coûtent en réalité, des dizaines de milliards à la popula-

tion. Un basculement vers le rail avec plus de trains de voyageurs et de marchandises ferait baisser le prix de chaque circulation et le coût social lié aux nuisances et à l'entretien des routes, avec une caisse de retraite à l'équilibre. Pour le coup, un service public qui ne serait pas forcément bénéficiaire en lui-même, mais qui amènerait un bénéfice social général.

### **2,4 milliards le dogme absurde d'une pseudo rentabilité du service public**

Avec des conséquences, cette fois, sur la sécurité des usagers, la santé publique et le réchauffement climatique, il est évident que cette rentabilité forcée n'est pas du tout une réussite. Le dogme de la privatisation des services publics implique une réussite financière pour un gouvernement capitaliste, mais l'on voit bien que même cette dimension, censée être maîtrisée par la classe dirigeante, est en réalité un mensonge.

Il est évidemment, inadmissible que de telles transformations sociales (présentées comme positives puisque la SNCF est bénéficiaire) ne fassent pas l'objet d'un choix éclairé de la population.

La réussite d'un service public comme le rail doit passer par une plus grande fréquentation, donc attirer les voyageurs par une régularité et des conditions de transport de qualité, sans recherche de rentabilité à tout prix, pour gagner le pari de la transition écologique, complètement méprisé par le gouvernement. D'ailleurs, actuellement, les associations d'usagers reconnaissent toutes que le rail est l'avenir pour son impact environnemental inférieur à la route pour des performances et une sécurité supérieures et la population est favorable à une véritable alternative à la route pendant que le pouvoir politique sabote le rail.

Très récemment, Macron lance un grand plan pour le rail avec 100 milliards d'investissement d'ici 2040, soit 5,9 milliards/ an, ajoutés aux 15 milliards/ an actuels pour le rail, on est encore loin des 25 milliards/ an injectés dans le réseau routier. En réalité, la réforme du ferroviaire de 2018 qui prépare la privatisation par appel d'offre prive la population d'un outil d'aménagement du territoire qui permettait une transition écologique du transport. C'est pourquoi, il est indispensable que les services publics soient gérés collectivement par les travailleurs du secteur et les usagers avec une véritable vision à long terme des tenants et des aboutissants.

*Eric Bezou, mars 2023*

**P**endant les luttes contre la contre-réforme des retraits, les luttes pour des augmentations de salaires, pour améliorer les conditions de travail, contre les licenciements, les délocalisations ... continuent. Elles n'ont d'écho que dans la presse locale ou « régionale »<sup>1</sup>, mais cette persistance donne une idée de la colère sociale profonde qui doit se donner les moyens de se coordonner...

Aller renforcer les actions engagées par les secteurs les plus combattifs est une bonne façon de (re)tisser des liens professionnels et interprofessionnels.

*1 - France Bleu et France 3 nous ont bien aidé pour cette rubrique.*

## **Guadeloupe : fin de conflit social chez EDF après 2 mois de grève.**

EDF PEI Pointe Jarry, a accepté "à la demande du Ministre des Outre-mer, ... d'allouer la somme de 560.000 euros destinée au versement d'une indemnité globale forfaitaire et exceptionnelle". Le syndicat CGT demande également "l'égalité de traitement salarial pour les intérimaires le temps de leur mission chez EDF PEI". EDF PEI emploie 106 agents en Guadeloupe.

## **Les employés du Mc Donald d'Aix-les-Bains en grève pour dénoncer leurs conditions de travail**

Des rats et des cafards au McDonald's d'Aix-les-Bains (Savoie). C'est ce que dénonçaient samedi 18 février les salariés du restaurant. Ils se sont mis en grève, sans déposer de préavis, et se sont rassemblés devant le restaurant dans la matinée.

## **Usine sous-traitant de Volvo menacée de fermeture en Ardèche : les ouvriers se mettent en grève.**

Un mouvement de grève a commencé à l'usine Plastic Omnium d'Andance (Ardèche), à l'appel de l'intersyndicale. La perte d'un marché capital pour l'activité de l'entreprise leur fait craindre la fermeture de l'usine à l'horizon 2027.

## **Fonderie Castmetal dans le pays de Montbéliard : la grève se poursuit.**

Les salariés de Castmétel sont en grève depuis le 14 février dernier. Ils refusent les 4,2 % d'augmentation générale proposée cette année par leur Direction et réclament 200 euros de hausse de salaire immédiate. Trente employés sur quatre-vingt ont cessé leur travail durant six jours, soit la presque totalité des opérateurs de la fonderie Castmétel.

## **Nucléaire : grève contre la disparition de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire**

Les salariés de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), qui délivre des avis scientifiques indépendants sur l'état des centrales, se sont mis en grève le 28 février contre la disparition de leur institut prévue par le gouvernement. Une nouvelle mobilisation est prévue en mars.

En pleine relance du nucléaire civil français et de son opérateur principal, EDF, le gouvernement a dévoilé le 8 février son intention de supprimer l'IRSN, vigie et expert du risque radiologique, ajoutant qu'il s'agissait de "fluidifier les processus d'examen". Selon le projet, experts, techniciens et scientifiques de l'Institut rejoindraient l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), et celles du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).



## **Grève à la SEMINTAN Nantes**

Le conflit porte sur les salaires, au moment où se tiennent les négociations annuelles. La direction propose 4% de hausse, insuffisant aux yeux des syndicats CFDT et FO qui appellent à la grève.

## **Arcelor Mittal**

a été condamné en appel pour discrimination à l'encontre de 7 syndicalistes CGT.

## **Action syndicale « coup de poing » de la CGT Energies à Saint-Chamond.**

Des agents de la CGT Energies ont coupé la liaison du "poste de transport gaz" de Saint-Chamond (Loire) mardi en soutien à leurs anciens collègues de RTE poursuivis pour être intervenus de la même manière sur le réseau électrique. Une action symbolique mais aussi une façon de mettre la pression.

## **Grève spontanée de salariés de l'automobile à Brive en pleine négociation sur les salaires**

Les salariés de l'équipe de nuit d'Eurocast, (site de production de pièces en aluminium pour l'automobile) ont spontanément débrayé le mercredi 1er mars à 6 heures pour manifester leur désaccord face aux propositions d'augmentation de salaires faites par la direction dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. Selon la CGT, 95% des salariés du site corrézien ont cessé le travail.

## **Chinon**

150 agents EDF envahissent le CSE de la centrale nucléaire pour manifester leur opposition à la réforme des retraites.

## **Première grève depuis 20 ans chez Saviel à Tain-l'Hermitage (Drôme) pour les salaires**

Les 150 salariés de l'usine Saviel de Tain-l'Hermitage (Drôme) étaient appelés à un débrayage de deux heures le 3 mars par le syndicat Force Ouvrière. Une cinquantaine ont effectivement manifesté devant le site entre 7h et 9h.

## **Le géant sucrier Tereos veut supprimer 120 emplois près de Cambrai... et ailleurs**

Selon une source syndicale, la direction du géant sucrier français Tereos a annoncé la suppression de 123 emplois CDI sur le site d'Escaudœuvres, près de Cambrai et une trentaine d'emplois dans la Marne. Le groupe Tereos a aussi annoncé le mercredi 8 mars réorganiser son activité industrielle en France. Il compte fermer sa distillerie de Morains dans la Marne, ainsi que chercher un acquéreur pour son site de transformation de pommes de terre féculente à Haussimont.

## **Mouvement des inspecteurs de l'URSSAF pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse des salaires**

Un peu partout en France, les inspecteurs de l'Urssaf se sont mobilisés. Un mouvement rarissime pour réclamer de meilleures conditions de travail et une hausse de leur rémunération.

## **Environ 300 manifestants à Caudry contre les menaces de fermeture de 2 usines différentes de l'agroalimentaire**

Les salariés de l'usine Buitoni de Caudry manifestaient le 13 mars devant le site menacé de fermeture. Ils ont été re-

jointés par des salariés de la sucrerie Tereos d'Escaudœuvres, inquiets pour leurs emplois.

## **Le magasin Castorama de Béziers occupé toute la nuit par des salariés CGT pour réclamer des augmentations de salaires**

Trois autres établissements en France étaient touchés au même moment dont celui de Marseille. Les employés ont mené cette action pour réclamer une augmentation de salaire à hauteur de 200 euros brut alors que la direction n'en propose que 37 (net). "Aujourd'hui nous avons des salariés qui font des crédits à la consommation pour remplir leur frigo. Ce n'est plus concevable alors que le groupe dégage des profits de plusieurs millions d'euros" explique le représentant de la CGT.

## **282 salariés de l'ex-fonderie SAM se battent maintenant devant les prud'hommes**

C'est la suite du combat des salariés de la fonderie SAM : un dossier emblématique en Occitanie de la désindustrialisation de la France. Les 282 ex-salariés de la Société aveyronnaise de métallurgie (sous-traitant de Renault) se battent maintenant devant les prud'hommes pour leurs indemnités de licenciement.

**D'autres grèves et actions ont eu lieu** : les salariées des jardineries Truffaut, des parfumeries April Beauty, des Galeries Lafayette, d'Alto (transports urbains - Alençon), à l'EHPAD à Pessac en Gironde(demandes de nouvelles embauches)...





# INSUBORDINATION SALARIALE INTERNATIONALE



## États-Unis : les travailleurs de Tesla à Buffalo se syndiquent, avec l'aide des syndicalistes de Starbucks

Aussitôt connue la démarche des travailleurs et travailleuses, la directin de Tesla a procédé à des licenciements.

Les travailleurs de la « Gigafactory » de Buffalo, qui saisissent des données pour le programme de conduite autonome de Tesla, affirment qu'ils sont soumis à des contraintes de temps au travail et qu'ils sont surveillés par l'entreprise, qui suit leur productivité par le biais des frappes au clavier. Les travailleurs disent que ces pressions conduisent les employés à sauter les pauses toilettes. « Les gens en ont assez d'être traités comme des robots », a déclaré un membre du comité d'organisation du syndicat.

Les travailleurs recherchent une meilleure stabilité d'emploi, des salaires plus élevés et moins de pressions de productivité de la part de l'entreprise, qui appartient au milliardaire conservateur Elon Musk. Ils cherchent à syndiquer environ les 1 000 travailleurs de la fabrication à la Gigafactory et ont reçu des conseils de responsables de la campagne de syndicalisation chez Starbucks comme Jaz Brisack, qui, selon les autorités, a été illégalement licencié par Starbucks pour son engagement syndical l'année dernière.

## Iran : déclaration portant sur les revendications présentes d'organisations indépendantes syndicales et civiles d'Iran<sup>1</sup>

Extrait de la déclaration

[...] Nous, les organisations syndicales et civiles signataires de la présente déclaration, nous concentrons sur l'unité et la construction de liens entre mouvements sociaux et revendicatifs, et sur la lutte contre la situation inhumaine et destructrice actuelle. [...]

1 – Libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques, interdiction de criminalisation des activités politiques, syndicales et civiles, jugement public des commanditaires et agents des répressions des protestations populaires ;

2 – Liberté sans condition d'opinion, d'expression, de pensée, de presse, d'organisation, de groupes locaux et nationaux syndicaux et populaires, de rassemblement, de grève, de manifestation, de réseaux sociaux et de médias audiovisuels ;

3 – Abolition immédiate de la peine de mort, de la loi du talion et interdiction de toute sorte de torture physique et psychologique ;

4 – Établissement immédiat de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes dans tous les domaines politique, économique, social, culturel, familial. Abolition immédiate de toutes les lois et formes d'exclusion contre les appartenances sexuelles et reconnaissance de la communauté LGBTQ+. Décriminalisation de toutes les tendances et appartenances sexuelles et respect sans condition de tous les droits des femmes pour contrôler leur corps et leur destinée, interdiction du contrôle patriarcal ;

5 – Non-intervention de la religion dans les lois politiques, économiques, sociales et culturelles : la religion est une affaire personnelle ;

6 – Renforcement de la sécurité des lieux de travail et de l'emploi. Hausse immédiate des salaires des ouvriers, enseignants, fonctionnaires et de tous les travailleurs actifs et retraités, par la présence, l'intervention et l'accord des représentants élus d'organisations indépendantes et nationales ;

7 – Suppression des lois basées sur l'exclusion, l'oppression nationale, religieuse, et création des institutions adéquates pour soutenir et distribuer justement et également les moyens publics pour le progrès culturel et artistiques dans toutes les régions du pays, et mise en place des moyens nécessaires et identiques pour tous, pour l'apprentissage et l'éducation de toutes les langues existantes dans le pays ;

8 – Suppression des organes de répression, limitation des prérogatives de l'État et intervention directe et permanente de tous dans l'administration des affaires du pays par les conseils de quartier et nationaux. Révocabilité de tout responsable gouvernemental ou autre à tout moment, ce qui doit être un droit de base de tous les électeurs ;

9 – Confiscation des fortunes de toutes les personnes morales ou physiques, des organes étatiques, semi-étatiques et privés qui pillent directement ou par la rente gouvernementale les biens et richesses sociales du peuple d'Iran. Le montant des confiscations doit être utilisé immédiatement pour la modernisation et refondation de l'éducation nationale, des caisses de retraites, de l'écologie et des besoins des populations des régions d'Iran qui ont beaucoup souffert sous les deux régimes islamique et monarchique ;

10 – Fin des destructions écologistes, application des politiques fondamentales pour la reconstruction des structures écologiques détruites depuis un siècle et restitution à la propriété publique de toutes les parties de la nature qui ont été privatisées, entre autres les

pâturages, les plages, les forêts et les montagnes ;  
11 – Interdiction du travail des enfants et garantie pour leur vie quotidienne et pour leur éducation, indépendamment de la situation économique et sociale de leurs familles. Création d'assurances chômage et d'une sécurité sociale fortes pour toutes les personnes en capacité de travailler ou non. Gratuité de l'éducation et du système de santé pour toutes et tous ;

12 – Normalisation des relations extérieures au plus haut niveau avec tous les pays du monde, basée sur des relations justes et le respect réciproque. Interdiction des armes atomiques et efforts pour la paix mondiale.

Nous pensons que les revendications de base ci-dessus sont réalisables immédiatement, étant donné les ressources réelles et potentielles du pays, une population consciencieuse et capables, des jeunes et adolescents qui ont la conviction de pouvoir avoir une vie décente, gaie et libre. Ces revendications sont les axes généraux des signataires. Il est évident que la poursuite de la lutte et de la solidarité nous permettront d'apporter plus de précisions.

<sup>1</sup>. Déclaration complète sur le site de l'OCL ou de laboursolidarity

## Russie : les livreurs réclament notamment l'introduction de contrats de travail<sup>1</sup>

e dernier épisode de la lutte des livreurs de repas en Russie a été une grève de cinq jours qui s'est déroulée du 20 au 25 décembre 2022. Selon le syndicat Kuryer, qui a organisé l'action, environ 3 800 livreurs dans plus de quinze villes ont participé à la grève. Les travailleurs ont adressé leurs revendications au géant russe de la technologie Yandex, dont le service de livraison de repas, Yandex.Eats, s'est assuré un quasi-monopole sur le marché de la livraison de repas dans le pays après avoir racheté son principal concurrent, Delivery Club, en septembre 2022.

La grève présente des similitudes avec les conflits avec des entreprises comme UberEats et Deliveroo dans d'autres pays européens. Les livreurs, qui sont officiellement des travailleurs indépendants, réclament notamment l'introduction de contrats de travail avec Yandex, ainsi qu'une amélioration des salaires et des conditions de travail. Pendant la grève, des milliers de livreurs ont refusé de prendre des commandes via l'application mobile Yandex.Eats, perturbant ainsi le service dans plusieurs villes.

Le syndicat des coursiers a également appelé les grévistes à « saboter le travail » des restaurants partenaires de Yandex en formant des files d'attente et en bloquant les caisses aux clients.

<sup>1</sup>. Plus d'infos sur laboursolidarity.org/fr

Ainsi qu'un autre texte de syndicalistes Ukrainiens :  
La lutte de classes ne s'arrête pas pendant la guerre



grèves et piquets, Iran, 2023

Nous vous invitons à nous transmettre les informations directes, nationales comme internationales dont vous disposez pour alimenter cette rubrique :  
insubordinationsalariale  
@protonmail.com

# Mégabassines : l'État entre en guerre pour privatiser l'eau

**L**e samedi 25 mars dernier à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres, la mobilisation contre les réservoirs de substitution -les mégabassines - a atteint des sommets, par le nombre de manifestant-es, leur détermination, mais aussi par l'intensité de la répression déployée contre les « éco-terroristes » fantasmés par Darmanin.

**Quoi de neuf depuis le 29 octobre 2022?**

Dans Courant Alternatif n°324, nous décrivions la précédente mobilisation à Sainte-Soline, avec 8 000 manifestant-es. Depuis il y a eu les propos du ministre de l'Intérieur, Darmanin, sur les « éco-terroristes » à combattre et ceux du ministre de la Justice, Dupond Moretti, enjoignant aux parquets la plus grande sévérité contre les activistes de terrain. Ça n'annonçait rien de bon.

Sous la droite ou la gauche l'Etat français ménage traditionnellement le lobby agricole productiviste représenté par la FNSEA et défend ses intérêts. On se souvient comment Ségolène Royal avait reculé rapidement face à la mobilisation des légumiers finistériens contre les portiques de taxation des transports en camions -le mouvement des Bonnets Rouges- recul qui avait coûté quelques milliards à l'Etat. Même sort pour l'interdiction du glyphosate (alias Roundup), exigée par Bruxelles mais balayée en deux semaines par les betteraviers industriels qui risquaient de voir leurs récoltes compromises par des pucerons. Ou bien le label bricolé « Agriculture raisonnée », destiné aux producteurs traditionnels français pour entamer les parts de marché des bios, pomper leurs subventions et saper leurs efforts. Ou bien la tolérance compréhensive à l'égard du laitier Besnier, leader mondial, vendant du lait maternisé à la salmonelle, ou encore de la coopérative bretonne Triskalia prête à empoisonner ses salariés comme le bétail de ses coopérateurs en leur refourquant des aliments arrosés aux pesticides frelatés. Etc.

**Décourager le mouvement avant qu'il ne fédère les autres luttes et déborde**

Pour les mégabassines, l'Etat se devait d'utiliser tous les moyens pour casser la rapide poussée du mouvement d'opposition à cet accaparement des ressources hydrauliques par 6% des agriculteurs, les plus gros et les plus productivistes. Le 25 mars, l'Etat alignait 3 200 gendarmes pour 6 000 manifestant-es attendu-es... Deux jours plus tôt à Paris face à 800 000 ma-

nifestants contre la casse des retraites, il alignait 5 000 forces de l'ordre : ces chiffres illustrent bien l'effort déployé à Sainte-Soline pour défendre jusqu'au bout un vulgaire trou de 10 hectares destiné à devenir une réserve d'eau. Et bien autre chose derrière.

Malgré l'interdiction de manifester décidée par la Préfecture des Deux-Sèvres, le collectif d'organisations<sup>1</sup> du rassemblement arrivait à implanter un campement à proximité de la zone rouge incluant la bassine en construction. Ce sont 30 000 opposant-es qui ont fait le déplacement, 4 fois plus que lors de la manifestation précédente, et la fête aurait pu être belle.

Mais le 25 mars, le cortège n'arrivera pas à entrer sur le terrain comme le 29 octobre. Une grêle de grenades lacrymogènes et de désencerclement, de tirs de flash-ball s'abat sur la foule harcelée par des gendarmes montés sur des quads version rurales des BRAV-M<sup>2</sup> qui terrorisent les zones urbaines. 4 000 grenades tirées en près de deux heures, occasionnant plus de 200 blessé-es, dont certain-es très graves, puisque 2 sont toujours dans le coma avec un pronostic vital engagé, et que plusieurs autres subissent des lésions fonctionnelles définitives. Entre autres parce que les secours auront été entavés. (cf communiqués ci-après).

Dans le contexte de la mobilisation contre la réforme des retraites qui dure depuis deux mois et connaît également un durcissement avec des affrontements dans plusieurs villes, cette réponse de l'Etat à l'opposition aux bassines reproduit les schémas d'autres luttes contre des grands projets, aéroport, centrales nucléaires. Derrière le dispositif électoral prétendument démocratique, les choix importants de modèles économiques ne sont pas discutables. Seul un rapport de forces peut faire reculer les modèles productifs et destructeurs qui tournent au bénéfice de la classe capitaliste. L'Etat le sait et a décidé de ne pas le laisser s'installer.

**L'ordre républicain en marche**

Le déferlement de la violence d'Etat qui s'est abattu sur les manifestant-es ce 25 mars à Sainte Soline donne une idée de la conception de l'ordre républicain revendiqué par le Président



Macron. Force doit rester à la loi, quoiqu'il en coûte, et aussi dérisoires que soient les enjeux. La surenchère répressive et violente de l'Etat vise à faire mal et à faire peur pour éteindre toute contestation en acte de l'ordre social qu'il impose.

Engagé dans un rapport de force avec la société qui ne veut ni de sa réforme des retraites, ni de ses projets d'intensification de l'exploitation du travail ou de la planète, l'Etat démocratique dévoile son vrai visage. Celui du bras armé de la classe capitaliste qui a renoncé à tout compromis social pour n'affirmer que la force brute de la répression contre toute forme de contestation. Et l'annonce du projet de dissolution des Soulèvements de la Terre par le Ministre de l'Intérieur n'en est que la dernière facette à l'heure où nous mettons sous presse.

Le pari de Macron est toutefois très risqué. S'il parvient à effaroucher l'opinion en agitant les hordes de fiché S qui menacent la démocratie et le bien commun pour créer, avec le Rassemblement national, une union sacrée pour la guerre de classes qu'il alimente depuis 5 ans il aura gagné. Mais les constats de bon sens qui émergent un peu partout en déclarant que l'Etat ne laisse d'autre voie que la révolte et la rage pourraient bien s'avérer favorables à ceux et celles qui affirment courageusement qu'il n'y a d'autre solution qu'une révolution.

A suivre...

Nantes- Saint-Nazaire, le 29/03/2023

1. BNM, collectif Bassines Non Merci; SDLT: Les Soulèvements de La Terre ; La CONF': La Confédération Paysanne.

2. BRAV-M, Brigade de répression de l'action violente motorisée, unité de « voltigeurs » dissoute en 1986 après l'assassinat de Malik Oussekiine, et recréée en 2019 pour casser du Gilet Jaune.

## COMMUNIQUE AU SUJET DE S., CAMARADE AU PRONOSTIC VITAL ENGAGÉ A LA SUITE DE LA MANIFESTATION DE SAINTE-SOLINE

Samedi 25 mars à Sainte Soline, notre camarade S. a été atteint à la tête par une grenade explosive lors de la manifestation contre les bassines. Malgré son état d'urgence absolue, la préfecture a sciemment empêché les secours d'intervenir dans un premier temps et d'engager son transport dans une unité de soins adaptée dans un second temps. Il est actuellement en réanimation neurochirurgicale. Son pronostic vital est toujours engagé.

Le déferlement de violences que les manifestants ont subi a fait des centaines de blessés, avec plusieurs atteintes graves à l'intégrité physique comme l'annoncent les différents bilans disponibles. Les 30 000 manifestants étaient venus dans l'objectif de bloquer le chantier de la méga-bassine de Sainte-Soline, un projet d'accaparement de l'eau par une minorité au profit d'un modèle capitaliste qui n'a plus rien à défendre sinon la mort. La violence du bras armé de l'Etat démocratique en est la traduction la plus saillante.

Dans la séquence ouverte par le mouvement contre la réforme des retraites, la police mutile et tente d'assassiner pour empêcher le soulèvement, pour défendre la bourgeoisie et son monde. Rien n'entamera notre détermination à mettre fin à leur règne. Mardi 28 mars et les jours suivants, renforçons les grèves et les blocages, prenons les rues, pour S. et tous les blessés et les enfermés de nos mouvements.

Vive la révolution.

Des camarades de S.

**PS : Si vous disposez d'informations concernant les circonstances des blessures infligées à S., contactez-nous à : s.informations@proton.me**

*Nous souhaitons que ce communiqué soit diffusé le plus massivement possible.*

### En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessés de Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières.

La brutalité concomitante de la réponse d'État à la poursuite du mouvement des retraites et à la mobilisation de Sainte-Soline est en train de marquer au fer rouge l'histoire du pays. Elle appelle aujourd'hui à faire front ensemble.

Face à l'inaction climatique du gouvernement, à son soutien intangible à des lobbys industriels écologiques et à l'aggravation flagrante de la crise écologique, le mouvement contre les méga-bassines a, ces derniers mois, offert une prise. Si le peuple de l'eau, plus nombreux que jamais à braver les interdictions préfectorales, est allé de nouveau jusqu'au chantier de la bassine de Sainte-Soline le 25 mars ce n'était pas par goût inconsidéré du risque. Tout ce qui a été dit sur les soi-disantes motivations obscures des manifestant-es par Darmanin et consorts avant et après la mobilisation est à cet égard une profonde insulte à l'engagement des 30 000 personnes qui se sont rassemblées samedi. Si depuis un an et demi, ces foules grandissantes ne se contentent plus de défiler mais recherchent des gestes ad hoc pour freiner concrètement certains chantiers, pour empêcher le pillage de l'eau ou des terres, c'est bien parce qu'il y a une urgence vitale à agir. Et ce sentiment d'urgence ne fera qu'augmenter tant que l'on continuera à construire dans ce pays des infrastructures dont les conséquences sont telles qu'elles incarnent une violence écologique et sociale qui n'est plus aujourd'hui tolérable.

Cet élan vital, E. Macron l'a accueilli samedi avec une pluie de grenades létales, 4000 en 2h. Alors que 30 000 personnes s'approchaient d'un trou grillagé que l'État avait transformé en symbole de son autorité, 200 personnes ont été percées d'éclats dans leurs chairs, 40 gravement. L'une a perdu l'oeil, d'autres se sont faits arracher la mâchoire ou risquent de perdre le pied. Deux sont toujours aujourd'hui dans le coma, entre la vie et la mort. Comme à Malville face à la déferlante anti-nucléaire en 77 ou à Sivens en 2014 face à l'éclosion des zads en divers endroits du pays, l'État français a choisi délibérément le 25 mars de se donner sciemment la possibilité de tuer.

### Ce 25 mars, le gouvernement Macron a tenté de faire taire un espoir politique par la mutilation de masse.

Il a ainsi affirmé brutalement que la montée en puissance du mouvement de défense de l'eau ne pouvait qu'être considérée comme un affront into-

léral à son égard. Depuis des années, ce mouvement réitère pourtant les demandes d'ouverture d'un réel dialogue avec les habitant-es des territoires, les paysan-nes, les associations environnementales. La seule réponse gouvernementale à ces issues au conflit aura été est la terreur. Cette violence sourde face au mouvement écologiste est la même que le gouvernement Macron a déployé pour mater les gilets jaunes en 2019 et aujourd'hui contre le peuple qui persiste à refuser sa réforme injuste des retraites. C'est aujourd'hui cette réduction du champ politique à la grenade, ces cowboys en roue libre en quad ou en moto qui vont jusqu'à inquiéter les institutions internationales. A cette violence de rue, Darmanin ajoute aujourd'hui la persécution légale des mouvements organisateurs avec l'engagement d'une procédure de dissolution à l'encontre des Soulèvements de la terre.

De Sainte-Soline, ce week-end nous retenons heureusement aussi les tracteurs paysans qui déjouent les escortes de police, le camp qui surgit des champs au milieu du dispositif, les camarades des 4 continents, les animaux géants et les danses, la foule de tout âge qui serpente les champs à l'infini, son courage, sa solidarité inouïe face à l'adversité. Toute cette force est encore en nous et nous la retrouverons. Mais elle est aujourd'hui profondément entachée par les chairs mutilées, par ces vies encore en suspens. C'est pour nos blessé-es, pour leur rendre hommage, appui, pour que cela cesse qu'il y a un impératif à se retrouver de nouveau dans la rue. Non pas concentrés sur une même prairie cette fois. Mais partout dans le pays, devant les préfetures. Bien plus nombreux et nombreuses encore.

Alors que nous continuons à manifester contre la réforme des retraites, alors que nous continuerons à converger pour arrêter les méga-bassines, nous appelons à nous rassembler: jeudi à 19h devant toutes les (sous)-préfectures. En soutien aux 2 manifestants dans le coma, aux blessés de Sainte-Soline et du mouvement des retraites, pour la fin des violences policières, pour la dissolution de la BRAV-M et l'interdiction des grenades GM2L.

Pour que celles et ceux qui étaient là de toute la France puissent dire et témoigner. Parce que le gouvernement est triplement coupable : d'avoir lancé des grenades létales, de l'avoir prémédité, et d'avoir ensuite obstrué l'arrivée des secours. Montrons leur massivement jeudi que nous ne les laisserons pas étouffer l'espoir à coup de grenades. Que nous sommes là. Toujours.

*Confédération Paysanne - Bassines Non Merci - Les Soulèvements de la terre, les organisateurs de la mobilisation du 25 mars à Sainte-soline et toutes les organisations sociales, syndicales, et associations qui souhaiterons s'y associer.*



## La logique criminelle des secours entravés

Samedi 25 mars, S. a été blessé par un tir de grenade alors qu'il participait à la manifestation contre la construction des mégabassines, à Sainte-Soline. Entre 13h15 et 14h50, diverses personnes ont demandé l'intervention des secours pour l'évacuer rapidement, étant donné son état de « gravité absolue ». Il y a eu au moins 7 appels au SAMU et 3 appels au 112. À deux reprises au minimum, l'opérateur SAMU a répondu qu'il avait eu l'ordre du commandement de la gendarmerie de ne pas intervenir. À 14h50, un médecin urgentiste présente dans la manifestation a demandé un hélicoptère pour cette urgence absolue. Une ambulance du SAMU a fini par arriver à 15h10, et l'état de S. ne permettant pas son déplacement, il n'est parti qu'à 16h10, après avoir été intubé et ventilé. Il s'est ainsi déroulé plus d'une heure trente entre le premier appel au SAMU faisant état d'une « urgence absolue » et l'arrivée de l'ambulance.

Ensuite, quoique au courant de « l'état d'urgence absolue » du blessé, et alors qu'il n'y avait pas d'autres blessés graves parmi les manifestants, le SAMU a décidé de garder l'ambulance sur place et il a emmené S. au poste médical avancé de la Pommeraie, près de Ruffec, au lieu de le conduire directement au CHU de Poitiers - ce qui aurait fait gagner du temps dans sa prise en charge par des soignants.

Un avocat présent au poste médical de la Pommeraie a vu l'hélicoptère du SAMU décoller à 17h10 vers Poitiers.

Il s'est donc passé au minimum 3h40 entre le premier appel au SAMU et l'arrivée de S. au CHU de Poitiers.

Aussi, les parents de S. ont décidé de porter plainte.

S. est toujours dans le coma, avec « pronostic vital engagé ».

Le 28 mars 2023



# VERTEMENT ÉCOLO

## Le retour du commissaire enquêteur viré

Courant Alternatif s'était fait l'écho des aventures de Gabriel Ulmann, commissaire enquêteur dans l'Isère. Il avait été exclu de la liste d'aptitude préfectorale des commissaires enquêteurs en 2018.

Ses crimes : avoir donné un avis négatif sur le projet de Center Parcs à Roybon mais surtout avoir récidivé en crucifiant le projet « Inspira » de la zone industrialo-portuaire de Sablons sur les rives du Rhône - des usines Seveso en zone inondable - et le projet dans lequel des pontes du conseil départemental de l'Isère avaient des billes. S'en sont suivies 5 années de procédures et là, miracle, le Daubé nous apprend<sup>1</sup> que la cour d'appel administrative de Lyon vient d'ordonner sa réintégration. Un bonheur ne venant jamais seul, le tribunal administratif de Grenoble vient d'annuler la décision préfectorale d'utilité publique du projet Inspira « sur le même fondement d'atteinte à la nappe phréatique que nous [le groupe des commissaires enquêteurs] avions relevé, » Heureusement qu'avec le mégaprojet d'usine de puces électroniques de STMicroelectronics de Crolles (banlieue de Grenoble), les élus, investisseurs, magouilleurs et préfets vont pouvoir se refaire une santé sur le dos de l'eau du coin.

## Vague vaguelette pour la protection des océans

Un concert de louanges médiatiques unanimes a célébré l'accord *his-to-ri-que* de protection de la haute mer. Après 15 années (seulement !) de négociations des avancées *co-los-sa-les* étaient actées. La planète bleue étaient enfin sur la voie de la protection *inté-gra-le* de ses fonds et ressources marines. Baste... car la pêche en a été exclue (faut pas pousser mémé dans les filets, quand même), tout comme le plancher océanique qui recèle les nodules polymétalliques que les multinationales, Macron et Mélenchon rêvent d'exploiter pour faire rouler nos fabuleuses voitures électriques décarbonées. « Des tractations [avec l'Autorité internationale des fonds marins] sont en cours à Kingston (Jamaïque) avec sommets en vue... »<sup>2</sup> pour décider de cette exploitation « durable ». Cette dépendance de l'ONU à un programme on ne peut plus équilibré : « À titre d'organisme de réglementation, la principale préoccupation de l'Autorité est probablement d'établir un équilibre entre d'un côté les avantages qu'offre à la société l'exploitation minière des grands fonds marins, y compris l'accès aux minéraux essentiels, le non-déplacement des communautés, l'étude approfondie des fonds marins et le développement technologique et, de l'autre côté, la nécessité de protéger l'environnement »<sup>3</sup>. Les océans, comme les forêts tropicales sont de fabuleux réservoirs de molécules pour l'industrie chimique, cosmétique et médicale. Ce point « a été central dans les discussions ». Il s'agit d'en

profiter un max en donnant l'aumône aux pays pauvres : un « principe » de pourcentage sur les futures découvertes leur a donc été généreusement accordé. Après, il faudra traduire ce super traité, l'analyser, étudier les dérogations (pour qu'il soit signé), le faire ratifier... D'ici une quinzaine d'années sans doute, les fonds marins seront sauvés grâce à une exploitation rationnelle et indolore pour l'environnement.

## L'état atomise les noisettes de l'Écureuil

Énoncé : sachant que le nouveau programme nucléaire (6 EPR2, voir CA de mars) coûtera très cher (52, 60, 100 milliards ? Et hors coûts de financement), qu'EDF est endetté jusqu'au cou (64,5 milliards) et crie famine, que les banquiers ne se bousculent pas, au vu des résultats minables des EPR 1 dans le monde, que l'État pourrait s'endetter (près de 3000 milliards de dette publique en 2022, alors encore un peu plus...) pour financer directement ce projet, mais que l'UE traque les subventions publiques déguisées aux entreprises... Comment sortir la nucléocratie de la nasse ?

Une solution sublime, forcément sublime vient d'être trouvée : fiancer (en attendant le mariage ?) l'épargne populaire (livret A, LEP, LDD) avec le programme nucléaire prévu. C'est ce qu'a déclaré E. Lombard (patron de la Caisse des Dépôts et Consignations qui gère pour l'État, l'épargne populaire) « Je suis convaincu que l'épargne populaire... qui, au total, atteint 500 milliards d'euros aujourd'hui, [dont 375 milliards pour le livret A] peut davantage encore financer la transformation de notre appareil de production énergétique »<sup>4</sup>.

Avantage pour les gloutons nucléocrates : c'est « une des rares ressources qui permet de déployer des financements à très long terme, cela correspond assez bien au profil du nucléaire ».

Inconvénient mineur : cette épargne de « financements à très long terme » sert prioritairement à construire des logements sociaux et à les rénover.

Voyons la situation du secteur. Primo, les chiffres de la construction d'HLM restent désespérément bas (85 000 contre les 125 000 prévus en 2021), le secteur ayant été profondément déstabilisé par « Le gouvernement [qui] les avait en effet sommés, en 2017, de réduire leurs loyers pour compenser la baisse des aides personnalisées au logement (APL) »<sup>5</sup>. Deuxio, le Livret A sert aussi à financer la rénovation thermique des HLM que la loi « Climat et Résilience » impose aux bailleurs sociaux, afin de réduire les factures des habitants et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Mais les programmes de rénovation énergétique se traînent misérablement. De plus, le risque majeur de ce détournement d'argent, sera de fabriquer des centaines de milliers d'encore plus mal logés car avec le Diagnostic de Performance Énergétique actuel « un certain nombre de lo-

gements risque d'être rendus impropres à la location en 2025 (pour les G) puis en 2028 (pour les F). Ceci alors que 1,7 million de ménages sont déjà en attente d'un HLM en France. »

Dans tous les cas, les merveilleux EPR 2 et leur « électricité décarbonée » ne seraient, au mieux, mis en service qu'en 2040. Y a donc comme un trou climatique dans la raquette des nucléocrates.

Avec le nucléaire new look ce sont des couilles en or pour les nucléocrates et des nouilles encore (froides car il faut être sobre et responsable) pour les pauvres dans tous les aspects de leurs vies.

## Relance du nucléaire et liquidation de l'IRSN : Caramba, encore raté !

Qu'on en juge : 4 jours de « débats » à l'Assemblée Nationale pour valider le projet de relance du capitalisme nucléaire. Trop, c'est trop et trop de démocratie tue la démocratie. Heureusement qu'EDF, Orano, Framatome, Alstom sans oublier le CEA et le corps des X Mines, ont réussi leur coup avec la vote de l'article actant disparition de la limite de 50 % de nucléaire dans le mix énergétique français. Sénateurs et députés ont réussi à court-circuiter la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie prévue au plus tôt pour cet été. LR et les fachos ont voté la main dans la main avec la majorité. Un échec provisoire dans cette pluie de neutrons dorés : le projet d'absorption de l'IRSN par l'ASN (cf CA de mars) a été provisoirement rejeté par les députés. Le gouvernement a essayé de le faire passer en douce dans son projet de relance, mais ça a coincé. Même Pompili (ex ministre de la destruction de l'environnement) a protesté : « Sans aucune étude d'impact... c'est une folie de nous balancer ça comme ça ». Gare à la seconde lecture !?

## Nucléaire : on pavoise au CEA

Une des raisons possibles de la volonté de supprimer l'IRSN réside peut-être dans les projets de développer des SMR (Small Modular Reactors) à savoir des mini-réacteurs que les nucléocrates rêvent de pouvoir installer un peu partout et pourquoi pas dans les villes. Laurence Petit, « Directrice déléguée à l'innovation, aux start-up et aux participations » du CEA ne cache pas sa joie car deux startups nucléaires aidées par le CEA et ses brevets vont pouvoir envisager de construire ces réacteurs. Ainsi « Hexana développe un réacteur à neutrons rapides refroidi au sodium, qui est une technologie mature »<sup>6</sup>. Ils pourraient être installés sur des sites industriels et l'« autre point fort, c'est la possibilité d'utiliser sur plusieurs cycles des combustibles Mox [fabriqués à partir de combustibles déjà irradiés dans les réacteurs du parc nucléaire français, Ndlr] »... Mieux les matériaux qui seront utilisés sont « qualifiés et pourront être fabriqués en France. » Et c'est « un atout en matière d'économie circulaire ». Comment résister à cette langue de bois en provenance directe des irradiées

# VERTEMENT ÉCOLO

forêts de Tchernobyl associant si puissamment écologie et créations d'emploi ?

Juste au passage : Le dernier exemple de réacteur à neutrons rapides s'appelait Super Phénix, qui avait déjà été présenté comme permettant de cramer nos déchets nucléaires (et chut, de fabriquer du plutonium pour les militaires) et d'être une source inépuisable d'énergie. Super -Phénix conçu par le CEA pour EDF, a été un coûteux et piteux échec : la technologie à base de sodium fondu n'a jamais fonctionné au-delà de quelques mois. Ainsi en 1984, vingt tonnes de sodium fondu s'échappent du circuit de refroidissement à cause des soudures défectueuses (On se croirait dans la période actuelle, non ?). Il faut savoir que le sodium solide explose au contact de l'eau et sous forme liquide, s'enflamme spontanément au contact de l'air. Depuis Super-Phénix est toujours en voie de démantèlement... Une « technologie mature »

Mais le fond de l'article c'est surtout de parler et de vendre les fantastiques réussites industrielles, économiques et entrepreneuriales liées aux découvertes technologiques du CEA. Une mention particulière à la COGEMA, devenue AREVA et après sa quasi faillite, Ourano (leader du combustible nucléaire, toujours en affaires avec la Russie !). Sans oublier les entreprises issues de startups du CEA comme SOITEC (créée par la branche militaire du CEA, la DAM) afin de développer et commercialiser des puces électroniques résistantes aux radiations avant de se lancer dans les puces pour smartphones et l'automobile. Et comment oublier ses copines de la cuvette de Grenoble, STMicroelectronics et Lynred (détenue maintenant par les missiliers Thalès et Safran) ?

Un point commun à toutes ces boîtes : elle viennent toutes de la recherche militaire, se sont élargies au civil, travaillent toujours discrètement pour les entreprises militaires de

tous pays et leurs composants ont été retrouvés dans les missiles, drones, systèmes de de détection et chars russes utilisés depuis les débuts de l'invasion de l'Ukraine. Bienvenue dans le monde des « biens à double usage » civils et militaires.

## Des puces assoiffées... d'eau !

L'action menée par les anonymes qui ont incendié en avril 2022, les câbles électriques alimentant les usines d'électronique SOITEC et STMicro a provoqué un beau bazar local, montré la colossale dépendance en électricité de ces industries (l'usine STMicro de Crolles consomme l'équivalent de l'électricité de 140 000 grenoblois) et a donné lieu à un communiqué de l'Union des Clowns Léninistes, du meilleur goût<sup>7</sup>. Mais, il y a bien plus que cela.

Derrière la vie connectée, la dématérialisation des objets, de la culture, des process industriels, des relations sociales et humaines, , derrière les applis pour pimenter sa vie sexuelle ou les messageries cryptées de groupes radicaux, derrière les besoins dévorants des industries civiles et militaires en puces électroniques, il y a un impératif : l'eau. Une eau très pure, sinon c'est fichu pour les puces.

Pour nettoyer les plaquettes de silicium et graver des circuits électroniques, l'Alliance constituée par ces entreprises grenobloises « engloutit 700 m<sup>3</sup> d'eau par heure (l'équivalent d'une ville de 50 000 habitants), et soumet les collectivités locales à ses exigences : 150 000 euros d'amende par heure à payer à l'entreprise en cas de défaillance dans la fourniture d'eau ; obligation de doubler prochainement les conduites d'adduction sur 18 kilomètres, pour un coût de 25 millions d'euros ; livraison impérative d'une eau d'excellente qualité, exempte de chlore même en période de « menace terroriste »<sup>8</sup>. Et elles, elles ont pu continuer à pomper à donf durant

toutes les périodes de canicules depuis 2003. Insatiable, l'Alliance prévoit de passer de 16 000 m<sup>3</sup> par jour (2022) à 29 000 en 2024. En 22 jours, elles s'engouffrent donc l'équivalent de la méga-bassine de Sainte Soline (650 000 m<sup>3</sup>) soit 16 méga-bassines par an. Et ce, dans l'indifférence générale des chantres de la lutte anti-bassines.

Le meilleur est à venir avec le méga-projet de nouvelle usine STMicro/ Global Foundries (coût de 5,3 milliards financé à hauteur de 2,5 milliards par des fonds publics). Le doublement des capacités de production fait sauter les rats noirs de la peste capitaliste. Il s'inscrit dans le cadre du Chips Act européen destiné d'une part à casser la dépendance aux puces américaines dans les domaines militaires et stratégiques et d'autre part à produire dans le futur, 20% des puces mondiales. Entre l'intérêt supérieur national de réindustrialisation, la chansonnette fétide de la création d'emplois, l'aplaventrisme des élus (écologues Piollesques en tête), la cavalcade technologique sans fin, la production de biens inutiles, les besoins militaires et les profits, les habitants du coin savent ce qui leur reste à faire : tirer la langue, mettre un caillou dessus et dire « Merci not' bon maître » en regardant l'eau pure, s'enfuir. À moins, à moins... que la manifestation prévue le premier avril arrive à déclencher, la prise de conscience, l'ire et l'action collective contre les industriels accapareurs d'eau et leurs chiens courants politiciens<sup>9</sup>.

Freux et Eugene the Jeep

## Notes

- 1 - La justice annule la radiation du commissaire enquêteur. *Le Dauphiné Libéré* du 06/03/23
- 2 - Protection basse pour la haute mer. J-L Porquet. *Le Canard enchaîné* du 08/03/23
- 3 - L'autorité internationale des fonds marins et l'exploitation minière des grands fonds marins. Michael Lodge (président de l'AIFM). ONU, s. d
- 4 - Nucléaire : les milliards d'euros du Livret A pourraient financer les nouveaux EPR. *La Tribune* du 09/02/2023
- 5 - HLM : la production de logements sociaux reste très en deçà des objectifs. Elsa Dicharry. *Les Échos* du 11/01/2022
- 6 - « C'est la première fois que le CEA essaime des startups qui développent des réacteurs nucléaires innovants » (Laurence Petit). Juliette Raynal. *La Tribune* du 09/03/23
- 7 - Pour un sabotage safe avec les premier-es concerné-es. *IATAA* du 18/09/2022
- 8 - STMicroelectronics, les incendiaires et les voleurs d'eau. Pièces et main d'œuvre. Publié le 22/07/2022
- 9 - De l'eau, pas des puces. Stop Micro. Tract d'appel à la manifestation du premier avril 2023 à Brignoud et Crolles. Sur le site de l'OCL



L'Alliance des industries de la tech' grenobloise prévoit de passer sa consommation d'eau de 16 000 m<sup>3</sup> par jour (2022) à 29 000 en 2024

Réactions à l'article

# « La maladie infantile du trotskysme : l'État ouvrier dégénéré »



Dans le numéro de février dernier de *Courant Alternatif*, un article intitulé « La maladie infantile du trotskysme : l'État ouvrier dégénéré » signé JPD, a suscité des commentaires que l'on peut trouver intégralement sur notre site. Nous en publions ici des extraits. Le premier vient de *Verso*, membre du groupe *l'Ouvrier*<sup>1</sup> issu du trotskisme (*Lutte ouvrière*), qui publie chaque mois un tract/édito concernant un fait d'actualité. Il porte sur la question du rôle des groupes, partis, liaisons révolutionnaires dans la société capitaliste et de leur impact sur le niveau de la lutte des classes et sur l'idée de révolution. Un autre, signé JF, en profite pour faire le lien avec les enjeux réels du mouvement actuel contre les retraites. Enfin un dernier nous signale à quel point le film « *Trotski un homme à abattre* » passé sur Arte, est une ignominie.

## « Pour un parti de propagande »

Revenons au texte de JPD. C'est la fin de cet article qui est à la fois le plus intéressant, et aussi le plus discutable, aujourd'hui. Car JPD implique y compris son propre courant dans la crise actuelle des organisations politiques. Pour lui, c'est le monde de la représentation qui est en crise : partis politiques, syndicats, sont désertés, tandis qu'ici ou là, à un moment ou un autre, apparaissent des mouvements refusant ces cadres, tels que *Nuit Debout*, ou tel collectif de travailleurs.

« TOUTES (le mot est souligné) les organisations politiques sont en crise, écrit-il, les petites comme les grandes, quelle que soit leur idéologie, tout simplement parce que, comme nous l'avons dit plus haut, c'est une forme de représentation qui sert de moins en moins la gouvernance capitaliste et qu'elles ne correspondent plus, tant idéologiquement que structurellement à la manière dont une partie de la population agit et pense. Les organisations dites anticapitalistes, libertaires compris, se prennent en plus dans les dents la quasi disparition de l'idée de révolution qui est la conséquence des difficultés que les salariés eux-mêmes rencontrent pour résister aux assauts patronaux depuis quelques décennies. »

JPD conclut son texte en affirmant que ce qui compte d'abord, c'est le niveau de la lutte des classes. Pour lui, ce

niveau de la lutte des classes « ne dépend que peu de l'orientation -de tel ou tel parti ou de celle d'une quelconque avant-garde autoproclamée ». La « capacité collective à se constituer en classe pour reprendre l'offensive contre le système d'exploitation », « cette capacité ne peut pas se construire à partir du haut. En ce sens la crise du NPA est aussi la nôtre car il s'agit pour tout le monde d'aborder avec ces données la question du rôle des regroupements révolutionnaires ».

Personnellement, je suis de cet avis que le niveau de la lutte de classe ne va pas découler de l'action d'un groupe ou d'un parti ; ce qui est par contre l'avis de LO, qui ferraille pour cela en permanence à clamer la nécessité de créer un parti révolutionnaire. Mais je ne suis pas entièrement d'accord avec JPD quand il écrit que le niveau de la lutte des classes « ne dépend que peu de l'orientation de tel ou tel parti », ou avant-garde. Remettons-nous un instant dans la période où Marx lui-même était vivant. Ses idées étaient émises, relayées, transmises, par des militants, jour après jour, au plus profond des mondes ouvriers européens. Avec leur parole, avec des feuilles simples et accessibles. Remettons-nous dans cette autre période qui a précédé la Commune de Paris, sous Napoléon III. Les militants des nombreuses tendances révolutionnaires multipliaient les réunions, où ils discutaient des mille et unes questions que peut poser

1. voir leur site : [louvrier.org](http://louvrier.org) ou l'ouvrage *L'Ouvrier, une expérience militante révolutionnaire*, Acratie, 2016.

l'idée de changer la société, sous tous ses aspects, et ils avaient des auditeurs par milliers, par dizaines de milliers. Remettons-nous dans les années qui ont précédé la Révolution espagnole de 1936. Jusque dans les campagnes, et peut-être plus qu'ailleurs, les militants anarchistes rendaient populaire l'idée d'une autre organisation sociale, l'idée d'un travail et d'une appropriation collective.

Je veux souligner ici que l'orientation d'un parti, des groupes existants en tout cas, peut jouer un rôle et que ce rôle est essentiel. Certes, on peut me répondre que si des milliers de gens venaient aux réunions des blanquistes ou des saint simoniens, c'est que le niveau de lutte des classes avait déjà monté. Sans doute. Mais il trouvait alors des idées, il pouvait s'en alimenter. Et sans ces aliments, il n'y aurait certainement pas eu la Commune de Paris telle qu'elle a existé. Or, un tel travail, celui que L'Ouvrier a pu mener à l'époque où nous utilisons L'Espoir, un tel travail, y compris lorsque le niveau de la lutte des classes est bas, un tel travail est absolument indispensable ; pour mettre au point les méthodes de travail, pour apprendre le langage le plus approprié, etc. Cela ne s'improvisera pas le jour où le niveau de lutte des classes aura monté. Pire, il sera oublié, détourné et remplacé par d'autres pratiques, d'autres habitudes.

Je ne suis pas sûr que la question soit de parler de « révolution ». Ce que nous tentions de faire, depuis des années, c'est de parler d'une autre société, de l'opposer à celle qui nous enferme, de mettre en avant une réflexion globale sur tous les aspects de la vie que nous mène le capitalisme, de proposer une autre manière de

vivre. Ce qu'il y a à travailler, c'est donc le contenu du changement que nous envisageons, et c'est aussi, c'est très important, car ignoré de toute l'extrême gauche- le langage qui permettra de toucher ceux que nous visons, pour les toucher au sens profond du terme. Dans les années 1990, j'avais expliqué, dans *Une période de remise en cause*, qu'il fallait cesser d'avoir en tête la construction d'un parti destiné à prendre le pouvoir, et qu'il faudrait mettre à la place l'idée d'un parti de propagande. Nous en sommes toujours là.

Verso, le 11/02/2023

### “ l'actualité de la transformation révolutionnaire ? ”

Avant même de parler de révolution, de changement de société, il faudrait déjà que les travailleurs parviennent à défendre leurs intérêts individuels et collectifs dans le cadre capitaliste actuel. La situation qui s'est ouverte avec le conflit des retraites nous offre, grandeur nature, une occasion sinon unique, du moins « en or », de vérifier, confirmer ou infirmer, l'actualité de la transformation révolutionnaire. Ce qui se joue actuellement en effet étant une attaque qui vise l'ensemble de la classe travailleuse (et même au-delà, la totalité du salariat qui n'est pas exactement à 100 % prolétarien) et pas telle ou telle entreprise ou un secteur en particulier. C'est bien de l'ensemble de la « classe » (en France du moins) que dépend l'issue de ce conflit. Une victoire du mouvement de lutte actuel contre la réforme des retraites ouvrirait à la question de l'actualité de la révolution un boulevard, lui fournirait un faisceau de conditions favorables ; une semi-dé-

faite (ou semi-victoire) lui offrirait la légitimité limitée d'une présence en pointillé, évanescence ; une défaite en rase campagne, avec la démoralisation qui s'en suivrait, risquerait bien de l'enterrer pour longtemps.

[...]L'enjeu du conflit en cours va bien au-delà de sa revendication et de sa conclusion.

JF, 7 mars 2023

### “ apologie du tyran de Kronstadt ”

« Dans le genre apologie et négation des crimes du tyran de Kronstadt et de l'Armée Rouge, le documentaire "Léon Trotsky - Un homme à abattre" sorti en 2022 est un cas d'école. 52 minutes d'éloges du gentil héros bolchevik pourchassé par le méchant Staline dont le régime totalitaire a amplement été construit par Trotsky, Lénine et leurs troupes. Pas une seule seconde l'autoritarisme de Trotsky n'est mentionné. Rien sur Kronstadt, sur la "militarisation de la force de travail" dans les usines, sur le flicage généralisé, l'emprisonnement massif, etc. Nada. Ce documentaire a été réalisé par Elin Kirschfink et Marie Brunet-Debaines. Il est coproduit par Arte-France, la RTBF, etc. et est en ligne sur la chaîne de l'Assemblée Nationale. Sur cette réalisation scandaleuse, les médias aux ordres sont restés silencieux, comme d'habitude. »

Anonyme, 27 février 2023

Retrouvez ces textes  
en intégralité sur les forums du site  
**oclibertaire.lautre.net**

## Qu'est-ce qu'un mouvement ?

Un mouvement, tel que nous le concevons, n'est pas un simple regroupement de militants. C'est, au contraire, un ensemble de gens touchés par un problème précis et qui tentent de réagir à telle ou telle forme de l'oppression et de l'exploitation qu'ils subissent. Il est fait de ce que sont ces gens, de leur réalité sociale, des contradictions qui les traversent, du pour quoi ils luttent et de quelles chances ils ont de gagner

L'intérêt de tel ou tel mouvement ne réside pas seulement dans son degré de radicalité mais dans la dynamique qui lui est propre. Autrement dit, un mouvement situé à un niveau très bas de contestation de l'ordre établi peut être un lieu en pleine dynamique, en pleine évolution, parce que les brèches qu'il crée montrent des gens en train de s'ouvrir, de découvrir, d'aller à leur rythme vers plus de radicalité c'est-à-dire de contestation et de compréhension de l'ordre établi, et de conquérir davantage d'autonomie. A l'inverse, un mouvement parvenu à un stade plus avancé de radicalité et de contestation peut être dans une situation bloquée, composé essentiellement de militants, ne produisant plus ni avancées ni ruptures. Il est, pour nous, moins intéressant que le premier.

Par exemple, un regroupement qui se structure sur la base d'oppositions ou de minorités syndicales appuyées par des structures politiques (SUD, NPA, UCL...) n'est pas à notre sens un mouvement. Le fondement de sa dynamique n'est pas social, impulsé par une base qui cherche à faire émerger ses revendications dans la société, mais structuré par des forces politico-syndicales qui cherchent un terrain fertile pour développer leurs analyses et construire un rapport de forces avec l'État afin de s'ériger en partenaire d'un train de réformes.

Nos faibles forces doivent servir à renforcer, créer, aider à ce que se constituent divers petits regroupements de gens en mouvement. Mais un-e militant-e libertaire n'entre pas dans un mouvement par simple stratégie "parce qu'il y aurait des choses à y faire" comme une "avant garde". Il faut que ce-tte militant-e partage intimement la réalité sociale, les besoins, les objectifs des gens qui luttent sinon il ne s'agit que d'un entrisme à peine déguisé.

Dès lors, à l'intérieur de ce mouvement on cherchera à ce que celui-ci ait une stratégie autonome, vive et gagne.

Renforcer un mouvement ce n'est pas "coller aux masses" de manière démagogique, mais introduire dans les mouvements des contradictions, des éléments de réflexion qui existent dans d'autres mouvements, c'est y poser les problèmes en terme de classes, c'est œuvrer à tout ce qui peut favoriser l'autonomie et la rupture au détriment des forces et des pesanteurs œuvrant dans le sens de l'intégration.

Extrait de *Organisation communiste libertaire " Qui sommes nous ? "*  
<https://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article615>

# Sans frontières



## Des nouvelles de la Loi Immigration

Breaking news ! Alors que l'écriture de cette rubrique se termine, le gouvernement vient d'annoncer qu'il reporte « sine die » cette réforme pour calmer le jeu parlementaire et essayer de désamorcer la crise politique autour de la réforme des retraites. La loi Darmanin est mise au tiroir mais, faisons leur confiance qu'elle soit ressortie lorsque le calme sera revenu et que la majorité présidentielle soit « consolidée ». Voici donc une présentation en l'état du projet de loi, histoire d'avoir les tenants et les aboutissants de la vision macronienne de l'immigration.

Comme nous l'avons rappelé dans nos rubriques précédentes, l'esprit de cette loi insiste sur deux visions de l'arrivée d'étrangers en France. D'un côté, la répression avec les « méchants » migrants qui se traduit par un durcissement sans précédent des conditions de demande et d'obtention d'une carte de séjour ou de l'asile avec la réduction des délais d'instruction et la dématérialisation des dossiers ; la réduction des recours notamment auprès de la CNDA ; si OQTF, une augmentation de leur application et une inscription au fichier policier des personnes visées ; enfin le recours à l'assignation à résidence en attendant la construction de nouveaux CRA. De l'autre côté, une vision purement utilitaire de l'immigration comme variable d'ajustement aux intérêts capitalistes. Les « gentils » migrants pourront obtenir une carte de séjour spéciale « métiers en tension » comme le bâtiment, l'aide à la personne, la restauration, etc. Mais cette autorisation est renouvelable tous les ans et donc peut être annulée si le patron en décide autrement.

En ce mois de mars, le projet de loi – qui avait été déjà débattu à l'Assemblée nationale – devait passer en commission au Sénat puis en séance plénière. Ce repaire de la droite Les Républicains avait préparé ses amendements pour ferrailer contre le gouvernement en accusant notamment le projet, plus précisément l'article 3, d'être trop laxiste sur les visas « métiers en tension ». Darmanin avait déjà cherché un compromis en proposant une clause de revoyure. Une

chose est sûre, quand la majorité LR/Renaissance sera consolidée, un nouveau coup de massue va s'abattre sur le droit des étrangers car, rappelons que le projet de loi a été largement inspiré par les travaux du sénateur François-Noël Buffet, un LR ....

Sources : *La Croix, tracts de lutte contre la loi Darmanin*

## Et la lutte contre cette loi ?

Elle s'était amorcée mais se construisant un peu dans l'ombre de la forte mobilisation sociale contre la réforme des retraites. La Marche des solidarités (voir leur blog) animait et coordonnait la lutte. Des rassemblements ont été organisés le 27 janvier, le 1er février et le 18 mars. En plus du rejet de la loi Darmanin, c'est aussi l'occasion de dénoncer la multiplication des contrôles ciblés dans les transports en commun notamment en région parisienne dans les gares de RER ou le métro. Les locaux de rétention administrative (LRA) sont aussi vivement critiqués. Créés par le préfet, ce sont des lieux assez opaques, en plein cœur des villes, où une dizaine de sans-papiers tout au plus peuvent

être retenus. Cela peut être des hôtels, des cités administratives, des commissariats. Une estimation, par épluchage des arrêtés préfectoraux compte 131 places actuellement mais l'objectif du gouvernement en 2023 est d'atteindre 300. L'enfermement peut durer 2 jours pendant lesquels l'administration cherche à obtenir une expulsion rapide. Si le délai est dépassé, la personne est envoyée dans un CRA. Ces LRA cherchent à diluer et généraliser la machine à expulsion. Feu au CRA et au LRA, ça tombe bien, certains sont des commissariats !

Sources : *Marche des solidarités, blog à bas les CRA qui liste les LRA sur le territoire*

## Des petites victoires dans les foyers de travailleurs migrants

On parle souvent de la vétusté de ces résidences souvent vieillissantes et du contrôle social de plus en plus fort des bailleurs sociaux qui veulent isoler les personnes et remettre en cause les comités de résidents et la vie communautaire qui existe dans ces lieux. Face à cela, des luttes

apparaissent régulièrement et quelques issues positives en ressortent comme dans les deux exemples ci-dessous.

Dans le foyer ADOMA (ex-Sonacotra) du boulevard de la Commanderie à Paris, les habitants ont bloqué l'accès de leur résidence au personnel du bailleur social. Après une matinée de blocage accompagnée des menaces du directeur d'envoyer les flics, une discussion a été rendue possible entre les gestionnaires et les délégués des résidents. Deux points de tension ont été soulevés : la multiplication des contrôles d'huissier avec des assignations devant les tribunaux contre le partage de certaines chambres avec des membres de la famille ou de la communauté ; l'insécurité avec l'entrée de personnes extérieures à la résidence. La discussion s'est terminée sur un accord de principe du gestionnaire qui s'engage à prévenir les personnes avant de faire débouler l'huissier et de renforcer la sécurité avec des vigiles et des caméras supplémentaires. Un suivi sera fait par le comité des résidents. Le blocage a été levé et a permis d'obtenir des choses.

A Boulogne Billancourt, 118 résidents sont menacés d'expulsion par ADOMA. C'est une vengeance de la grève des loyers de 2016 qui a duré 18 mois et pendant laquelle les travailleurs migrants avaient refusé de payer un loyer élevé pour une résidence pourrie. C'est l'un des plus anciens foyers de la région parisienne, construit pour accueillir les ouvriers de l'usine Renault. Le prix à payer ? plus de 220 euros par personne pour un lit dans une chambre triple de 16m<sup>2</sup> et 350 euros pour une chambre individuelle de 8m<sup>2</sup>. Depuis 2016, des travaux de rénovation ont été entrepris mais les espaces communs ont été fermés et le restent encore aujourd'hui. Aussi, ADOMA n'en démord pas et veut récupérer l'argent pour un total de 1,3 million d'euros. La justice est partie pour donner raison au bailleur, les résidents ont organisé une manifestation et ont été reçus par la mairie qui veut jouer l'apaisement et la négociation. Affaire à suivre mais le rapport de force était dans la rue !

Sources : *le COPAF, collectif pour l'avenir des foyers, bondyblog*

## Énième accord franco-britannique sur l'immigration

C'est un peu toujours la même chose, ça se rencontre, ça se serre la paluche tout sourire devant les caméras et ça discute contrôle des frontières en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. Depuis les accords du Touquet sous Sarkozy (2003), la frontière anglaise c'est le littoral français, ce qui suscite une suite ininterrompue de sommets et de rencontres pour contrôler cette bande côtière et la bunkerise. Des millions d'euros ont été dépensés pour grillager complétement le port de Calais et le tunnel sous la Manche où désormais il n'y a plus de passage. Désormais, les migrants passent par la mer et les tentatives de traversées ont été multipliées par 20 depuis 2019. 2022 : 45 000 traversées, 2021 : 28 526 et depuis le début de l'année 2023, il y a eu d'après les chiffres officiels, 3 150 personnes qui ont tenté la traversée.

C'est dans ce contexte que le 10 mars, le premier ministre anglais Rishi Sunak et Ma-



A Boulogne Billancourt, 118 résidents sont menacés d'expulsion par ADOMA

# Sans frontières

ron se sont rencontrés officiellement à l'Élysée. C'était un peu l'opération reconquète entre les deux états après les embrouilles nées pendant le Brexit. Cette fois-ci l'objectif est clair : plus aucune traversées de la Manche. Pour se donner les moyens, le carnet de chèque anglais est de sortie avec 541 millions d'euros sur la table pour 3 ans ! Cette manne servira à : construire un nouveau centre de rétention dans le nord de la France, recruter 500 flics aux frontières british supplémentaires, créer un centre de commandement franco-britannique unifié pour coordonner les actions de récupération des embarcations. Ce dernier point est à relier au récent scandale autour du dernier « grand » naufrage dans la Manche en 2021 qui avait tué 27 migrants. Secours anglais et français s'étaient renvoyés la balle des heures à cause du partage des eaux territoriales, ce qui a laissé le temps aux gens de mourir.

Côté britannique, les conservateurs poursuivent leurs annonces fracassantes contre l'immigration. Cette fois-ci, un nouveau projet de loi a été présenté au Parlement – via la nouvelle ministre de l'intérieur Suella Braverman – pour retirer le droit d'asile aux personnes qui traverseraient illégalement la Manche sauf aux mineurs et aux personnes gravement malades, quelle bonté ! Tous les autres seraient immédiatement placés en détention puis expulsés en quelques semaines. Face aux pays pas sûrs qui empêcheraient l'expulsion, il y aurait toujours le Rwanda ou l'Albanie comme terre de déportation (voir nos rubriques précédentes). Les accords

entre gouvernements respectifs sont signés et prévoient l'accueil des expulsés du Royaume-Uni. Mais pour le moment, la décision est bloquée par des recours judiciaires auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) alors que la justice londonienne avait donné son feu vert. Les élections législatives sont dans à peine un an et les conservateurs tentent tout pour barrer la route aux travaillistes qui sont promis à gouverner le pays. Mais ne nous faisons pas d'illusions car les idées une fois présentées et avancées resteront dans les tiroirs et pourront être ressorties, sans doute un peu édulcorées mais toujours aussi racistes et xénophobes.

Sources : l'Obs, le Canard enchaîné, Infomigrants

## Après St Brevin, Beyssenac, nouvelle cible des fachos anti-CADA

Beyssenac, commune de 350 habitants en Corrèze. Un centre d'accueil pour demandeurs d'asile d'une quarantaine de places doit ouvrir en avril mais

l'annonce a été reprise et instrumentalisée par l'extrême droite. Un collectif d'opposants s'est formé et a organisé une manifestation le 25 février dernier. La contre manifestation a été un succès puisque 1000 personnes qui soutiennent le projet de CADA ont encerclé à peine 400 opposants. On y trouvait tout le panel de l'extrême droite française : le RN bien sûr (Gilbert Collard était attendu), des zemmouriens, des monarchistes de l'Action Française, les identitaires. Fort de ce succès, le combat semble acquis et le maire est très favorable au projet.

Mais fin mars, à Saint Brevin près de Saint Nazaire, où il y a eu la même opposition contre un projet de CADA (voir rubrique précédente), la voiture et la maison du maire ont été incendiées. Il recevait régulièrement des menaces de l'extrême droite. Restons vigilants, faisons et gagnons des mouvements sociaux pour dégager ces baltringues.

Source : France 3 Corrèze

## Ratonnades dans les rues de Tunis

Pour tenter de cacher la profonde crise économique et politique que connaît la Tunisie, le président dictateur Kais Saïed veut détourner l'attention en désignant les migrants subsahariens comme des boucs émissaires. Le 21 février dernier, il a déclaré que le pays était menacé par des « hordes de migrants » puis de verser dans les thèses du grand remplacement en voyant « une entreprise criminelle ourdie à l'orée de ce siècle pour changer la composition démographique de la Tunisie » afin de la transformer en un pays « africain seulement » et estomper son caractère « arabo-musulman ». Ces déclarations ont provoqué une véritable chasse aux noirs dans les grandes villes du pays. En quelques jours, 21 000 immigrants subsahariens ont perdu leur emploi et leur domicile. Dans la rue, il y a eu des ratonnades et des personnes sont arrêtées – environ 800 entre février et mars – par la police et condamnés à 2 ou 3 mois de prison pour « séjour illégal ». Cette politique de persécutions a provoqué des remous diplomatiques comme on dit. La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Burkina, le Sénégal et la Libye ont procédé à un rapatriement volontaire de leurs ressortissants. Pour les autres, c'est la peur de sortir dans la rue. Face à cela, des manifestations ont eu lieu en Tunisie mais aussi devant les ambassades tunisiennes de nombreux pays africains. Au Sénégal, les mobilisations sont les plus fortes. Une dizaine d'associations et de collectifs se sont regroupés pour lutter contre les persécutions et demander des excuses publiques au président tunisien. Des tensions sont

apparues lors d'une manifestation interdite par le pouvoir sénégalais à l'appel du Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine (Frapp). Ce dernier souhaite aussi lancer une campagne de boycott des produits tunisiens. En parallèle, les départs de Tunisie vers l'Europe augmentent avec des subsahariens mais aussi des tunisiens. Depuis le début de l'année, 14 549 Tunisiens ont débarqué sur le sol italien. Les personnes fuient la crise économique (inflation énorme, chômage à cause de la crise du tourisme, plan de rigueur imposé par le FMI) et la répression des opposants politiques. Dans tout ce marasme, on observe une résurgence des slogans de 2011 lors de la révolution tunisienne chez les jeunes, les chômeurs, les ouvriers journaliers. Peut être un espoir !

Source : RFI

## En Algérie aussi

Les migrant-es d'origine subsaharienne sont aussi expulsés chez le voisin algérien. Quasi 3 000 personnes ont été expulsées à la fin février au beau milieu du désert du Sahara, sans eau ni nourriture à quelques kilomètres de la frontière du Niger. Souvent arrêtés dans les villes du nord, les migrant-es sont emmenés au centre de refoulement de Tamanrasset, à 1 900 kilomètres de route au sud d'Alger. Des témoignages parlent d'un dépouillement de leurs affaires par les policiers. Passés la frontière, les migrants rejoignent souvent un centre de transit géré par l'OIM dans le village Assamaka soit plus de 30 kms à faire à pied sous la cagne. Mais encore faut-il se repérer, beaucoup de refoulés errent des jours dans le désert et en 2020 et 2021, 38 corps ont été retrouvés dans la zone, à quelques kilomètres d'Assamaka. Selon les chiffres de Médecins sans Frontière, entre le 11 janvier et le 3 mars 2023, près de 5 000 migrants ont connu ce genre d'expulsions.

Source : Infomigrants

**Pour passer une info dans cette rubrique contactez l'OCL Lille**  
oclille@gmail.com



Tunis, manifestation contre la politique anti-migrant-es

# Cisjordanie : pogroms et nouvelles formes de résistance

*L'occupation de la Cisjordanie dure depuis 56 ans. Environ 800 000 Juifs israéliens (12 % de la population) vivent au-delà de la « ligne verte », la frontière internationalement reconnue, celle de l'armistice de 1948-49.2020 (au moins 500 personnes arrêtées). De plus, le pouvoir fait face à un mouvement de grève inédit et puissant dans l'éducation mené par les professeurs.*

Si une partie des colons sont des banlieusards, attirés par des conditions de vie privilégiées (grandes demeures à bas prix, routes de contournement, eau en abondance ...), une bonne moitié sont des fanatiques religieux. Leur lecture de la Bible hébraïque, lecture ethniciste et territorialiste, s'est largement imposée parmi les Juifs religieux : « Dieu a donné cette terre au peuple juif ». Il n'y a donc pas à discuter. Les Palestiniens sont des intrus et pour plaire à Dieu, il faut les expulser ou les enfermer.

## Uriner dans la piscine du haut du plongeur

L'expression est de Sylvain Cypel, auteur de *Israël contre les Juifs*. Elle traduit bien le comportement actuel d'une majorité d'Israéliens. Le sionisme, idéologie colonialiste et raciste, a abouti à une hégémonie durable de l'extrême droite dans tous les secteurs de la société israélienne : chez les religieux et les colons bien sûr mais aussi chez les Séfarades, les Russes, dans l'armée ... Les violences contre la population palestinienne n'ont jamais cessé. Dans le camp de Jénine, à l'époque de Sharon, l'armée israélienne a expérimenté des méthodes nouvelles : faire écrouler les bâtiments avec les tanks et emmurer les habitants. Dans la vieille ville d'Hébron, les colons déversent leurs ordures dans la rue palestinienne et éduquent leurs enfants à caillasser les écoliers palestiniens.

Tout ceci n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est que les colons se sentent aujourd'hui suffisamment forts et ne se cachent plus. Ils sont au pouvoir directement avec des postes clés. Tous les jours, un Palestinien (de préférence un enfant) est tué. L'armée épaulée ouvertement les colons quand ils attaquent les paysans ou construisent une nouvelle colonie. L'impunité et notamment l'absence de sanctions et de protestations leur fait penser que tout est permis.

Ce qui s'est passé à Huwara est un pas supplémentaire. Un véritable pogrom avec, comme autrefois en Russie, une complémentarité entre les émeutiers qui pillent, tuent, brûlent tout et l'armée qui les protège et interdit toute riposte. Avec en sus des ministres appelant ouvertement au meurtre. Bezalel Smotrich, ministre des finances, a appelé à raser Huwara. Du coup, une nouvelle Nakba (la catastrophe, le nettoyage ethnique programmé) est à l'ordre du jour

## Vivre, c'est résister

Les Palestiniens ont essayé et continuent d'essayer toutes les formes de résistance. Et il est clair qu'ils n'ont aucun interlocuteur côté israélien. Ce qui est à l'ordre du jour contre eux, ce sont les bombardements, les assassinats, l'emprisonnement massif, les vols de terre, les destructions de maison. Pourtant la société palestinienne vit toujours. La population continue d'éduquer les enfants, de produire quand c'est possible, de faire la fête.

L'Autorité palestinienne est majoritairement perçue pour ce qu'elle est : une entité collabo qui applique avec zèle la seule chose qui a été signée à Oslo : que l'occupé assure la « sécurité » de l'occupant. Elle a tué des opposants (Nizar Banat), elle persécute la société civile rebelle (notamment le théâtre de la liberté de Jénine), elle combat le pluralisme de la société palestinienne. Elle est intervenue violemment contre le cortège des obsèques d'un militant du Hamas, tué par l'armée israélienne, et accusé d'un attentat contre deux colons. Beaucoup de partis politiques sont discrédités. On perçoit un « déga-gisme » certain contre eux dans la population.

## Une armée toute puissante

En 56 ans d'occupation, l'armée israélienne est devenue extrêmement puissante. Sa technologie lui permet de tout contrôler, d'espionner les téléphones de surveiller à coup de drones les moindres mouvements dans la société. Sa puissance de feu est sans égal. Elle a « légalement » le droit de torturer et de tuer. Toute occupation a entraîné des formes de collaborations. Contre les Palestiniens, tous les moyens sont bons. Un pêcheur gazaoui, fait prisonnier en plein travail, racontait la proposition que les services de sécurité lui avait faite : « tu sais, ta mère a un cancer et on interdit les médicaments anticancéreux à Gaza. Mais si tu nous aides, elle pourra être soignée ... ». Si les services secrets ont repéré qu'un Palestinien est homosexuel ou qu'une Palestinienne a eu des relations hors mariage, le chantage peut en faire des collabos. Du coup, les exécutions ciblées de combattants se sont multipliées.

## Lutte armée ?

Un sondage en Palestine montre qu'une majorité assez nette de la population soutient la lutte armée. Et lors de chaque attaque israélienne, la foule présente aux obsèques des combattants assassinés était impressionnante. Même des personnalités politiques palestiniennes connues comme Leila Shahid ont fait leur éloge. Deux partis politiques palestiniens ont une branche armée offensive : le Hamas et le Jihad Islamique.

Contre le Jihad, l'armée israélienne a toujours utilisé les pires méthodes : 49 morts à Gaza l'an dernier lors de bombardements massifs sur Gaza. Merav Michaeli, dirigeante du parti travailliste, réputée moderniste et féministe, a déclaré alors : « où qu'ils soient, les membres du Jihad islamique doivent être anéantis ». Le Jihad qui est un parti à la fois nationaliste et religieux, a la réputation d'être incorruptible et unitaire. Malgré de très nombreuses pertes, sa détermination est intacte.

Mais c'est hors des partis que de nouveaux groupes sont nés, le plus célèbre étant « La Tanière des Lions ».

On sait peu de choses sur ces groupes. Pour eux la clandestinité la plus totale est une obligation. On ne leur connaît aucun « leader », un peu comme dans le mouvement de révolte en Iran. Tout leader connu serait immédiatement abattu. Ce sont des jeunes. Ils ont des groupes à Naplouse, Jénine, Jéricho, sans doute aussi ailleurs. Ils ne sont affiliés à aucun parti politique. L'Autorité palestinienne a essayé de les acheter en leur offrant des postes en échange de l'abandon de la lutte armée. Ils ont refusé. Leur armement est léger. Ils n'attaquent que l'armée et les colons. Bien sûr, leurs chances de remporter une victoire contre l'armée israélienne est très faible.

Je terminerai à leur propos en citant des paroles de mon père, ancien du groupe Manouchian : « nous savions que si nous ne combattons pas, nous étions condamnés à mort. Et si nous combattons, nous étions aussi condamnés à mort. Alors nous avons choisi de combattre. »

Pierre Stambul,  
mars 2023

# Émeute à Paramaribo. Une première !

Le voisin de la Guyane Française est actuellement traversé par des manifestations importantes contre la corruption et le prix des denrées du quotidien dans sa capitale Paramaribo. Lors de la dernière en date le vendredi 17 février 2023, malgré la forte répression de la police du pays, les manifestants ont envahi le parlement. Avant d'essayer de comprendre rapidement les origines de ces manifestations - et ce malgré la relative distance et le peu d'information directes récoltées localement - voici un (très) rapide retour sur l'histoire de ce petit pays peu connu en France hexagonale.

Ancienne colonie néerlandaise, le Suriname est un petit pays d'Amazonie coincé entre la Guyane française à l'est, le Guyana à l'ouest et le Brésil au sud. Le pays prend son indépendance en 1975, mais reste globalement très liée économiquement à Amsterdam. On compte environ 600 000 habitants, principalement installés sur la bande côtière et sur les fleuves. La capitale, Paramaribo, compte environ 250 000 habitants.

En 1980, Desi Bouterse installe une dictature militaire suite à un coup d'état soutenu par une grande majorité de la population, pensant ainsi régler les problèmes de corruption présente depuis l'indépendance.

Entre 1986 une révolte des bushinenges – nom donné à l'ensemble des peuples descendants d'esclaves africains déportés pour travailler dans les plantations - initiée par Ronnie Brunswijk un des gardes du corps de Desi Bouterse entraîne une guerre civile qui durera jusqu'en 1989. A la suite d'élection « dites justes » en 1992, la Hollande reprend son aide économique.

En 2010, les élections législatives porte Desi Bouterse, l'ex-dictateur à la présidence de la république. Cela lui permet ainsi de se protéger personnellement contre des condamnations potentielles de crime de guerre remontant à 1982 en lien avec des accusations de complicité dans le meurtre de 15 personnes. Il est réélu en 2015.

En 2020, Chandrikapersad Santokhi est élu président de la république. Ancien commissaire de police en chef, il choisit pour vice-président Ronnie Brunswijk la figure de la révolte des bushinenges en 1986, par ailleurs homme d'affaire exploitant de mines d'or et condamné pour trafic de cocaïne aux Pays-Bas.

Globalement la politique de ce pays tourne depuis son indépendance autour des mêmes personnes, parfois alliées, parfois ennemies personnelles ou politiques... le retournement de veste est plutôt légion au Suriname, dans le but de garder dans les mêmes mains les intérêts économiques liés aux ressources naturelles. La corruption quelque soit le gouvernement en place a toujours été très importante.

Aujourd'hui, le pays vit de l'exploitation de l'or, mais aussi de la bauxite. Des recherches de pétrole au large de l'Océan Atlantique font espérer des rentrées d'argent conséquentes, mais cela fait plus de 10 ans que les gouvernements et industriels locaux font espérer une sortie de crise grâce au pétrole. Pour l'instant ça ne donne rien. L'argent quand il y en a, part dans les poches d'une infime bourgeoisie locale et dans le remboursement des prêts contractés auprès des Pays-Bas !

Comme annoncé en introduction, des manifestations contre la vie chère agitent actuellement la capitale. C'est relativement rare qu'il y ait des manifestations à Paramaribo, la guerre civile ayant traumatisé beaucoup de monde, chaque « révoltes » fait peur... Il en est autrement pour les nouvelles générations mais les manifestations tournent cependant rarement à l'émeute! Ce fut le cas vendredi 17 février 2023.

Quelques jours avant, le président Santokhi avait annoncé des réformes d'austérité afin de se plier au bon vouloir du FMI. Il annonce l'arrêt des subventions publiques pour l'essence, l'eau, le gaz et l'électricité. Tout cela dans un contexte d'inflation massive des denrées de première nécessité et dans une période où le dollar surinamais ne vaut rien. La réaction de la population ne se fait pas attendre, une manifestation pour dénoncer ces ré-

formes d'austérité est organisée et rapidement tourne à l'émeute. Le parlement est envahi et saccagé et les boutiques alimentaires et celles d'habillement du centre-ville sont pillées. Les vitrines des banques sont détruites. La répression est forte, et selon le média suisse Le Temps, deux jours après la manifestation : « 143 personnes ont été interpellées depuis vendredi. Sur ce nombre, 74 restent détenues alors que les autres ont été libérées à l'issue de leur interrogatoire. »

Évidemment de l'autre côté de la frontière, en Guyane, le préfet a organisé une réunion de sécurité pour voir comment contrôler la frontière fluviale, "au cas où" tout en dénonçant une violation de l'état de droit par les manifestants surinamais... En parallèle, le consulat français déconseille de se rendre à Paramaribo, ville s'il en est, extrêmement accueillante et cosmopolite!

Cet événement ponctuel, vu de la France, pourrait sembler assez anecdotique. D'ailleurs les rares médias qui ont relayé cet événement, l'ont classé dans la rubrique « fait divers ». Mais la réalité est tout autre, la réaction instantanée de la préfecture de Guyane et du consul de France au Suriname nous le confirme. Dans ce petit pays à l'histoire récente très fragile et douloureuse, où l'idée de révolte est souvent assimilée à la dictature ou à la guerre civile, le fait qu'une manifestation pour « le coût de la vie » dégénère en émeute est significatif. La crise est mondiale et ce genre d'événement permet de recréer des liens de solidarité de classe au sein de la population surinamaïse. Espérons que ce mouvement populaire d'un jour se reproduise et donne des idées aux pays voisins, tout aussi amorphes et corrompus !

Le 28/02/2023  
Arturo, de passage à Cayenne

